

communiqué

Sonatel SA, Sonatel Mobiles et Sonatel Multimedia informent tous leurs partenaires du déménagement de leur siège social à partir du 1^{er} décembre 2014 au numéro 64 sur la VDN à Dakar.

Les numéros de contacts restent inchangés.

avec vous, pour vous **sonatel**

le soleil

www.lesoleil.sn

SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 NOVEMBRE 2014

44^{ème} ANNÉE • N°13354 • ISSN 0850/0704 • 200 F.CFA • ZONE CFA 300 FRANCS

OUVERTURE DU XV^{ÈME} SOMMET DE L'OIF AUJOURD'HUI

Forte affluence au banquet de la Francophonie

PAGES 13 A 20

- Macky Sall à France 24 : « Nous trouverons une personnalité capable de relever les défis »



INVESTISSEMENT

Les hommes d'affaires canadiens invités à s'impliquer dans le Pse

PAGE 8

- Philippe Couillard, Premier ministre québécois : « Nous voulons être un partenaire au développement du Sénégal »

LUTTE CONTRE LA MORTALITÉ INFANTILE

Le vaccin antirotavirus pour sauver les enfants

PAGE 5

RECHERCHE DE LA PREUVE

Sidiki Kaba pour une synergie entre les acteurs de la justice pénale

PAGE 11

SPORTS : LE FOOTBALL EN DEUIL

Karim Sèye n'est plus

PAGE 31



le soleil
Week-end

PROTECTION DE LA LANGUE, VULGARISATION DES RITES...

Ces défis de la communauté baïnuik

PAGES 23 - 26

Editorial

• Par Cheikh THIAM

Grande mobilisation pour un succès éclatant

Le sommet de la Francophonie que la capitale sénégalaise accueille et dont l'ouverture officielle aura lieu ce matin dans le rutilant Centre international de conférence de Dakar (CICD), enregistra sera sans nul doute un succès éclatant, au moment du bilan, demain après midi.

SUITE EN PAGE 14

1^{er} FORUM ECONOMIQUE DE LA FRANCOPHONIE
2-3 décembre 2014, DAKAR, SÉNÉGAL
www.forum-economique-francophonie.com

Sous la présence effective de Son Excellence
Le Président Macky SALL

Une communauté économique francophone - dynamiser ce prodigieux potentiel
Centre International de Conférences de Dakar

ADIE, COMITE SCIENTIFIQUE, DELEGATION GENERALE A LA FRANCOPHONIE, CICD, UNICEF, Richard Aboum & Associés

MINISTRE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS, DES PARTENARIATS ET DU DEVELOPPEMENT DES TELESERVICES DE L'ETAT (MIPTEC)

VOTE DU BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GOUVERNANCE LOCALE...

La décentralisation, l'aménagement du territoire et la gestion des déchets au cœur des préoccupations

La politique de la décentralisation et l'aménagement du territoire ont constitué l'essentiel des préoccupations des députés lors du vote du budget 2015 du ministère de la gouvernance locale, du développement et de l'aménagement du territoire. D'ailleurs, à l'issue des travaux d'hier (Ndlr : vendredi), le budget a été arrêté à la somme de 56.705.647.060 FCfa contre 50.733.806.840 FCfa en 2014, soit une augmentation de 5.971.840.220 FCfa en valeur absolue et 11,77% en valeur relative.

C'est à peu près plus de trois heures d'horloge que la séance a duré lors du vote et de l'adoption du budget du ministère de la gouvernance locale, du développement et de l'aménagement du territoire. Ce fut sous la présidence de Mme Yeta Sow, 5ème vice-président de l'Assemblée nationale, en présence du ministre Oumar Youm et de l'ensemble de son cabinet, des ministres du Budget et des institutions, Birima Mangara et Mansour Sy. Répondant aux préoccupations des députés sur plusieurs axes de son département, le ministre Oumar Youm a réitéré sa pleine et entière disponibilité à maintenir le dialogue et la concertation avec l'ensemble des acteurs concernés dans la mise en œuvre de l'Acte 3 de la décentralisation. Il a été du même avis que les députés de l'hémicycle sur l'insuffisance du volume des ressources par rapport à celui des charges, même s'il est noté une hausse globale sur le budget comparé à celui de 2014. Il a indiqué qu'il n'existe pas encore une parfaite mise en concordance entre le transfert de compétences et le transfert de ressources aux collectivités locales, malgré les efforts consentis par l'Etat, ces dernières années.

Concernant le Fonds de dotation de la décentralisation (Fdd) qui s'élève à 20,4 milliards FCfa, le ministre, à propos du retard de sa mise à disposition, a précisé que la notification de la disponibilité des crédits est déjà faite par le département. Pour les indemnités journalières de

session et des frais de déplacement demandés par les élus, le ministre Oumar Youm a noté qu'ils pourraient être envisagés dans la seconde phase de l'Acte 3, avec le renforcement financier des collectivités locales. Sur la question de l'inégalité des indemnités allouées aux maires, Oumar Youm dira d'une manière générale, que les différences sur les indemnités des maires obéissent aux principes d'équité et de solidarité nationale.

Numérisation de 230 centres d'état-civil

Sur le vote tardif du budget de la ville de Dakar, le ministre a précisé qu'à l'état actuel de la réglementation, l'examen du budget d'une collectivité locale n'est suspendu à la communication d'informations de la part de l'Etat que si ces dernières sont indispensables à l'établissement du budget. Si, précise-t-il, le budget n'est pas adopté dans les délais prévus par la loi, le représentant de l'Etat le règle et le rend exécutoire. S'agissant du redéploiement du personnel des villes, la situation, selon le ministre, pourrait s'améliorer avec la mise en place d'un meilleur politique fiscale et d'un renforcement des transferts financiers de l'Etat, dans la seconde phase de l'Acte 3. Pour ce qui est du personnel des régions, le ministre a expliqué que les difficultés de leur redéploiement sont entre autres liées aux recrutements pléthoriques trouvés sur place. Me Oumar Youm a donné des éclairages sur les questions relatives



à la situation des assistants communautaires dont la gestion du dossier est du sort de l'administration des collectivités locales, à la fonction publique locale et le plan de formation à l'intention des acteurs locaux. Pour rassurer les députés, il a évoqué le fonds national d'appui à l'éclairage de l'Etat qui va appuyer les collectivités locales, le contrôle de la gestion des collectivités locales, notamment avec l'audit régulier de l'inspection de l'administration locales et le plan de formation à l'intention des acteurs locaux. Pour le ministre Oumar Youm, le démarrage du projet d'appui à la modernisation de l'état-civil (Pamec) va permettre la fiabilité des statistiques à travers une expérimentation de l'indexation et la numérisation des registres de 230 centres pilotes d'état civil.

Pour dire que l'Etat va accompagner les collectivités locales dans l'informatisation et l'interconnexion des centres d'état civil. Sur la gestion des ordures ménagères, la mise en œuvre du Programme Prioritaire de Propreté (3P),

issu du Programme national de gestion des déchets (Pngd) lancé en mai 2014, va permettre, selon le ministre, d'améliorer le cadre de vie des populations

à travers la mise en place d'un système performant de gestion des déchets, à l'échelle nationale, tout en créant plus de 1.000 emplois directs et permanents. Le démarrage des travaux du 3P, phase d'urgence, permet d'accompagner les collectivités locales en attendant la mise en œuvre du projet de gestion durable des déchets solides urbains (Pgdsu), prévue au courant de l'année 2015 pour les collectivités locales ciblées de la région de Dakar, les communes de tivaouane, de kaolack et de Touba Mosquée. Le ministre Oumar Youm a aussi rassuré sur le centre d'enfouissement de Sindia qui n'est pas un processus de transfert de la décharge de Mbeubeuss, mais plutôt de la construction d'une infrastructure respectant les standards internationaux en la matière. Ce sera, explique-t-il, un centre de traitement et de valorisation des déchets, ne présentant pas de risques notamment sur le domaine aéroportuaire.

Babacar Bachir SANE

Inauguration mardi du système d'interprétation des débats

Le Système d'interprétation simultanée des débats de l'Assemblée nationale sera inauguré le mardi à 10 heures dans le Hall de l'Institution parlementaire, annonce un communiqué de la direction de la Communication. Cette cérémonie qui entre dans la politique de modernisation de l'Assemblée nationale et de la promotion des langues nationales, sera présidée par le président Moustapha Niasse, en présence de l'ambassadeur délégué Représentant

de l'Union européenne, du ministre chargé des Relations avec les Institutions, des membres du Bureau, des présidents de Commissions et des députés.

Le Système d'interprétation simultanée de l'Assemblée nationale est équipé de huit cabines et d'une plateforme numérique de dernière génération. Il permettra à la majorité des députés de s'exprimer dans leur langue maternelle, de suivre et de participer aux débats en séances plénières.

MEETING DU FPDR

And-Jëf/Pads Authentique salue la maturité des autorités

Le Secrétariat Exécutif d'And-Jëf/Pads-Authentique se félicite de la maturité avec laquelle les autorités ont encadré le meeting organisé par l'opposition le 21 novembre 2014.

« L'image de notre pays est sortie renforcée du meeting de l'opposition et la paix sociale a pu être préservée », se sont réjouis, dans un communiqué, Landing Savané et ses frères de parti. Le S.e. a cependant constaté, avec regret, que l'ancien président, Abdoulaye Wade, poursuit « sa démarche démagogique et stérile consistant à lancer des propositions irresponsables et des menaces vaines contre le régime en place ».

Le Se a invité le gouvernement à « garder sa sérénité et à se consacrer à la mise en œuvre du Pse ».

Le Se s'est aussi réjoui de la mobilisation des responsables et des militants du parti à tous les niveaux afin de concrétiser les conclusions du séminaire qui s'est tenu le 08 novembre 2014. « Ce nouvel élan militant confirme que And-Jëf est un parti bâti sur des valeurs progressistes durables et non sur la recherche d'intérêts égoïstes », lit-on encore dans le communiqué.

Le Se a dit avoir amorcé la réflexion sur le réaménagement des structures de direction à tous les niveaux afin de promouvoir les nouveaux cadres politiques qui se

sont distingués pendant les années de crise que le parti a traversées. Landing Savané et Cie souhaite la bienvenue, dans notre pays, aux dirigeants et aux délégations des pays qui vont participer au XVème sommet de la francophonie prévu les 29 et 30 novembre 2014 à Dakar. Le SE souhaite plein succès à cette rencontre et appelle les pays africains membres à rester solidaires et à préserver leur souveraineté et leurs intérêts bien compris dans cette organisation multilatérale dans laquelle les enjeux de pouvoir sont bien connus. Le Se rappelle enfin que les pays africains doivent rester fidèles aux principes du panafricanisme et donner la priorité à l'unité et à la cohésion des pays du continent. « Dans le contexte actuel de crise en Europe avec la montée de l'euro-scepticisme dans l'Union européenne et de doute en Amérique du Nord où les Démocrates ont perdu la majorité au Sénat, les africains doivent redoubler de confiance en eux-mêmes et faire du continent la nouvelle puissance émergente dans le monde », a-t-on poursuivi dans la note.

Diégane SARR

COLLECTIVITES LOCALES

Des ressources additionnelles de 155 milliards de FCfa pour le secteur

Le ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire va bénéficier de ressources additionnelles d'un montant de 155 milliards de FCfa, pour l'accompagner dans la mise en œuvre de ses projets et programmes, a annoncé, vendredi à Dakar, le ministre délégué en charge du Budget, Birima Mangara.

« Il est prévu, pour accompagner les investissements de ce département en 2015, une somme de 155 milliards de FCfa », a-t-il annoncé aux députés réunis en plénière pour l'examen du budget du ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire. « C'est l'un des rares ministères qui a connu une telle augmentation pour son budget et c'est l'un des rares ministères à avoir un programme d'investissement qui dépasse les 150 milliards de FCfa », a-t-il dit. Plusieurs députés ont souligné, lors de cette séance, la nécessité d'allouer des fonds supplémentaires à ce département ministériel qui a entamé de grandes réformes, dont la principale concerne l'Acte 3 de la décentralisation.

Selon ces parlementaires, le département est en pleine mutation et par conséquent, doit être renforcé

en moyens financiers pour mener à bien sa mission. « Le budget a connu une hausse, mais on voudrait qu'elle augmente, compte tenu de l'importance des réformes en cours », avait, par exemple, indiqué la députée Sira Ndiaye, au cours de son intervention. Les députés Anta Sarr et Abdoul Mbow étaient allés dans le même sens, affirmant que le ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire a des objectifs à atteindre, s'agissant notamment du bon fonctionnement des conseils départementaux nouvellement créés après la suppression des régions.

Selon le ministre délégué chargé du Budget, l'Etat du Sénégal a conscience que le ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire a besoin de ressources additionnelles pour faire face à ses



Birima Mangara, ministre délégué en charge du Budget.

missions. Il a dit qu'en plus de ressources du Budget de l'Etat, d'importants crédits seront affectés à ce ministère afin de l'accompagner dans la conduite de ses réformes. « Il est prévu pour 2015, une dotation de 34 milliards 500 millions de FCfa pour permettre à ce ministère d'assurer la prise en charge de ses programmes en cours », a-t-il dit.

(APS)

MAYACINE CAMARA, CANDIDAT A LA PRESIDENCE DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DU SENEGAL

« Mettre mon expérience au profit des élus pour les aider à réussir leur mission »

Coordinateur des maires du département, le maire de Kounghoul, Mayacine Camara, compte briguer le poste de l'Association des maires du Sénégal (Ams). Membre de l'Apr, il veut mettre son expérience au profit des élus pour une bonne réussite de leur mission au bénéfice de leurs communes.

Propos recueillis par **Babacar DRAME**

Vous avez décidé de briguer le poste de président de l'Association des Maires du Sénégal. Existe-t-il un fondement politique à cette ambition, en relation avec le renforcement du leadership de l'Alliance pour la République et, par extension, de Benno Bokk Yakaar ?

Je veux être clair. Je ne suis pas de nature à viser des objectifs personnels. Depuis que je suis entré en politique, je mène mon propre combat et je n'attends presque personne. Toutes les bonnes armes qui se présentent à moi, je les utilise pour mieux faire progresser ma communauté. Dans ce cas de figure, c'est lors d'une réunion de travail convoquée par le président Assane Diop, qui est en train de faire un excellent travail de démarrage à Kounghoul, que Elhadj Mor Dieng, par ailleurs député à l'Assemblée nationale, a proposé que je dirige la coordination des maires du Département de Kounghoul. Il aurait également souhaité que les élus du Département soutiennent ma candidature à la tête de l'Association des Maires du Sénégal. Proposition que j'ai bien analysée avant de l'accepter. Une belle opportunité pour mettre à profit la petite expérience que j'ai eue dans l'administration et dans ma localité.

L'émiettement des pôles de compétence politique qui s'est traduit en une multitude de candidatures au cours des dernières locales, explique-t-il l'entente de l'Apr sur une conquête de cette position stratégique ?

Nous avons beaucoup souffert de cet émiettement et rendons grâce à Dieu. L'Apr et toute la coalition Bby ont bien pu résister à cela. Il y a plus de peur que de mal, notre formation politique vit bien et se renforce chaque jour. Pour l'instant, nous sommes allés dans une dynamique de groupe et avons récupéré le département. Comme dans presque partout au Sénégal, nous n'avons pas un patron de parti dans le Département et cela ne gêne pas encore le travail de massification. C'est le moment de saluer l'esprit de dépassement des responsables qui pu se contrôler et accepter mon mandat.

La présidence de l'Ams est-elle, selon vous, une position d'influence politique et/ou un instrument de gouvernance locale efficace en termes de réalisations ?

D'influence politique, je ne suis pas sûr. Mais en tant qu'instrument de gouvernance locale efficace oui. Personnellement, j'ai beaucoup d'idées et de propositions pour faciliter l'accompagnement des maires dans leur travail. Nous avons l'Acte 3, le Pse, un Code des marchés, un code des investissements, le Fonsis, le Fongip, la Cdc, la Bnde, le Pndl, bref tous les instruments et moyens pour faire décoller nos territoires qui sont naturellement viables, et libérer Dakar qui subit son explosion démographique. Je considère que l'Ams doit aider au-delà de ses missions régulières de dialogue et

de diplomatie internationale. Nous avons un important volet avec l'Acte 3 qu'il convient d'exploiter. La territorialisation sera le salut pour nos collectivités locales. Dans le code des marchés, il faut aller dans le sens de cette territorialisation, exploiter et mettre à profit code des investissements, beaucoup de choses qui se présente comme opportunités d'affaires pour développer le reste du Sénégal et arrêter la macrocéphalie de Dakar. J'ai hâte d'être à la tête de l'Ams pour porter toutes ces idées au profit du Sénégal tout entier. Nous voulons un Pse qui « dédakarise » le développement.

Y-a-t-il une corrélation entre la conquête de cette position stratégique et une nécessaire mise en œuvre efficace de la politique des collectivités du chef de l'Etat ?

C'est exactement ce que j'ai voulu expliquer en haut. Je pense que le chef de l'Etat a bien une vision qui n'est pas et ne peut pas être explicité au détail. Il faut lire de manière intelligente les jalons qui ont été posés et tirer profit pour les communes. C'est bien un soutien à l'action du président- Sall. En 2017, certainement nous devons aller en élection et ce ne seront plus les longs discours qui vont réélire notre président. Nous devons tous poser des actes auprès des populations et avoir des arguments de taille pour demander leur soutien à la réélection de Macky Sall.

En termes d'organisation, de visibilité et de réalisations, que comptez-vous apporter à l'Ams ?

Sans pour autant avoir l'intention de décliner un programme, je pense que l'Ams doit s'organiser pour mieux participer aux différents processus. Je considère que les ressources sont nombreuses et existent partout en quantité suffisante. Il suffit de pouvoir les capter au profit de nos communes qui en cherchent. J'ai trop de peine quand j'entends certains dire que les moyens financiers n'existent pas.

Comptez-vous faire de cette institution un organe de dialogue au-delà des clivages politiques ?

Cela me fait mal au cœur quand certains pensent que la position politique doit influencer les résultats. A mon avis, quelque soit sa posture, l'élu doit être accompagné. Les règles du jeu doivent être « incolores ». S'il doit y avoir de discrimination, cela doit se faire en fonction des performances de la gouvernance. De cette institution, tous les élus devraient tirer profit. Même si nous sommes du camp du parti au pouvoir, il est évident que cela ne doit pas gêner la réalisation des objectifs de l'Ams. Egalement, les élus ont besoin d'être accompagnés au niveau international, mais également au niveau national en créant des liens fonctionnel avec l'Etat, le secteur privé, les partenaires financiers, le ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, les Ong, etc.

Dans quelle mesure pourrez-



vous recomposer les pôles de compétence politique éparpillés, le temps des locales : Khalifa Sall, Aminata Touré, Aïssata Tall Sall, etc. ?

Heureusement qu'ils ont un trait commun c'est la droiture et l'abnégation, ils ne sont pas des joueurs de poker comme le font certains politiciens. C'est de grandes compétences politiques qui sont éclairées. Facile donc pour eux d'adhérer aux bonnes propositions qu'on leur fera.

Récemment, des candidatures ont été annoncées, certainement vous avez entendu les maires comme Mor Ngom, Alioune Sall, ... ?

C'est vrai. Personnellement, je suis gêné quand je dois parler des autres. Même s'ils sont de parti opposés à fortiori si l'on est de la même formation

politique. Je ne dois pas également prétendre être le meilleur, surtout que je connais ces différents Maires qui sont très compétents qui pourraient également faire l'affaire. Mais cela ne doit pas me limiter dans ma conquête car je ne peux pas apprécier ce qui est dans leur cœur. Dans l'hypothèse ou nous sommes tous animés de bonnes ambitions collectives, prions le bon dieu d'amener le meilleurs pour la communauté des élus. Personnellement, je militerai à une recherche de consensus si toutefois que des candidatures d'un même parti ou d'une même localité se déclarent. Je pense qu'il est temps de bannir les suspicions surtout que nous avons un président qui veut aller dans ce sens. Nous devons l'accompagner avec moins de bruit et plus d'actes concrets.

Le Plan Sénégal émergent est la mouture opérationnelle de la vision du président Sall. Quelle passerelle faudra-t-il établir et maintenir avec la nouvelle gouvernance locale ?

Avec le Pse assorti de son cortège de réformes et de projets phares, les opportunités sont ouvertes pour ceux qui veulent travailler. Le premier acte à poser sera de relever le défi de l'appropriation. Comme je l'ai toujours dit, les collectivités locales n'ont pas de problèmes de ressources financières. La difficulté c'est la technique de mobilisation des financements et d'exploitation des opportunités qui s'offrent à nous. Si nous arrivons à mettre en place un cadre d'accompagnement, les collectivités locales pour-

raient participer à la mise en œuvre du Pse et cela nous éviterait un développement à deux vitesses qui risque de mener à uneimplosion du système. Je pourrais développer toute la stratégie d'approche si vous m'en donner l'occasion.

Comment comptez-vous établir un consensus fort autour de cette vision pour un Sénégal économiquement compétitif et apaisé sur le plan social ?

Je crois au Pse, pour avoir participé au processus. J'ai eu également la chance de participer à d'autres processus avant le Pse. L'innovation majeure, cette fois, je ne me fatiguerai jamais de le dire, demeure son appropriation par le président de la République. Si le président Wade était au courant de ce que faisait le ministre de l'Economie et des Finances dans ce domaine, on ne serait pas là. Une innovation de taille, mais qui fait peur. On ne peut pas imaginer l'échec. En plus de cet engagement du président, le Pse a une bonne publicité et c'est facile d'arriver à une appropriation par les populations. En plus, il existe bien des choses intéressantes pour relancer nos économies locales et créer des villes secondaires viables pour les populations jeunes.

Quelles sont les perspectives au titre de la coopération pour les départements et des investissements pour les communes ?

Je répondrai plus juste quand je serai élu.

Avis de recrutement



Abt Associates, Inc. est engagée à l'amélioration de la santé et le renforcement des systèmes de santé autour du monde. Servant à la fois les secteurs publics et privés, nos efforts comprennent la recherche et l'évaluation des politiques de la santé, la promotion de la santé et la prévention des maladies, le financement de la santé, les réformes sanitaires et le renforcement des systèmes de santé. Notre travail aboutit à des politiques de santé qui assurent le renforcement des infrastructures, la mobilisation communautaire, la durabilité de l'amélioration des services de qualité, l'efficacité dans l'utilisation des ressources de la santé et l'accès aux services de santé.

Abt Associates, Inc. recherche un Gestionnaire du Financement Direct pour appuyer la mise en œuvre du Programme Santé de l'USAID au Sénégal. Le projet vise à améliorer la performance du système de santé publique décentralisé au Sénégal (aux niveaux districts et régions), appuyé par des politiques efficaces, la planification et la budgétisation du Ministère de la Santé au niveau central. Ainsi, les candidats intéressés doivent avoir une expérience de travail sur les programmes de santé financés par l'USAID, une expérience de travail dans la gestion des finances publiques et une bonne connaissance du système de santé du Sénégal.

Gestionnaire du Financement Direct – Dakar

Sous la supervision du Responsable Administratif et Financier, le Gestionnaire du Financement Direct assurera le leadership technique dans la gestion et la coordination des activités du financement direct dans le cadre de la Composante Renforcement du Système de Santé.

Il est chargé de la conception, la mise en œuvre et le suivi des mécanismes de financement direct aux niveaux régional et des districts sanitaires. Il est aussi chargé d'appuyer la mise en place de cadres de collaboration pour impulser l'expérimentation et l'extension des mécanismes de financement direct dans le secteur de la santé. Il doit assurer la liaison en matière de financement direct avec les Agences d'Exécution et les Bureaux Régionaux du Programme Santé de l'USAID et participer au développement des cadres et outils de suivi du financement direct aux niveaux central et régional.

Profil

- Niveau Master en gestion des finances publiques, santé publique ou gestion des projets et programmes sanitaires
- Au-moins 5 ans d'expériences professionnelles dans la gestion des programmes ou la gestion de subventions dans le secteur de la santé ou d'autres secteurs
- Une bonne connaissance et familiarité avec le système de la santé du Sénégal et du financement de la santé
- Une bonne connaissance et familiarité avec les modalités d'assistance de l'USAID dans le secteur de la santé
- Une grande capacité de communication et de rédaction
- Une bonne capacité de communication en Anglais est un plus

Les candidats sont invités à postuler avant le 5 décembre 2014 en envoyant leur CV et une lettre d'intérêt qui décrit leurs qualifications techniques à l'adresse électronique suivante : jobs@abtsn.com

Abdou Diouf, le Grand

Par Mounirou SY *

Selon Abraham Lincoln, « à la fin, ce ne sont pas les années de votre vie qui comptent, c'est votre vie durant ces années ». Quel périlleux exercice que de parler d'Abdou Diouf vu son parcours élogieux, fabuleux et prodigieux ! Malgré l'entreprise malaisée, nous allons nous évertuer à la réaliser en disant un peu de lui quoique tout de lui mérite d'être dit.

Africain dans l'âme et l'exhibant avec fierté, Abdou ou le "Maodo du jour" révèle tous les caractères d'un grand homme bien que homme grand. Et comme une prédestinée, on retrouve une dose de sacralité dans sa vie et le chiffre 5 en est la plus parfaite illustration lorsque l'on sait que l'Islam repose sur 5 piliers et que le plus fondamental d'entre eux est la prière que le musulman accomplit 5 fois par jour.

Abdou s'écrit avec 5 lettres. Diouf aussi. Il est né dans une ville qui s'écrit avec 5 lettres, Louga. Il est le père de Habib et l'ami de Habib Thiam, 5 lettres encore pour le prénom et le nom. Gouverneur de la région qui aujourd'hui s'écrit avec 5 lettres, Saloum, le fils de Coumba Dème est l'héritier de l'ancêtre Caaka. Succédant à Sédar (5 lettres) au PS et remplacé par Tanor, il connaîtra la félicité dans la capitale sénégalaise qui s'écrit également avec 5 lettres, Dakar.

Il a remplacé Boutros-Ghali dont le dernier patronyme comprend 5 lettres, en sa qualité de Secrétaire Général de l'Oif ayant son siège dans une autre capitale qui s'écrit avec 5 lettres, Paris. Il est d'une famille de 5 garçons dont Djibo et Maodo, encore 5 lettres, lui le natif de l'année 1935, nommé Gouverneur à 25 ans et Premier ministre à 35 ans pour être élu Président de la République à 45 ans avant de quitter le pouvoir à l'âge de 65 ans. Revenu au pays natal, il sera commémoré par un Président dont le nom s'écrit avec 5 lettres, Macky.

Il est venu au monde un 07 septembre dans la capitale du Ndiambour. Né sous le signe du Vierge, le Président Diouf est l'incarnation parfaite de ce zodiaque : signe de la terre et caractéristique du service rendu. Il est né pour donner vie, pour ressourcer, pour purifier, pour alimenter et pour contenir.

Sa couleur est le vert ou le jaune, tel le drapeau sénégalais qui incarne l'espoir et la prospérité. Discret dans son style, il privilégie la réflexion comme préalable à l'action, passe au crible de la sélection toutes les éventualités et réactions possibles dès qu'un évènement se présente, essaie systématiquement d'adapter à la situation la meilleure réponse : perfectionniste avant tout. Le vierge cérébral, perspicace, analytique, sérieux, compétent, pointilleux, raisonnable, pudique, plein de bon sens, ordonné, organisé, propre, appliqué, prévoyant, honnête, fidèle, réservé, timide, serviable, désireux de progresser, perfectionniste, logique, travailleur, patient, précis, concret, spirituel. N'est-ce pas tout cela lui ?

C'est dans la patience de réaliser une nation arc-en-ciel que Madiba, ce digne fils d'Afrique, cadeau que le bon Dieu a donné au monde, est devenu le modèle ineffable de l'humanité.

Ces caractères lui collent à la peau. Et son parcours initiatique

et professionnel, politique et administratif, attestent la pertinence de cette vérité.

Abdou Diouf fit ses études primaires et secondaires à l'Ecole Emile Sarr (ex Ecole Brière de l'Isle), située à Saint-Louis. Il entama des études de droit à la Faculté de Dakar, les poursuivit à Paris à la Sorbonne et obtint le Brevet de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer (Enfom) en 1960 d'où il sortit comme administrateur civil et major de sa promotion. Comme Ulysse parti dans les océans pour chercher du savoir, le frère de Djiby reviendra au pays de la Teranga pétri de science et de vie. Très jeune, le sentier que l'enfant prodige de Ndiaye Diouf s'est frayé lui a ouvert un boulevard de chantiers qui a fait de lui un viatique pour la jeunesse d'aujourd'hui et un modèle d'érudition et d'engagement propres aux Elus, bref un vrai Maodo.

Nous avions une impression, qui a fini par devenir une conviction, que sa vie a été marquée sans discontinuité, d'actes positifs et progressistes. Telle la fusée Ariane quittant sa base guyanaise de Kourou, la percée d'Abdou fut fulgurante. A 25 ans, il commence une carrière de haut fonctionnaire et occupe aussitôt de hautes fonctions administratives. De 1960 à 1963, il sera successivement Directeur de la Coopération Technique Internationale, Secrétaire général au Ministère de la Défense et Gouverneur de la région du Sine-Saloum. Il sera nommé Directeur de Cabinet du Président Léopold Sédar Senghor en 1963, puis Secrétaire général de la Présidence de la République du Sénégal en 1964. Il devient ensuite Ministre du Plan et de l'Industrie de 1968 à 1970. Avant, c'était la découverte. En 1970, c'est la révélation. Contre toute attente et malgré beaucoup de supputations et de suspicions, Senghor le nomme Premier ministre. La consécration se fera dix ans après, un 1er janvier 1981, à la suite de la démission du Président-poète. Abdou est porté à la Magistrature suprême. Le vaillant peuple sénégalais, malgré ce que l'on a dit, prédit ou médit, lui a renouvelé sa confiance lors des élections de 1983, 1988 et 1993. Ses différents mandats furent placés, au niveau national, sous le signe de la politique d'ouverture au multipartisme, de la libéralisation progressive de l'économie et de la décentralisation.

Sur le plan continental et international, Abdou Diouf a contribué à faire entendre la voix du Sénégal en Afrique et dans le monde en menant la lutte pour une plus grande unité africaine, alors Président en exercice de l'Oua avec l'auguste et noble combat pour la fin de l'Apartheid et la libération de Nelson Mandela (1985-1986 puis en 1992) et Président en exercice de la Cedeao (1991-1992) pour la promotion de la femme et l'ancrage de la parité dans la gestion des affaires publiques.

La liste est exhaustive et montre que l'homme au chiffre 5 est Grand comme les 5 Lettres de cette épithète. Il en a l'autorité parce qu'il est une autorité. La diversité des titres reflète une constante dans sa démarche quotidienne : c'est la passion dans la qualité de ses actions.

A chaque fois que nous l'avons rencontré, notamment chez lui dans son appartement parisien au 35 Avenue Pierre de Serbie, dans le 8ème, nous nous sommes résolu à croire

qu'il déteste le clinquant et le scintillant. Toujours sobrement vêtu, il porte beau. Jeune, il a le souci du détail qui commençait par des vêtements sur mesure suivant les codes de la haute bourgeoisie saint-louisienne jusqu'au nœud de sa cravate. Raffiné et de goût, il aime et sait apprécier les bonnes choses. Les tableaux et décorations qui auréolent son environnement familial révèlent le chic et la sobriété propres aux gentlemen nguet-ndariens.

Toujours en phase avec sa conscience, il a eu foi en la personne humaine au point de fréquemment exiger plus et mieux. La rigueur est chez lui une valeur sacrée. S'il est sûr que cette voie mènera au succès et à la réussite. Toujours après concertation, il prend sa décision et fonce. Il a le style du leader, celui-là qui doit incarner les valeurs morales et intellectuelles d'indépendance, d'impartialité, d'objectivité et de compétence. Il a toujours su l'importance de la mission de gouverner, c'est-à-dire de servir, qui renvoie directement à la conscience de l'agent public et de l'administrateur civil, à ce qu'il a de plus intime, à ce qui fait à la fois sa force et sa

faiblesse et qui donne toute sa part d'humanité.

Il a toujours cru en la collégialité dans la gestion de l'institution. Ayant le don et le sens de l'écoute, il savait que c'est à la mesure du regard de soi-même et à l'épreuve du regard des autres, qu'on pourrait prendre la meilleure décision. Sur ce chapitre aussi, le Président Diouf a été un excellent. Tous ont trouvé chez lui l'accueil le plus chaleureux, le conseil le plus sûr et l'oreille la plus attentive.

Avec opiniâtreté et diplomatie, il a, comme un funambule, gardé l'équilibre et la lucidité face aux soubresauts des opposants et détracteurs. Là où ailleurs d'autres ont fléchi, lui a tenu bon en restant fidèle à ses principes et positions, parce qu'il les jugeait bons.

Nous pouvons nous en arrêter là. Mais peut-on, même avec douceur, évacuer l'inlassable labeur de celui qu'on célèbre aujourd'hui. Monsieur Abdou Diouf doit savoir qu'aujourd'hui, tous les sénégalais, africains et francophones épris de bonté, de discernement, de justice et de justesse, sont fiers de l'avoir eu comme chef de l'Etat et comme

Secrétaire Général parce qu'il représente pour eux, une Merveille.

Chez les sœurs bon teint, une merveille serait confondue à cette croustillante chinoiserie. Avec Abdou Diouf, ils n'auront pas tort. Diouf est à croquer surtout, chose rare, lorsque démocratiquement vaincu, il appela avec grandeur et noblesse, Abdoulaye Wade, pour le féliciter. Humainement, il sent la bonté, symbolise la magnanimité et inspire la confiance. Sa personne se confie dans une altière discrétion qui se conjugue avec une sublime sobriété. C'est cet homme-là, qui unit avec bonheur et honneur, les rares qualités de l'esprit et les mérites du cœur, qui prend sa retraite et non son retrait dans cet auguste univers qu'est la vie publique. Pour cela, pour tout ce que vous avez fait, pour tout ce que vous allez faire ici et ailleurs, nous vous remercions en vous disant Grand MERCI. Encore 5 lettres, Pardi !

* Docteur en droit
Enseignant-Chercheur
à l'Université de Thiès
Directeur général du Bureau
Sénégalais du Droit d'Auteur

CHRONIQUE

PRISES DE NOTES

Par Samboudian KAMARA

Diouf, destin et hauteurs

Tout homme politique « responsable » doit écrire ses « Mémoires ». Justement par devoir de mémoire. Les souvenirs du président Abdou Diouf ne pouvaient laisser le microcosme indifférent. Il faut d'emblée retenir que ses plus féroces adversaires se retrouvaient dans son propre camp, celui du Parti socialiste. Et ses « défenseurs » les plus nuancés dans les catégories politiques qui se sont le plus opposées à lui, quand il était aux affaires.

Ainsi vont la vie et les hommes, toujours dans le tumulte d'un destin qu'ils ne sauraient maîtriser. La qualité d'un livre bon (ou bon livre) est qu'il fait prospérer la clameur.

Tout homme politique « responsable » doit écrire ses mémoires pour l'Histoire, et pour faire partager aux jeunes générations ce qu'elles ne pouvaient savoir. Comme dans chaque famille, il y a des secrets d'alcôve et les placards ouverts laissent toujours apparaître des cadavres. C'est seulement en ces moments-là, quand on n'a plus rien à chercher, ni à prouver, que les opinions sont importantes. Dans le dictionnaire des référentiels mémoriels, il est paradoxal de constater que ce sont souvent les « politiques » hommes d'Etat qui cherchent à écrire leurs « mémoires ». Parce que ce sont eux qui ont décidé, un jour, d'estimer qu'ils devaient être devant ; ou alors, dans la conjonction d'événements dont ils n'avaient pas la maîtrise ; bref, ce que les croyants appellent le Destin.

Il est admis que ce ne sont en général ni des souvenirs, encore moins des biographies. Beaucoup plus des expériences partagées et des opinions sur les femmes et hommes. Et les événements. Il faut d'autant plus écrire ses « Mémoires » qu'il faut témoigner quand on a dirigé les femmes et hommes, quand on a eu à décider que des millions de personnes iraient dans un sens ou dans un autre, quand on a eu en mains le destin d'un Etat pour tout dire. Les « Mémoires » du président Abdou Diouf tombent alors que le 15ème Sommet de la Francophonie qui s'ouvre aujourd'hui à Dakar va célébrer une communauté linguistique et donc culturelle ; il va aussi consacrer la fin de la vie publique d'un homme d'Etat, Abdou Diouf « le président de la République des temps difficiles ». Cet exercice de réédition des souvenirs ne pouvait donc si bien tomber. Si « l'Etat est un monstre froid » selon Hobbes, il est bien chaud en Afrique.

Président de la République pendant 19 ans, que pouvait-on attendre des « Mémoires » du président Abdou Diouf, sinon qu'elles ne suscitent (le français moderne voit dans le subjonctif passé du vieux jeu) polémiques

et controverses ? Car, pour la première fois dans sa vie, depuis son âge de 25 ans, il a su se lâcher et, enfin, dire ce qu'il a vécu, ce qu'il pensait des uns et des autres, et comment il a dirigé ; et comment le Sénégal a tracé des trajectoires.

Tout homme politique responsable doit écrire ses « Mémoires » car, en Démocratie, les Hommes aiment savoir comment ont-ils été dirigés. C'est là une tradition sénégalaise. Ils ont tous écrit. Mais les mémoires des uns sont différents, selon que l'on est dans le champ politique ou purement littéraire ou universitaire.

Le président Mamadou Dia a eu l'heur d'écrire ses « Mémoires d'un militant du tiers-monde » et le docteur Birago Diop (le génial conteur) a publié ses incontournables « A Plume rabouée » et « A rebrousse-temps ».

Birago Diop n'était pas politique mais il a si bien observé les hommes qui s'activaient sur cette scène qu'il n'a pu s'empêcher la caricature : la brousse, le roi, la ruse, la fourberie et les trahisons. Sans entrer dans le débat des littéraires-universitaires, ou tomber dans un pédantisme de mauvais aloi, il faut sans doute trouver dans « Contes et lavanes » ou « Les contes d'Ahmadou Koumba », les textes les plus puissants de la vie politique sénégalaise.

D'autres, à l'instar des présidents Senghor et Wade ont accompagné leurs parcours politiques et intellectuels de sommes qui regroupaient aussi bien des réflexions d'universitaires que d'orientations politiques. Si « l'enfant de Joal » a regroupé en cinq tomes ses pensées dans les « Liberté », après bien sûr ce que tout le monde a retenu, le « pape du Sopi » n'a jamais cessé d'accompagner son engagement panafricaniste (« Un destin pour l'Afrique ») par des autoroutes sans péages sur ses pensées économiques. Ainsi des « Outils mathématiques de l'analyse économique moderne ».

Que dire de l'autre « géant » ? Le Pr Cheikh Anta Diop, après les références construites pour toutes les générations d'Africains (« Nations Nègres et cultures » ; « Civilisation et Barbarie »), puissantes œuvres fondatrices, a réalisé la jonction entre plumes littéraires, universitaires et politiques. Là, les questionnements demeurent. Où commençaient les projets politiques et où démarraient les sens intellectuels chez cet homme rarement célébré à sa hauteur, sauf justement quand le président Abdou Diouf décide de donner son nom à la première université en Afrique noire francophone ?

En tout cas, les faits et écrits sont là ; les acteurs pour la plupart toujours présents. Il est heureux que le président Abdou Diouf publie ses « Mémoires ». Pour ne pas oublier et tout consigner.

LUTTE CONTRE LA MORTALITE INFANTILE

Le vaccin antirotavirus pour sauver la vie de milliers d'enfants au Sénégal

Dans le souci de réduire la mortalité infantile, le gouvernement du Sénégal a officiellement lancé, hier, l'introduction du vaccin contre les diarrhées à rotavirus dans le Programme élargi de vaccination (Pev). La cérémonie de lancement, présidée par le chef du gouvernement, Mahammad Boun Abdalah Dionne, a enregistré la présence de Bernard Harper, Premier ministre du Canada.



Avec l'introduction, hier, du vaccin antirotavirus dans le Pev, la vie de milliers d'enfants sera sauvée.

La diarrhée est l'une des maladies infantiles les plus meurtrières au Sénégal. Elle est annuellement responsable d'environ 7 % de décès d'enfants de moins de cinq ans. Principale cause de cette diarrhée sévère, le rotavirus a tué au Sénégal plus de 1900 enfants de moins de cinq ans en 2008. Environ un tiers de toutes les hospitalisations chez les moins de cinq ans sont causées par le rotavirus. Au vu de cette situation, l'Etat a décidé d'introduire le vaccin antirotavirus dans le Programme élargi de vaccination (Pev) avec le soutien de Gavi, l'Alliance du vaccin. L'objectif est de prévenir les décès et de limiter les hospitalisations des enfants.

Pour le Premier ministre du Sénégal, Mahammad Boun Abdalah Dionne, venu présider la cérémonie de lancement officiel, « l'introduction du vaccin antirotavirus dans le Programme élargi de vaccination permettra, à n'en pas douter, d'éviter la perte de vie de plusieurs enfants. Le Sénégal, par cet élan, s'est engagé dans une logique d'atteinte des objectifs du millénaire ». M. Dionne a, par ailleurs, soutenu que « des instructions fermes ont été données par le chef de l'Etat, Macky Sall, pour que les ressources destinées à l'achat de

vaccins et de consommables soient considérablement augmentées. 40 milliards de FCfa seront orientés à l'achat de consommables. Depuis que nous avons accédé au pouvoir, 5 nouveaux vaccins ont été introduits dans le Programme élargi de vaccination du Sénégal. C'est dire notre détermination à veiller au bien-être des enfants », a-t-il indiqué.

Principale cause de mortalité chez les enfants

Rien qu'en 2008, le rotavirus a coûté la vie à plus de 450.000 enfants de moins de cinq ans dans le monde. Il est également responsable de millions d'hospitalisations et de consultations en Afrique. Selon des données rendues publiques par Gavi, l'Alliance du vaccin, la diarrhée déshydratante causée par l'infection à rotavirus a tué près d'un quart de millions d'enfants. Ce qui représente plus de la moitié des décès dus au rotavirus dans le monde.

De l'avis de Stephen Harper, Premier ministre du Canada, « l'immunisation des enfants constitue un des moyens les plus efficaces pour la prise en charge des couches juvéniles ». Il a déclaré que « l'Alliance du vaccin fera une contribution majeure dans la prise en charge des en-

fants du Sénégal d'ici à 2016. Les 2/3 des engagements du gouvernement canadien envers la cause des plus jeunes ont été déjà satisfaites. En collaboration avec le secteur privé, nous veillerons au respect de tous les engagements. »

Les vaccins antirotavirus sont rentables dans les pays éligibles au soutien de Gavi : 95 % des décès sont imputables au rotavirus, plus de 2,4 % de décès d'enfants pourraient être



évités d'ici à 2030 en accélérant l'introduction des vaccins antirotavirus. « S'ils étaient introduits dans tous les pays éligibles au soutien de Gavi, les vaccins antirotavirus permettraient d'éviter environ 180.000 décès et 6 millions de consultations dans les dispensaires et hôpitaux chaque année, soit une économie de traitement de 68 millions de dollars (environ 40 milliards 800 millions de FCfa », a assuré Seth Berkley,

président directeur général (Pdg) de l'Alliance du vaccin. Le vaccin antirotavirus joue un rôle essentiel pour sauver des vies dans le cadre des stratégies intégrées de lutte contre la diarrhée. « Le déploiement rapide de ces vaccins au Sénégal permettra non seulement de sauver des vies d'enfants, mais aussi de réduire considérablement le fardeau sanitaire et économique », a-t-il ajouté.

Oumar BA

PR. AWA MARIE COLL SECK, MINISTRE DE LA SANTE « Le gouvernement prend en charge la moitié du budget des vaccins antirotavirus »

Le rotavirus est extrêmement contagieux et se propage d'une personne à une autre. Il ne peut être guéri ni par des antibiotiques ni par d'autres médicaments. Les infections bénignes à rotavirus peuvent être traitées efficacement de la même manière que les autres formes de diarrhée, par l'apport de liquides et de sels. Awa Marie Coll Seck, ministre de la Santé et de l'Action sociale, a indiqué que « l'intégration de ce

vaccin constitue un saut qualitatif face aux attentes des objectifs du millénaire. L'Etat du Sénégal, dans son souci permanent de veiller au bien-être de sa population, mise beaucoup dans cette approche et l'amélioration des conditions sanitaires de la couche juvénile. Aussi, la moitié du budget de l'introduction du vaccin a été prise en charge par le gouvernement », a-t-elle informé.

O. BA

LYCEE LAMINE GUEYE

Les anciens élèves de Van Vo plaident pour le retour de l'excellence

Les membres de l'Association des anciens élèves du lycée Van Vo, devenu Lamine Guèye, se sont retrouvés, mercredi dernier, autour d'un dîner. Ces moments de retrouvailles ont vibré au rythme de nostalgie, d'échanges, mais également de perspectives.

Les années passent et les souvenirs demeurent. Telle une machine à remonter le temps, les anciens pensionnaires du lycée Van Vo, actuel Lamine Guèye, se sont retrouvés, mercredi dernier, au cours d'une soirée dînatoire. A cette occasion, l'utile a été joint à l'agréable. Devenus aujourd'hui, pour la plupart, des pères et mères de familles, de hautes autorités, les anciens élèves du Lycée Lamine Guèye ont, le temps d'une soirée, mis de côté les titres honorifiques pour se lancer dans des remémorations. Des anecdotes cocasses par-ci, des souvenirs à couper le souffle par-là...dans un commun esprit. Le bon vieux temps a ressurgi.

Tout de même, les anciens pensionnaires de Lamine Guèye regrettent de voir leur établissement, naguère d'excellence, perdre son lustre d'antan. A cet effet, un plaidoyer unanime a été lancé, afin que cette école, autrefois une référence, redevienne ce qu'elle fut. Entre autres pistes de réflexions, ils ont émis le vœu de voir ramener si possible le système de l'internat. Mouhamadou Kandji, officier général des armées,

fraîchement élu président de l'Association des anciens élèves de Lamine Guèye, invite ses anciens condisciples à « une réflexion prospective tournée vers la trouvaille de méthodes pouvant reconduire l'établissement au lustre d'antan qu'il a connu ». L'excellence, principal cachet de cet établissement, doit être ressuscitée, a-t-il notamment déclaré.

Autour d'un échange fructueux, les anciens de Van Vo ont débattu sur le thème « L'éducation face à la crise des valeurs ». Car l'école a toujours été un creuset d'acquisition de valeurs et de connaissances. Elle inculquait non seulement le savoir, mais aussi des valeurs de comportements et de conduites (les meilleures pour un bien-être) ainsi qu'une insertion sociale effective. Hélas, ce creuset de l'excellence tend à disparaître. Suffisant pour que les parents s'impliquent davantage. Ce, afin que les enfants soient dans une quête de connaissances et de valeurs morales.

Oumar BA et

Anta D. MBENGUE (stagiaire)



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET INDUSTRIEL DU SENEGAL
(SODAGRI)

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

NUMEROS DU MARCHÉ : N° 007/2013/CONTROLE ET SUPERVISION DES TRAVAUX DU PASAEL

Dénomination du Marché : Contrôle et la supervision des travaux de :

- Réhabilitation des secteurs 1, 2,3 et 5 du périmètre aménagé (3 180 ha) et des travaux d'entretien des barrages du bassin de l'Anambé.
- Pose d'équipements hydromécaniques, d'électrification et de maintenance des stations de pompage et des barrages
- Aménagement de 200 ha de petits périmètres irrigués au niveau des vallées des communautés rurales de Sinthiang Koundara, de Bonconto et de Wassadou dans le département de Vélingara, région de Kolda

Date de Publication de l'avis d'appel d'offres ou de manifestation d'intérêt :
Soleil du 08 Octobre 2013

Nombres d'offres reçues : (05) Quatre offres

Nom et adresse de l'attributaire provisoire : GROUPEMENT SAED/ SOTERCO

Bureau d'Etudes SAED, Rue 220 Porte 112 Djelibougoum Tél : 00223 20 24 73 21/20 24 20 62
Portable : 66 71 45 10/76 47 53 13, Mail : saedmali@orangemali.net, BP : E 1409 Bamako, République du Mali
Bureau d'Etudes Groupe SOTERCO, Immo 2000 R116, Hann Maristes 2 Dakar, Tél : 221 33 832 26 35/77
519 39 07, BP : 27289, Dakar Sénégal, soterco@orange.sn

Montant de l'offre retenue HTVA : Cent Dix Millions Dix Mille (110 010 000 FCFA HTVA)

Délai d'exécution : Huit Mois

La publication du présent avis est effectuée en application de 83 alinéa 3 du Code des Marchés publics (Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011).

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

225 ménages de Diamniadio initiés au tri et à la gestion des ordures...

La gestion et le tri des déchets est actuellement une réalité à Diamniadio Nord. Un quartier pilote dans le cadre du projet de développement de la conscience environnementale appuyé par le gouvernement du Nouveau Brunswick de Canada et le Sénégal, à travers l'Unité de gestion et de coordination des déchets (Ugc).

La commune de Diamniadio est la première au Sénégal à bénéficier du projet de développement d'une conscience environnementale, grâce à l'appui du gouvernement du Nouveau-Brunswick du Canada. L'initiative consiste à doter les populations de matériels de nettoyage et à les former aux techniques de tri et gestion des déchets solides. Hier, le Premier ministre du Nouveau Brunswick, Brian Gallant, s'est rendu à Diamniadio Nord pour prendre part au lancement de ce projet, en compagnie du ministre de la Formation professionnelle, Mamadou Talla, représentant son homologue des Collectivités locales, El Hadj Oumar Youm.

« La gestion des déchets solides est une opportunité de création de richesses et d'emplois, mais également une condition nécessaire pour assurer le bien-être social et la préservation de l'environnement », a indiqué Mamadou Talla. C'est pourquoi, selon lui, le gouvernement du Sénégal s'est doté du Programme national de gestion des déchets (Pngd) dont l'objectif principal est d'améliorer le cadre de vie des po-



pulations. Brian Gallant a auparavant déclaré que le projet de développement d'une conscience environnementale est totalement en phase avec leur propre aspiration de développement durable et de réduction de la pauvreté. « Non seulement le projet s'intéresse à la protection de l'environnement, à travers la gestion des déchets ménagers, mais il comporte aussi une dimension économique importante via la récupération et la rentabilisation de ces déchets ; menant ainsi à la création d'emplois », a-t-il expliqué.

550 poubelles distribuées aux ménages

Pour Ibrahim Diagne, coordonnateur de l'Unité de coordination et de gestion des déchets (Ugc), ce projet va promouvoir une « gestion intégrée et durable » des déchets dont la phase pilote est effectuée dans le quartier de Diamniadio Nord. D'ailleurs, les 225 ménages qui y sont ciblés auront cha-

cun deux poubelles, soit un total de 550 poubelles à remettre au délégué de quartier. L'une des poubelles va contenir les déchets solides et la seconde est destinée aux autres types d'ordures. « Les déchets vont être acheminés vers une plateforme de compostage pour pouvoir produire de l'engrais afin de l'utiliser dans un maraîchage. L'on pourra aussi aménager un jardin public », a expliqué M. Diagne.

Le maire de Diamniadio, Mamadou Moulaye Guèye, a estimé que ce projet vient à son heure dans un contexte où sa commune connaît une urbanisation rapide avec ses conséquences environnementales.

Actuellement, une cinquantaine de formateurs sont outillés dans le cadre de ce programme. A terme, d'autres communes vont en profiter. Comme l'a dit M. Gallant, cette initiative contribue à rapprocher nos terroirs et nos peuples ».

Maguette NDONG

...Les industriels invités à se mettre aux normes

Face à l'agression de l'environnement, le directeur de l'Industrie, Mamadou Syll Kébé, demande aux industriels de se mettre aux normes. C'était lors d'un séminaire de restitution tenu au Conseil national du patronat (Cnp).

Le Sénégal est doté, depuis 2000, d'un arsenal juridique et réglementaire en matière environnementale. Mais, la plupart des entreprises sont confrontées à des difficultés pour se conformer aux normes. Même si, selon une étude, 54 % d'entre elles veulent se conformer au respect des normes environnementales en initiant une démarche de tri. Pour les sensibiliser, l'Union des prestataires, des industriels et des commerçants du Sénégal (Upic), en partenariat avec le Conseil national du patronat, a organisé, hier, un séminaire de restitution des audits environnementaux initiés par le Programme de mise à niveau environnementale.

Le directeur de l'Industrie a invité les entreprises à se mettre aux normes. « L'évaluation environnementale doit proposer des solutions. Il est heureux que le patronat soit conscient qu'il doit se mettre aux normes ; il y a de quoi les féliciter », a déclaré Mamadou Syll Kébé qui a reconnu que la station d'épuration des eaux usées nécessite certes un coût, mais les industriels ne polluent pas pour simplement polluer. « Ils ne savent pas où traiter les déchets de leurs machines ; ils n'ont pas cette possibilité », a-t-il ajouté.

De son côté, le directeur de l'Assainissement, Arona Traoré, a évoqué le défi environnemental à relever qui, selon lui, nécessite le développement de stratégies. Aussi, il a exhorté à une meilleure prise en compte des préoccupations des populations.

Le vice-président de l'Upic, Amar Niang, a remarqué que les industriels ont besoin du soutien de l'Etat et de l'appui des partenaires.

A ce propos, il a plaidé pour des infrastructures de base leur permettant de gérer convenablement en aval les rejets mais aussi des incitations fiscales et financières pour mieux supporter les coûts liés à la mise en adéquation de l'outil de production avec les exigences normatives. « Les industriels que nous représentons sont les premiers soucieux du respect des textes réglementaires en vigueur dans le domaine de l'environnement, en particulier des normes sur les rejets des eaux usées et déchets industriels solides », a expliqué M. Niang.

Pour lui, le renforcement de la contribution citoyenne en tant qu'acteurs économiques à la protection de l'environnement et à la l'épanouissement du tissu économique national est plus qu'important.

Serigne Mansour Sy CISSE



MCA Senegal
Un Programme de Réduction de la Pauvreté
Finance par le Peuple Américain à Travers le MCC
Visitez www.mcasenegal.org et www.mcc.gov



GOUVERNEMENT DU SENEGAL
PRIMATURE

MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT SENEGAL (MCA-SENEGAL)

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN COMMUNICATIONS STRATEGIQUES POUR LE MCA SENEGAL

Cette sollicitation de manifestation d'intérêts fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés publié le 29 septembre 2014 sur les sites web de Development Gateway Market (DG Market), de United Nations Development Business (UNDB) et de MCA Sénégal, de même que dans le journal local «Le Soleil» du 02 Octobre 2014.

La Millennium Challenge Corporation ("MCC") et le Gouvernement ont signé un Millennium Challenge Compact pour l'Assistance au Millennium Challenge Account pour faciliter la réduction de la pauvreté par la croissance économique de la République du Sénégal (le "Compact") pour un montant d'environ cinq cent quarante millions US Dollars (US \$ 540.000.000). Le Gouvernement agissant par l'intermédiaire du MCA-Sénégal se propose d'affecter une partie du financement du MCC au règlement des paiements autorisés au titre du présent contrat prévu pour couvrir les prestations d'un Consultant Individuel en communications stratégiques pour le MCA Sénégal.

Le Consultant en communications stratégiques disposera d'un contrat sur une durée estimée à 32 jours ouvrables. Il aura pour mission d'assister la Direction de la Communication du MCA SN, dans les domaines suivants:

- Revisiter la stratégie et le plan d'action de communication de clôture du MCA et élaborer une feuille de route capable de porter une communication efficace et de véhiculer une bonne image de marque du MCA SN auprès des parties prenantes en particulier et du grand public en général.
- Fournir une assistance technique dans l'élaboration et le développement de « messages clés » cohérents, tirés des ré-

sultats et des données fournies par l'équipe Suivi-Evaluation du MCA, durant cette période de clôture du Compact et au niveau de chaque projet.

- Fournir une assistance technique en matière de marquage pour une meilleure conformité aux directives de MCC dans ce domaine.
- Fournir une assistance dans l'élaboration des termes de référence des consultants et / ou fournisseurs de services de communications à contracter
- Fournir des conseils pour l'organisation de cérémonies d'inauguration novatrices et réussies

Le reste de ses prestations est détaillé dans les termes de références qui sont disponibles sur le site Web de MCA Sénégal dont l'adresse est indiquée ci-dessous.

Le Consultant sera sélectionné conformément aux procédures définies dans les Directives du Millennium Challenge Corporation pour la sélection de Consultants (Octobre 2009).

Le Consultant devra satisfaire au profil ci-après :

- Etre titulaire d'un BAC + 4 ans au moins dans le domaine de la Communication ou des Sciences sociales
 - Avoir au moins deux expériences concluantes dans le domaine de la définition et de l'évaluation de stratégies de communication dans des organisations similaires
 - La connaissance des exigences du MCC en matière de Communication de même que celle des normes de marquage du MCC seront considérées comme des atouts.
- MCA Sénégal invite les consultants individuels intéressés à manifester leur intérêt pour la réalisation des prestations envisagées. Les candidats doivent fournir un Curriculum Vitae (C.V) détaillé suivant le modèle disponible sur le site Web de

MCA Sénégal (<http://www.mcasenegal.org>) (téléchargez le modèle de CV), faisant ressortir les qualifications et expériences dans les missions similaires. Les photocopies légalisées des diplômes, des attestations de travail et de services faits ou tout autre document pouvant justifier l'expérience du candidat seront également jointes au C.V.

Les termes de référence de la mission sont disponibles sur le site web indiqué ci-dessus et peuvent y être consultés (cliquez ici pour télécharger les TDR). **Pour toute information additionnelle, les Consultants peuvent saisir MCA Sénégal par Email à l'adresse suivante :** pamsenegal@charleskendall.com avec copie à: procurement@mcasenegal.org; info@mcasenegal.org;

Les manifestations d'intérêts portant la mention « Manifestation d'intérêts pour la sélection Consultant Individuel en communications stratégiques pour le MCA Sénégal » **doivent parvenir sous pli fermé en quatre exemplaires, dont un (01) original et trois (03) copies, au plus tard le jeudi 18 décembre 2014 à 12H (Heure de Dakar) à l'adresse suivante :**

Bureau du Procurement Agent (Charles Kendall & Partners Ltd.)
Bâtiment accolé à celui de MCA Sénégal
6 Route de Ngor X Hôtel Ngor Diarama Dakar

Les candidatures par voie électronique, de même que celles qui parviendront après expiration du délai mentionné ci-dessus ne seront pas recevables.

Le Directeur Général de MCA SENEGAL

CRISTINA DUARTE, MINISTRE DES FINANCES ET DU PLAN DU CAP-VERT

« Nous voulons marcher graduellement sur nos pieds et moins sur ceux de l'aide publique »

De pays moins avancé, le Cap-Vert est passé, en 2008, au rang de pays à revenu intermédiaire. Ce pays-archipel a réussi à hisser son niveau de développement grâce à des réformes économiques. Aujourd'hui, le Cap-Vert vise d'être un pays développé d'ici à 2030. D'où la mise en place d'une stratégie pour réussir ce pari. Ministre des Finances et du Plan depuis 2006, Cristina Duarte fait partie de ceux qui ont conduit ces réformes. Cette candidate à la présidence de la Banque africaine de Développement explique, dans cette interview, le chemin suivi par son pays sur le plan économique et les perspectives à venir.

Propos recueillis à Praia par Oumar NDIAYE



Madame la ministre, le Cap-Vert a réussi de grandes avancées économiques en passant de pays moins avancé à pays à revenu intermédiaire. Comment en êtes-vous arrivé là ?

Permettez-moi de vous donner la photographie du Cap-Vert en 1975 et celle de 2008. Quand on a commencé en juillet 1975, le Cap Vert avait un Pib per capita de 200 dollars, deux lycées. Dans le budget, on commençait par 300.000 dollars. Pas plus ! Il n'y avait pas de réseau d'infrastructures quand le Cap-Vert a commencé cette aventure de devenir une nation à l'indépendance. En 2008, le Cap-Vert est devenu pays à revenu moyen avec un Pib per capita de 3800 dollars. Un pays classé 5ème en Afrique en infrastructures, 3ème de l'Afrique en pénétration de l'Internet, 2ème de l'Afrique pour la bonne gouvernance, 3ème du continent en liberté économique. Comment en sommes-nous arrivés là ? Cela n'est pas de la magie. Je peux l'assurer. Il y a cinq à six aspects. Le premier, c'est la bonne gouvernance politique. C'est important à souligner. Cela a permis au Cap-Vert d'être l'un des pays les plus stables d'Afrique. Le deuxième, c'est la bonne utilisation des ressources. Des ressources ont été mises à notre disposition par la communauté internationale en plus des ressources internes. Troisièmement, nous avons été capables de mettre en place des politiques économiques et macroéconomiques très appropriées. Du point de vue de la politique monétaire, le Cap-Vert a connu plus de dix ans de stabilité de son taux de change.

Du point de vue de la politique budgétaire et fiscale, le Cap-Vert a créé un cadre de stabilité budgétaire qui lui a permis de bien gérer les impacts de la crise internationale. Le quatrième aspect, c'est que depuis l'indépendance, nous avons été très constants en politique publique. Cinquièmement, nous avons adopté, d'une manière très forte, une croissance économique inclusive. Deux exemples : l'indice de Gini a diminué de 50 % en 2002 et est arrivé à 40 % en 2010. Nous avons réussi à diminuer la pauvreté extrême. En 2000 et 2001, elle était de 23 % et maintenant elle est au tour de 11 %. Le taux de pauvreté est aussi passé de 45 à 25 %. Ces trois exemples confirment que dès le début, nous avons adopté une croissance économique inclusive. Dès le début aussi, nous avons eu une vision partagée. C'est vraiment important. Le gouvernement, avec la société capverdienne, a mis sur la table une vision du pays : être un centre international de prestation de services et d'affaires. Quand vous parlez avec un jeune, un lycéen ou un étudiant, ils connaissent tout dans les moindres détails. C'est une vision partagée. C'est cette croissance inclusive et cette stabilité politique et macroéconomique

qui nous ont aidés à traverser les impacts négatifs de la crise économique internationale.

Sur quoi repose exactement l'économie capverdienne ?

Nous n'avons pas beaucoup de choses, ni de rivières. Nous avons très peu de terres disponibles pour l'agriculture. En revanche, nous avons la mer et le ciel. 800 km² de mer et seulement 4000 km² de terre. C'est notre point de départ. En 1975, notre point de départ était le besoin de construire une nation, de consolider un territoire et l'intégrité nationale. Dès le début, nous avons donné beaucoup d'importance à l'éducation, à la santé et aussi à la lutte contre la pauvreté. La bonne gouvernance a été, dès le début, une option et une position politique. Maintenant, nous avons un pays à revenu intermédiaire, bien loti sur le plan des infrastructures, avec une force de travail qualifiée, un pays crédible, très crédible. Maintenant, notre nouveau point de départ, c'est de transformer le Cap-Vert en un centre international de prestation de services. Nous sommes prêts, d'une manière graduelle, à marcher avec nos pieds. Notre économie repose essentiellement sur le tourisme. Le Cap-Vert est une économie de services à hauteur de 75 %. Dans le secteur des services, le tourisme occupe 20 %. L'agriculture compte pour 10 %. Tout le secteur primaire est autour de 15 %.

Le Cap-Vert vise d'ici à 2030 à être un pays développé. Comment comptez-vous y parvenir ?

Bien sûr. Nous n'avons pas de doute. 2030, ce sera dans 15 ans et le Cap-Vert sera sûrement cette plateforme de logistique pour l'océan Atlantique dans le domaine des chantiers navals ; des pêches, des technologies de l'information et de la communication, des énergies renouvelables. Le pays sera sûrement un hub régional du point de vue des transports aériens et maritimes. « L'infrastructure » est faite, le capital humain est déjà là. Nous sommes en train de mobiliser des partenaires stratégiques internationaux. Nous avons décidé de le faire avec des partenaires africains aussi. Le gouvernement vient de lancer une campagne à Lagos, en mars 2014, en disant que pour nous, l'investissement direct étranger est essentiellement un investissement direct africain. Nous sommes en train de faire appel au capital africain afin d'investir au Cap-Vert. J'en profite aussi pour lancer un appel au capital privé sénégalais.

Que dites-vous aux capitaux privés étrangers et africains pour qu'ils viennent investir dans votre pays ?

Nous avons quatre aéroports internationaux, sept ports maritimes

complètement nouveaux. Le pays est connecté à deux câbles sous-marins, il a un taux de pénétration d'énergie conventionnelle de 95 %. Son taux de pénétration en énergies renouvelables se situe entre 25 et 30 %. C'est un pays qui a une force de travail qualifiée, qui a amélioré sa compétitivité fiscale. Je pense que tout cela nous rassure. Nous sommes prêts pour arriver au niveau que nous voulons atteindre dans notre stratégie « le Cap Vert en 2030 ».

Le tourisme est l'une des marmelles de l'économie capverdienne. Que comptez-vous faire pour que ce secteur joue pleinement son rôle dans la stratégie Cap-Vert 2030 ?

Le tourisme est devenu clairement le moteur de l'économie depuis 2004-2005. Au niveau mondial, le Cap-Vert est considéré comme faisant partie des Top 10 des futures destinations touristiques dans les dix prochaines années. Notre position géographique y est pour quelque chose. Nous sommes à une ou deux heures de l'Afrique, à trois heures de l'Europe, un grand marché touristique, à trois heures et demie du Brésil et à cinq heures de l'Amérique du Nord. Secundo, le climat. Tertio, nous avons mis les infrastructures qu'il faut pour positionner le Cap-Vert comme une destination touristique. C'est dans ce sens que nous avons construit quatre aéroports internationaux. Nous ne nous sommes pas demandé comment une population de 500 000 habitants a besoin de quatre aéroports internationaux. Nous les avons faits pour la grappe de croissance qui réunit le tourisme, les activités de la mer et l'aérobusiness. L'aéroport international de l'île de Boavista va recevoir 48 vols charters par semaine. Le flux touristique au Cap-Vert a dépassé la population locale en 2012. Nous allons arriver à un million de touristes, soit le double de la population du Cap-Vert en 2018. Nous sommes très bien placés pour réussir cela. Nous venons d'inaugurer un hôtel de plus 1000 chambres à l'île de Sal. Il y a d'autres projets de construction d'hôtels qui ont commencé. Nous espérons qu'ils seront prêts vers début 2016. Entre 2005 et 2013, nous avons offert des avantages fiscaux très agressifs pour toutes les entreprises capverdiennes

et internationales qui ont investi dans le tourisme. C'est une combinaison d'« infrastructure » physique, de politique macroéconomique essentiellement fiscale. Et en même temps, nous avons commencé à former la force de travail dans le secteur du tourisme, en construisant, en 2010, la première école hôtelière du Cap-Vert.

En dehors du tourisme, votre économie dépend beaucoup des produits extérieurs comme les investissements étrangers et l'aide publique. Cela ne la fragilise-t-elle pas ?

Tout à fait. Mais il faut commencer par quelque chose. On ne peut pas faire tout. Nous avons commencé par un secteur qui est logique. Quand on arrive au Cap-Vert, on voit le climat, les plages, la mer. Nous sommes une destination touristique naturelle. C'est Dieu qui l'a décidé ainsi. Nous avons commencé par un secteur qui était plus facile à transformer en moteur de la croissance économique. En même temps, nous avons « infrastructure » l'économie pour diversifier la base économique. Des grappes de croissance ont été mises en place. Nous avons celle de la mer avec un investissement dans sept ports maritimes. C'est pour transformer le Cap-Vert en une plateforme de transbordement. Des investissements sont ainsi faits dans les Technologies de l'Information et de la communication. Le Cap-Vert est en train d'exporter dans les logiciels. Nous produisons des applications informatiques et nous avons commencé à les exporter. À l'île de Sao Vicente, des plateformes de froid sont construites pour faire du Cap-Vert un grand exportateur de produits halieutiques. Dans le premier semestre de 2014, les exportations de pêche ont augmenté de 34 %, essentiellement vers l'Europe. Nous avons réussi une grappe de croissance sur les énergies renouvelables. Le Cap-Vert accueille le centre régional de la Cedeao sur les énergies renouvelables. Nous venons de finir la construction d'une école régionale ici pour les énergies renouvelables. Nous sommes en train de tout faire pour diversifier la base économique, productive. Dans cinq ou six ans, quand on va analyser la structure économique et d'exportation du Cap-Vert, elle sera sûrement différente de celle actuelle. Nous avons

investi dans l'agriculture et les barrages pour la mobilisation de l'eau, nous venons de multiplier par trois la surface irriguée. Nous commençons à fournir le marché touristique au Cap-Vert avec la production locale pour surtout développer l'agrobusiness. L'« infrastructure » qu'on a fait répond exactement à ce souci de diversification de notre économie.

Vous êtes candidate à la présidence de la Bad. Peut-on savoir vos motivations ?

J'aimerais bien avoir l'opportunité de faire pour l'Afrique, ce que j'ai fait pour le Cap-Vert. Depuis 2006 et jusqu'à ce moment, 95 % de mon temps, de mon énergie, de ma passion étaient pour mon pays. J'aimerais bien continuer à travailler d'une manière toujours passionnée pour l'Afrique. Je pense avoir les compétences techniques pour le faire. J'ai travaillé dans la finance internationale, dans le monde rural. Je connais bien la dynamique du monde rural. J'ai travaillé comme ministre des Finances et du Plan. Cela veut dire que, du point de vue de la gestion financière, de la discipline budgétaire, j'ai accumulé une bonne expérience professionnelle. Comme chargée de la planification, je coordonnais tout le processus de l'élaboration de la stratégie du développement du pays. Cette candidature est aussi une opportunité pour notre pays. Le Cap-Vert est un petit pays insulaire. Mais cela ne veut pas dire qu'on ne doit pas avoir ce type d'ambition. J'aimerais bien prouver le contraire, montrer qu'un pays petit insulaire peut aussi avoir ce type d'ambition. Il y a aussi la crédibilité du Cap-Vert. Notre pays a été considéré comme un cas de succès par la Bad en 2012. Nous sommes Africains. En tenant compte de la crédibilité du Cap-Vert, nous avons pu démontrer qu'il est possible de partir d'un pays basé sur une logique de facteurs de production pour une logique d'efficacité. Si cela a été possible avec le Cap-Vert, imaginez pour le reste de l'Afrique. Dans les cinquante prochaines années, si l'on réussit à transformer l'Afrique en un continent qui drive la croissance économique du monde avec des réformes, cela voudra dire qu'on peut mettre l'Afrique dans la géopolitique du monde dans un endroit différent.

INVESTISSEMENTS

Les hommes d'affaires québécois invités à s'impliquer dans le Pse

Une rencontre d'affaires a réuni, hier, à la Chambre de commerce de Dakar, membres des secteurs privés québécois et sénégalais dans une perspective de nouer des partenariats. Le ministre en charge du suivi du Plan Sénégal émergent (Pse), Abdoul Aziz Tall, a saisi l'occasion pour inviter la délégation du Québec, conduite par son Premier ministre, Philippe Couillard, à s'impliquer dans la réalisation de ce programme économique et social.

Le Sénégal, dans la mise en œuvre de son plan d'émergence économique, veut accorder une place de choix au secteur privé national et étranger. Lors d'une rencontre entre hommes d'affaires québécois et sénégalais, le ministre en charge du suivi du Pse, Abdoul Aziz Tall, a exprimé son souhait de voir les chefs d'entreprises canadiens investir dans les projets de ce programme économique. Il indique que sur les 27 projets phares du Pse, pour un montant global de financement de 12.000 milliards de FCfa, les

deux tiers sont attendus du secteur privé. « Je lance un appel aux hommes d'affaires québécois pour nouer des partenariats d'affaires avec ceux du Sénégal », a dit M. Tall, réaffirmant sa disponibilité à accompagner l'ensemble des acteurs économiques nationaux et canadiens afin d'aboutir à des partenariats gagnant-gagnant.

Selon lui, la présence du Premier ministre québécois, M. Couillard, à cette rencontre, traduit la profondeur des relations d'amitié et de coopération au plan linguistique, culturel,



Le Premier ministre du Québec, Philippe Couillard (au milieu) a réaffirmé l'intérêt de son pays pour le développement du Sénégal.

économique, commercial liant le Sénégal et le Canada en général, et le Québec en particulier. Il se dit convaincu qu'avec les larges boulevards d'opportunités d'affaires entre les privés nationaux et les partenaires étrangers dans le Pse, de très

bonnes perspectives se dégagent entre opérateurs économiques des deux pays. Abdoul Aziz Tall a également rappelé que le Pse accorde une place centrale au secteur privé qui, à son avis, joue déjà un rôle déterminant dans la mise en œuvre des projets structurants de ce programme de développement socio-économique du Sénégal. « Au-delà des acteurs internes, le Plan fait appel à d'autres investisseurs étrangers. C'est la combinaison de ces deux catégories d'acteurs économiques qui devra nous permettre de réaliser le programme économique de l'Etat », a expliqué M. Tall. Dans ce cas, soutient-il, nous devons mener des politiques de promotion

à l'interne en demandant aux hommes d'affaires sénégalais à s'impliquer et aux agents de l'Etat, dans les secteurs qui les concernent, de jouer leur partition.

De l'avis du ministre en charge du suivi du Pse, on ne peut faire abstraction de l'apport extérieur. Une rencontre de ce genre vise à attirer le secteur privé étranger pour demander de venir prendre part aux actions que nous sommes en train de mener dans l'exécution du Pse. « Nous avons au Sénégal un secteur privé crédible, dynamique, avec des organisations professionnelles fortement imprégnées des enjeux », relève-t-il.

Abdou DIAW

PHILIPPE COUILLARD, PREMIER MINISTRE DU QUEBEC

« Nous réaffirmons notre volonté d'être partenaire pour le développement du Sénégal »

Le Premier ministre du Québec, Philippe Couillard, face aux responsables du Pse, aux représentants des secteurs privé de son pays et du Sénégal, a réaffirmé sa volonté d'être partenaire pour le développement du Sénégal pour ses infrastructures, ses capacités énergétiques, l'exploitation durable de ses ressources naturelles. Il souligne, à ce titre, que les entreprises québécoises sont intéressées à faire des affaires au Sénégal et

à s'associer au Pse, « un programme bien structuré ». Pour lui, il faut une croissance inclusive durable, car tout développement économique d'une courte durée ne bénéficiera pas à toute la population, particulièrement la jeunesse. « Tous nos liens convergent pour faciliter l'éclosion d'une collaboration fructueuse pour le Sénégal et le Québec. Notre fraternité, basée sur la langue française que nous partageons, devra nous permet-

tre de jeter les bases d'une relation d'échanges pour un partenariat bénéfique », a laissé entendre le chef du gouvernement du Québec. Citant une étude sur la Francophonie, il rappelle que deux pays partageant les liens linguistiques tendent à échanger deux fois plus que s'ils n'en avaient pas. M. Couillard estime que l'Afrique a besoin de partenaires dans un rapport mutuellement bénéfique.

A. DIAW

IBRAHIMA WADE, BOSSE

« Le secteur privé du Québec a manifesté un grand intérêt pour le Pse »

« Le Québec, de façon particulière et le Canada en général, à travers son milieu d'affaires, a développé un savoir-faire dans beaucoup de domaines qui intéressent le Plan Sénégal émergent (Pse) », selon Ibrahim Wade, directeur du Bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal émergent (Pse). Il estime que cette rencontre a été une opportunité de présenter, aux hommes d'affaires québécois, le Pse et de leur faire l'état des lieux de sa mise en œuvre. C'était aussi une occasion, dit-il, pour insister sur un certain nombre de projets parmi les 27 contenus dans ce programme. M. Wade rappelle qu'il y a des secteurs très importants qui peuvent accueillir le secteur privé québécois. Ils s'agit notamment des mines avec l'exploitation de l'or et du fer, du transport ferroviaire, de la construction de routes, sans oublier le projet dans le secteur aéronautique. « Ces hommes d'affaires du Québec ont manifesté un grand intérêt pour le Pse. Le Premier ministre a expliqué que le secteur privé de son pays a l'ambition de venir accompagner la dynamique de développement de l'Afrique et du Sénégal », a confié M. Wade. Son ambition est de faire en sorte que ces entreprises québécoises puissent s'installer au Sénégal pour y développer un certain nombre de métiers.

A. DIAW

MAMADOU LAMINE NIANG, PRESIDENT DE LA CCIAD

« En dehors du secteur minier, les investissements québécois sont quasi-inexistants au Sénégal »

Le président de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar (Cciad), Mamadou Lamine Niang, dans son allocution de bienvenue, constate que malgré les intentions, les souhaits et la volonté de bâtir ensemble, le niveau des échanges entre le Québec et le Sénégal demeure très faible. Et en dehors du secteur minier, les investissements québécois sont quasi inexistant au Sénégal. Le patron de la Cciad a, toutefois, magnifié la contribution du Québec dans la formation des Sénégalais. « L'ouverture d'esprit de ce pays d'Amérique et la qualité de son enseignement ont fait que bon nombre de cadres de notre pays, du privé comme de la haute administration, ont été formés dans les universités québécoises », se félicite M. Niang. Ces avancées significatives notées dans le domaine de la formation pourront être faites également pour développer les échanges commerciaux et accroître l'investissement au Sénégal, a-t-il poursuivi. Il a également saisi l'occasion de cette rencontre en présence du Premier ministre québécois, pour rendre un hommage à l'Université de Montréal, à la Chambre de commerce et d'industrie du Québec, au Conseil canadien pour l'Afrique qui, rappelle-t-il, ont fait œuvre de pionniers en ayant été les précurseurs de la Francophonie économique.

A. DIAW



Université Cheikh Anta Diop Dakar
Ecole Supérieure Polytechnique
Département Génie Civil

**LICENCE PROFESSIONNELLE
DE CONDUCTEUR DE TRAVAUX EN BTP**

EN COLLABORATION AVEC :
LE GROUPEMENT DES ENTREPRISES SENEGALAISES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SOGEA-SATOM, EIFFAGE SENEGAL, CDE, CSE, GE, ICONS, ETPB, SODACOM)

<p>I/ OBJECTIFS DE LA FORMATION L'Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar a mis en place une formation de licence professionnelle de conducteur de travaux en BTP avec les professionnels de la construction tels que SOGEA SATOM, EIFFAGE SENEGAL, CDE, CSE, GE, ICONS, ETPB, SODACOM). Le caractère opérationnel de cette formation permet une intégration de nouveaux diplômés dans les entreprises qui poursuivent ce projet. Les objectifs de la formation sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Mettre à la disposition des entreprises partenaires des conducteurs de travaux opérationnels dans les domaines suivants : Génie civil, construction route, hydraulique et assainissement, bâtiment. o Permettre à des jeunes à fort potentiel d'intégrer le milieu professionnel o Contribuer au renforcement école - entreprises 	<p>II/ CONDITIONS D'ACCES Etre titulaire d'un DUT, DST, BTS ou tout diplôme admis en équivalence.</p> <p>III/ ADMISSION - sur dossiers et entretien</p> <p>IV/ PIECES A FOURNIR Un formulaire de demande d'inscription à remplir Un extrait de naissance 3 photos d'identité Les copies légalisées des diplômes Les relevés des notes du DUT, BTS ou DST Une attestation de prise en charge en cas de financement par un organisme ou une entreprise.</p> <p>V/ STAGES : 4 mois de stage au Sénégal ou à l'étranger, dans des entreprises partenaires (SOGEA SATOM, EIFFAGE SENEGAL, CDE, CSE, GE, ETPB, ICONS, SODACOM)</p>
<p>VI/ ORGANISATION ET DUREE La formation est répartie sur deux (2) semestres. Le premier semestre (6 mois) comprend un enseignement théorique sous forme de cours magistraux, de travaux dirigés et de travaux d'études personnels. Le second semestre comprend un enseignement pratique, avec un stage de 4 mois en entreprise suivi d'une soutenance.</p>	<p>VII/ DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES ✓ 15 Décembre 2014</p>

Contact :
CRIF BTP - Ecole Supérieure Polytechnique
B.P. 5085 DAKAR - FANN ☎ (221) 33 824 48 87 / 777409792
email : ndsene@gmail.com

RENEGOCIATION DE LA CONCESSION AVEC LA SONATEL

Les députés pour la protection des intérêts du Sénégal

Les députés souhaitent que les intérêts du Sénégal soient protégés lors de la renégociation de la concession avec la Sonatel. Ils l'ont fait savoir, hier, au ministre des Postes et Télécommunications, qui défendait son projet de budget.

La renégociation de la concession avec la Sonatel, prévue en 2017, intéresse les députés. Ils ont interpellé, hier, le ministre des Postes et des Télécommunications, Abdoul Yaya Kane, qui défendait son projet de budget. Les députés ont demandé au ministre de gérer cette question en tenant mieux en compte les intérêts du Sénégal. Le ministre a tenu à les rassurer, leur faisant comprendre que le nécessaire sera fait à temps pour défendre l'intérêt du Sénégal. Par ailleurs, Abdoul Yaya Kane a évoqué le projet de numérisation du territoire, « en appui à l'Acte 3 de la décentralisation pour voir comment développer des programmes en langues nationales ». L'existence des Centres multimédias communautaires (Cmc) a été saluée par les parlementaires qui en redemandent. « Il ne sert à rien de construire des centres et de les abandonner », a dit le ministre, mais, a-t-il ajouté, son département va nouer

des partenariats avec les collectivités locales dans ce sens.

Les interpellations des députés sont tantôt d'ordre local, tantôt d'ordre national. Pour le député El Hadj Mangane de Kaffrine, il y a lieu de sécuriser les bureaux de postes où l'on garde parfois des devises. Sa collègue Elène Tine estime, pour sa part, que les télécommunications constituent un secteur stratégique pour notre économie et méritent, par conséquent, beaucoup plus de considération. Pour Ami Gaye, des structures comme la Sonatel devraient constituer un rempart contre le chômage, malheureusement, avance-t-elle, elles s'illustrent avec des stages sans fin. Le ministre a promis de voir, avec ces structures, des solutions au chômage. Il a rappelé la signature de conventions entre la Sonatel, les universités et l'Agence nationale de la promotion de l'emploi des jeunes (Anpej) en vue de faciliter l'insertion des jeunes.

De l'avis de la députée Awa Dia Thiam, la Poste doit être protégée face à la concurrence du secteur des transferts d'argent. Les parlementaires ont déploré les failles dans la couverture téléphonique sur l'étendue du territoire national. « L'ambition de l'Etat, c'est d'étendre la couverture et permettre à tous les citoyens de bénéficier des télécommunications », a soutenu Abdoul Yaya Kane. La réglementation de la presse en ligne a été évoquée par le député Mberty Sylla. Selon le ministre, le vote du nouveau Code de la presse pourra régler les abus notés dans la presse en ligne.

Mesure des rayonnements électromagnétiques des antennes

À l'image du député maire Babacar Diamé, certains députés se disent « indignés de la faible contribution de la Sonatel aux actions des collectivités locales, alors que ces dernières leur offrent des réserves foncières et d'autres avantages ». Les interpellations des parlementaires ont aussi porté sur des sujets comme la pro-



Abdoul Yaya Kane, ministre des Postes et des Télécommunications.

tection des données personnelles, le passage de l'analogique vers le numérique, les antennes téléphoniques. D'ailleurs, sur ce dernier point, le mi-

nistre a rappelé le lancement imminent d'une campagne de mesure des rayonnements électromagnétiques des antennes.

Aly DIOUF

MINISTRE DES POSTES ET DES TELECOMMUNICATIONS

Des parlementaires déplorent la baisse drastique du budget

Avant d'adopter le budget du ministère des Postes et des Télécommunications, presque tous les députés ont déploré la baisse drastique de celui-ci. Pour la gestion 2015, il est arrêté à la somme de 1.038.754.040 FCfa contre 11.342.517.860 FCfa en 2014. Ce qui représente une baisse de 10.303.763.820 FCfa. D'après le ministre délégué chargé du Budget, Birima Mangara, la baisse du budget est due au fait qu'un pan important de ce ministère a migré vers d'autres départements, notamment vers celui de la Communication.

Aly DIOUF

Le Camerounais Célestin Monga nommé Dg de l'Onudi

L'économiste camerounais, Célestin Monga, a été nommé, hier, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), basée à Vienne (Autriche). Membre éminent du comité consultatif du groupe Quantum global qui a son siège en Suisse, M. Monga, a accepté ce poste à la tête de l'organisation onusienne. Il est aussi directeur de l'encyclopédie Handbook of Africa and economics, publiée par les presses universitaires d'Oxford. « Je suis très ému que le directeur général de l'Onudi, Li Yong, m'ait offert cette nouvelle opportunité. Depuis plus de deux siècles, l'industrialisation a été le principal moteur de croissance et de prospérité dans le monde et elle a aidé des centaines de millions de personnes à sortir de la pauvreté », a déclaré Célestin Monga. L'Onudi est chargée de promouvoir et d'accélérer le développement industriel durable des pays en développement et des économies en transition

M. CISS



MCA Senegal
Un Programme de Réduction de la Pauvreté
Finance par le Peuple Américain à Travers le MCC
Visitez www.mcasenegal.org et www.mcc.gov



GOUVERNEMENT DU SENEGAL
PRIMATURE

MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT SENEGAL (MCA-SENEGAL)

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA CAPITALISATION DES RESULTATS DES ACTIVITES FONCIERES

Cette sollicitation de manifestation d'intérêts fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés publié le 29 septembre 2014 sur les sites web de Development Gateway Market (DG Market), de United Nations Development Business (UNDB) et de MCA Sénégal, de même que dans le journal local «Le Soleil» du 02 Octobre 2014.

La Millennium Challenge Corporation ("MCC") et le Gouvernement ont signé un Millennium Challenge Compact pour l'Assistance au Millennium Challenge Account pour faciliter la réduction de la pauvreté par la croissance économique de la République du Sénégal (le "Compact") pour un montant d'environ cinq cent quarante millions US Dollars (US \$ 540.000.000). Le Gouvernement agissant par l'intermédiaire du MCA-Sénégal se propose d'affecter une partie du financement du MCC au règlement des paiements autorisés au titre du présent contrat prévu pour couvrir les prestations d'un Consultant présent contrat prévu pour couvrir les prestations d'un Consultant Individuel chargé de la capitalisation des résultats des activités foncières.

Le Consultant chargé de la capitalisation des résultats des activités foncières disposera d'un contrat sur une durée estimée à 45 jours ouvrables. Il sera placé(e) sous la supervision du Directeur du Foncier des Réformes institutionnelles. Il travaillera en étroite collaboration avec le consultant chargé des questions de sécurisation foncières. Il aura notamment à exercer, entre autres, les tâches suivantes:

- Planifier et faciliter la mise en œuvre d'un processus de capitalisation et de valorisation des expériences de sécurisation foncière développées tout au long de la mise en œuvre du Compact,
- Mettre en place un plan de capitalisation et de valorisation des outils de sécurisation foncière
- Mettre en place un plan de diffusion des expériences de sécurisation foncière

- Rédiger un document de capitalisation des résultats des activités de sécurisation foncière basé sur les livrables déjà réalisés,
- Préparer en collaboration avec MCA-S et son consultant LTS02 les documents et procédures permettant d'institutionnaliser les outils de sécurisation foncière.
- Préparer un plaidoyer et le dérouler auprès des autorités Etatiques, la société civile, les acteurs de la gestion du foncier;
- Organiser sous forme d'ateliers ou séminaires (deux ateliers ou séminaires) la présentation des résultats des activités de sécurisation foncière au niveau de St Louis et de Dakar
- Exécuter toute activité confiée par MCA Sénégal dans le cadre de cette mission.

Le détail de ses prestations est indiqué dans les termes de références qui sont disponibles sur le site Web de MCA Sénégal dont l'adresse est indiquée ci-dessous.

Le Consultant sera sélectionné conformément aux procédures définies dans les Directives du Millennium Challenge Corporation pour la sélection de Consultants (Octobre 2009).

Le Consultant devra satisfaire au profil ci-après :

- Avoir un diplôme universitaire (Bac + 5 ans minimum, les candidats ayant un doctorat ou diplôme équivalent sont encouragés) dans les domaines de développement rural, du droit, de la socio économie, ou de l'aménagement du territoire;
- Avoir au minimum sept (7) années d'expérience dans des activités liées à l'administration et à la gestion des collectivités locales et d'expert en matière de gestion du foncier au Sénégal;
- Avoir au moins deux publications à caractère scientifique ou littéraire ;
- Avoir au moins une expérience significative dans la gestion administrative des terres par les Collectivités locales dans la zone Nord ;
- La bonne maîtrise de la communication à l'endroit des autorités, des acteurs du foncier et des populations sous forme de conférences,

séminaires, colloques... de même que la Bonne maîtrise des logiciels Word, Excel et Power point seront considérées comme des atouts.

MCA Sénégal invite les consultants individuels intéressés à manifester leur intérêt pour la réalisation des prestations envisagées. Les candidats doivent fournir un Curriculum Vitae (C.V) détaillé suivant le modèle disponible sur le site Web de MCA Sénégal (<http://www.mcasenegal.org>) (téléchargez le modèle de CV), faisant ressortir les qualifications et expériences dans les missions similaires. Les photocopies légalisées des diplômes, des attestations de travail et de services faits ou tout autre document pouvant justifier l'expérience du candidat seront également jointes au C.V.

Les termes de référence de la mission sont disponibles sur le site web indiqué ci-dessus et peuvent y être consultés (cliquez ici pour télécharger les TDR). Pour toute information additionnelle, les Consultants peuvent saisir MCA Sénégal par Email à l'adresse suivante : pamsenegal@charleskendall.com avec copie à : procurement@mcasenegal.org; info@mcasenegal.org;

Les manifestations d'intérêts portant la mention « Manifestation d'intérêts pour la sélection d'un Consultant Individuel chargé de la capitalisation des résultats des activités foncières » doivent parvenir sous pli fermé en quatre exemplaires, dont un (01) original et trois (03) copies, **au plus tard le mardi 16 décembre 2014 à 12H (Heure de Dakar) à l'adresse suivante :** Bureau du Procurement Agent (Charles Kendall & Partners Ltd.) Bâtiment accolé à celui de MCA Sénégal

6 Route de Ngor X Hôtel Ngor Diarama Dakar

Les candidatures par voie électronique, de même que celles qui parviendront après expiration du délai mentionné ci-dessus ne seront pas recevables.

Le Directeur Général de MCA SENEGAL



MCA Senegal
Un Programme de Réduction de la Pauvreté
Finance par le Peuple Américain à Travers le MCG
 Visitez www.mcasenegal.org et www.mcc.gov



GOUVERNEMENT DU SENEGAL

PRIMATURE

MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT SENEGAL
 (MCA-SENEGAL)

AVIS SPECIFIQUE DE DEMANDE DE PROPOSITIONS

SELECTION DE CONSULTANT POUR L'APPUI A MCA-SENEGAL DANS LA MISE EN PLACE DES COMPENSATIONS COMPLEMENTAIRES DESTINEES AUX PAP AGRICOLES ET DES MESURES D'APPUI DESTINEES AUX PAP VULNERABLES DANS LE CADRE DU PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE N°6 : TRONCON TANAFF - KOLDA – VELINGARA (LOT 2 ET 3) ET LE PONT DE KOLDA

1. La Millenium Challenge Corporation (« MCC ») et le Gouvernement du SENEGAL (« Gouvernement ») ont signé un Compact pour appuyer le Millenium Challenge Account Sénégal (MCA-Sénégal) dans la lutte pour la réduction de la pauvreté à travers la croissance économique de la République du Sénégal (le Compact) pour un montant d'environ Cinq Cent Quarante Millions dollars US (US\$ 540.000.000) (« Financement MCC »).

Le Gouvernement agissant par l'intermédiaire du MCA-Sénégal se propose d'affecter une partie du financement du MCC au règlement des paiements autorisés au titre du contrat pour lequel cette demande de proposition est préparée pour financer les services de consultants pour assister le Gouvernement dans l'Appui à MCA-Sénégal dans la mise en place des compensations complémentaires destinées aux PAPs agricoles et des mesures d'appui destinées aux PAPs vulnérables dans le cadre du projet de réhabilitation de la route nationale N°6 : tronçon Tanaff - Kolda – Vélingara (lot 2 et 3) et le pont de Kolda

2. Tout paiement effectué au titre du marché envisagé sera soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et documents associés, y compris aux restrictions relatives à l'utilisation et aux conditions de décaissement du Financement MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l'Entité MCA-Sénégal ne pourra se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC.

3. Le Gouvernement est représenté, dans le cadre de la présente Demande de Propositions par MCA-Sénégal. MCA-Sénégal exécutera l'accord de service de consultants résultant de la Demande de Propositions. Toutes actions contraires dans cette Demande de Proposition, toutes références aux actions prises ou droits reçus par le MCA-Sénégal dans cette Demande de Proposition, y compris le modèle de contrat devront être prises par le Gouvernement.

4. Cette Demande de Propositions est conforme à l'Avis Général de Passation de Marché paru dans DgMarket, et UN Development Business le 04 juin 2014, ainsi que dans la presse locale (Journaux « Le Soleil » du 30 Mai 2014 et « L'Observateur » du 04 juin 2014).

5. MCA-Sénégal, de la part du Gouvernement vous invite à la soumission de propositions relatives aux services de consultants pour l'Appui à MCA-Sénégal dans la mise en place des compensations complémentaires destinées aux PAPs agricoles et des mesures d'appui destinées aux PAPs vulnérables dans le cadre du projet de réhabilitation de la route nationale N°6.

De plus amples détails concernant la présente Demande de Propositions (« DP »), sont fournis dans les Termes de Référence.

6. La « DP », relative à l'Appui à MCA-Sénégal dans la mise en place des compensations complémentaires destinées aux PAPs agricoles et des mesures d'appui destinées aux PAPs vulnérables dans le cadre du projet de réhabilitation de la route nationale N°6 est ouverte à toutes les entités éligibles (« Consultants ») qui souhaitent soumissionner. Les formes d'association admises entre Consultants sont la coentreprise et le contrat de sous-traitance visant la prestation de services de consultants dans le but de mettre en commun de manière complémentaire les domaines d'expertise respectifs des Consultants s'associant et d'optimiser leur capacité à exécuter leurs obligations et à réaliser leur mission avec succès conformément aux termes de référence.

7. Les services de consultants pour cette mission sont requis pour une durée globale de Sept (07) mois.

8. Un consultant sera choisi suivant la méthode de Sélection Basée sur la Qualité et le coût (SBQC). La procédure d'évaluation est exposée dans les sections de la DP conformément aux « Directives du Programme de MCC en matière de Passation des Marchés » disponibles sur le site Internet de MCC: www.mcc.gov

9. Le Dossier de la DP comprend les sections suivantes:

Section 1 : Instructions aux Consultants

Cette section apporte aux Consultants potentiels des informations destinées à les aider à préparer leur proposition. Elle apporte également des informations sur la soumission, sur l'ouverture des plis, sur l'évaluation des propositions et sur la procédure d'adjudication.

Section 2 : Données Particulières de la Demande de Propositions

Cette section comprend des dispositions propres au présent marché, qui complètent les informations de la section 1 - Instructions aux Consultants.

Section 3 : Critères de Qualification et d'Evaluation

Cette section définit les qualifications requises du Consultant et les critères d'évaluation de la Proposition.

Section 4A : Formulaire de Proposition Technique

Cette section contient les Formulaire de Proposition Technique à remplir par tout Consultant potentiel et à remettre, dans une enveloppe séparée, avec l'ensemble des documents formant la Proposition intégrale du Consultant potentiel.

Section 4B : Formulaire de Proposition Financière

Cette section contient les Formulaire de Proposition Financière à remplir par les consultants potentiels et à remettre, dans une enveloppe séparée, avec l'ensemble des documents formant la Proposition intégrale du consultant.

Section 5 : Formulaire relatifs au Marché :

I	Contrat de Marché
II	Conditions Générales du Contrat
III	Conditions Particulières du Contrat
IV	Annexes

Section 6 : Termes de Référence

Cette section inclut les Termes de Référence détaillés du présent marché, qui exposent la nature, les tâches et les obligations du Consultant et les services à fournir.

10. Les Consultants qui souhaitent soumettre une Proposition doivent se faire enregistrer, en exprimant leur intérêt par courriel, aux adresses suivantes, indiquant la référence de la demande de propositions et leurs coordonnées complètes:

Email: pamsenegal@charleskendall.com

Avec copie à: procurement@mcasenegal.org

ATTN: Mr Papa Modou NDIAYE, Directeur Général MCA-Sénégal

Les Consultants peuvent retirer la Demande de Propositions (D.P), en le téléchargeant directement à partir du site de MCA-Sénégal (www.mcasenegal.org), aussitôt après la formalité d'enregistrement qui est indispensable.

Ils pourront également retirer la D.P sous forme de Cd rom auprès de l'Agence de Passation des Marchés à l'adresse suivante :

Bureau du Procurement Agent (Charles Kendall & Partners)

Sis à Ngor Diarama, derrière Station Shell

Bâtiment accolé à MCA-Sénégal

Dakar- SENEGAL

L'enregistrement étant automatique, aucun courrier de confirmation ne sera émis.

11. Une réunion préparatoire à la soumission des Propositions se tiendra à Dakar, (Sénégal) le Mardi 18 décembre 2014, à 10 Heures (heure locale).

Il est vivement recommandé aux Consultants éventuels ou à leurs représentants d'y assister, mais la présence n'est nullement obligatoire. Le lieu de la réunion est indiqué dans les données particulières.

12. La date limite de dépôt des Propositions est le **Mardi 06 janvier 2015, à 15 Heures (heure locale)**. Les Propositions déposées après ces date et heure ne seront pas prises en considération et seront retournées sans avoir été ouvertes. Il est très important que les Consultants prennent en compte les distances et les formalités douanières dans leur calcul du temps que leur Proposition prendra pour arriver à destination.

Il est fortement conseillé aux Consultants intéressés de lire toutes les sections du document, y compris les termes de référence et le modèle de contrat et de solliciter les éclaircissements nécessaires durant la période prévue pour cette consultation. MCA-Sénégal et MCC n'accepteront aucune demande de modification de ce document après la remise des propositions techniques et financières.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.

M. Papa Modou NDIAYE
Directeur Général de MCA-Sénégal

PERFORMANCE DANS LA RECHERCHE DE LA PREUVE

Sidiki Kaba prône la synergie entre acteurs de la justice pénale

Seul le travail en parfaite synergie peut permettre aux acteurs de la chaîne pénale que sont les officiers de police judiciaire, les procureurs et les magistrats instructeurs d'être performants dans la recherche de la preuve dans le contexte actuel. C'est la conviction du ministre de la Justice, Sidiki Kaba, qui présidait, hier, la conférence annuelle des parquets.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Me Sidiki Kaba, estime que l'histoire récente du traitement de certains dossiers laisse entrevoir la nécessité d'adopter et de mettre en place des pratiques innovantes basées sur la synergie des acteurs pour mieux prendre en charge les nouvelles formes de délinquance et les exigences de performance et de résultat.

Me Kaba présidait hier l'ouverture de la conférence annuelle des chefs de parquets placée sous le thème : « Les enjeux de performance dans la recherche de la preuve ». La rencontre est organisée par la Direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la Justice. Selon Me Sidiki Kaba, les nouveaux défis auxquels les acteurs de la justice pénale doivent faire face commandent une approche et une culture nouvelles de la part de la police judiciaire, du procureur de la République et du juge d'instruction.

Il soutient que les relations qui doivent exister entre ces acteurs de la chaîne pénale doivent être fondées sur le respect de l'indépendance et de l'autonomie de chaque institution, sur l'interaction et la mise en commun des outils spécifiques à chaque entité. « L'époque où le juge d'instruction d'un côté, le procureur de la République et la police judiciaire de l'autre officiaient parallèlement dans la méfiance mutuelle la plus totale doit être révolue. Ces pratiques ne sont plus adaptées au nouveau contexte et aux pratiques



innovantes qu'appelle désormais la nécessité de la recherche de la preuve », a déclaré le ministre de la Justice.

A son avis, les nouvelles menaces liées entre autres à la délinquance économique et financière, au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, aux nouvelles formes de corruption ont occasionné un changement de paradigme.

Politique pénale

La prise en compte, dit-il, requiert l'implication forte du parquet dans la marche de l'instruction et l'utilisation systématique et judicieuse des compétences de la police judiciaire par le magistrat instructeur. « A cet égard, je voudrais indiquer que trop de faits

avérés échappent à la sanction pénale par le fait bien souvent d'une enquête et d'une instruction mal diligentée. Ce qui favorise l'impunité contre laquelle j'ai inscrit ma politique pénale, et décredibilise l'action de la justice auprès de la population qui y voit le signe d'une justice inéquitable ou à deux vitesses », a avancé le ministre de la Justice. Il a, pour cette raison, engagé les acteurs dans la perspective de renforcer leur performance dans la recherche de la preuve avec une culture de travail en groupe. Si l'on en croit au ministre de la Justice, les ambitions que le Sénégal s'est donné sur le plan économique ne peuvent prospérer dans un contexte d'atteinte grave à l'intégrité physique des personnes et des biens.

Pour le procureur de la République, Serigne Bassirou Gueye, cette rencontre est une occasion pour le Garde des Sceaux de réunir tous les procureurs de la République, tous les procureurs et directeurs généraux pour discuter d'un thème relatif à leurs tâches quotidiennes. « C'est aussi l'occasion d'harmoniser nos positions, parce que nous évoluons dans l'espace du droit qui est un sujet à interprétation. Il faut que la règle soit appliquée de la même manière aussi bien par le procureur de la République du tribunal de Dakar que par celui de Tambacounda », a laissé entendre Serigne Bassirou Gueye.

Le procureur de la République souligne, par ailleurs, que cette réunion répond aussi à un souci d'efficacité et de transparence. « La criminalité s'internationalise, s'innove et innove. A ce jour nous avons un défi nouveau auquel il faut relever », a fait savoir Serigne Bassirou Gueye.

Ndiol Maka SECK

REFORME DU CODE PENAL ET DU CODE DE PROCEDURE PENALE

Une riposte à certaines activités délictuelles

Selon le ministre de la Justice, la réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale va renforcer la qualité et la modernisation de l'institution judiciaire.

Elle facilite, explique-t-il, l'accès à la justice, la rapproche aux justiciables

et évite les longues détentions, qui, outre le fait qu'elles « mettent le pays en difficulté avec ses engagements internationaux, constituent une violation des droits des détenus ».

De l'avis de Me Sidiki Kaba, « la mise en œuvre de cette réforme devrait

par ailleurs augmenter l'efficacité de la justice dans le traitement de certaines activités délictuelles pernicieuses qui menaçaient la continuité du service public de l'eau, de l'électricité et des télécommunications.

Nd. M. SECK

Mécanisme de suivi et de relance des délégations judiciaires

Le ministre de la Justice a prôné la mise en place dans les parquets d'un mécanisme de suivi et de relance des délégations judiciaires et des autres actes confiés à la police judiciaire par les magistrats instructeurs.

Me Kaba pense aussi que « la culture du travail en groupe doit être réinventée afin que de véritables réu-

nions de travail puissent se tenir à partir desquelles se bâtissent des plans et des stratégies d'enquête qui s'appuient sur la connaissance du terrain de la police judiciaire, les suggestions du procureur de la République et les orientations souveraines du juge d'instruction ».

Nd. M. S.

FONCTION PUBLIQUE

L'Unsas exprime son refus de tout gel des salaires en 2015

Le ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Amadou Bâ, a annoncé, à l'occasion de l'examen de la Loi de Finances initiale 2015 à l'Assemblée nationale, la décision de l'Etat de geler les salaires de la Fonction publique en 2015. Dans un communiqué de son secrétariat exécutif, l'Unsas a exprimé avec force son refus de tout gel des salaires de la Fonction publique et se réserve le droit d'organiser une riposte vigoureuse à toute tentative allant dans le

sens de comprimer le pouvoir d'achat des travailleurs. Dans le document écrit, l'Unsas relève la duplicité de l'Etat qui, après avoir signé le Pacte national de stabilité sociale et d'émergence économique basé sur les principes de concertation et de consultation, décide unilatéralement du gel des salaires et l'annonce avec fracas devant la représentation parlementaire.

Aussi, le secrétariat exécutif a déploré la décision du gouvernement

de lancer maintenant « une étude sérieuse sur les salaires ». Pour l'Unsas, l'émergence repose aussi sur une bonne motivation des fonctionnaires sans lesquels il est impossible d'augmenter la productivité des services publics. Ainsi, elle invite le gouvernement à une réflexion en profondeur sur la motivation des fonctionnaires et sur le recrutement dans la Fonction publique en lieu et place du blocage des salaires.

Maguette Guèye DIEDHIU



Serigne Bassirou Guèye, procureur de la République.

VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Onu Femmes plaide la fin des mariages précoces

Pour mettre un terme « aux mariages précoces et aux mutilations génitales féminines », Onu Femmes, en partenariat avec l'Unpa, l'Unicef, l'Oim, Plan international, le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance et de l'ambassade du Canada, a organisé hier, au musée Théodore Monod, un panel de haut niveau.



Des efforts restent à faire pour aboutir à l'abandon de l'excision et la fin des mariages précoces.

La directrice régionale d'Onu Femmes, Joséphine Ajema Odera, a appelé au respect du droit des femmes, car, constate-t-elle, des goulots d'étranglement subsistent toujours. D'après Mme Odera, les mutilations génitales retiennent leur attention, parce que plus 14 millions de femmes voient leur droit volé. En Afrique de l'Ouest, deux femmes sur cinq se voient marier par force ; et de ces mariages forcés naissent des complications liées aux grossesses qui vont engendrer une pathologie obstétricale. « Les femmes ont droit à une vie sans violence », a exigé Mme Odera.

Aussi, la directrice régionale d'Onu Femmes a regretté les conséquences liées aux pratiques néfastes comme les mutilations génitales. « Il faut une accélération de l'abandon de l'excision ; ce panel nous donne l'occasion de plaider pour mettre fin aux mariages précoces et aux mutilations génitales. Des efforts restent à faire. Le mariage d'une fille âgée de 16 ans n'est pas illégal ; mais l'unique sanction pour un mariage avec une fillette est l'annulation », a laissé entendre Joséphine Odera.

La directrice régionale d'Onu Femmes a rappelé que les filles ont besoin d'être protégées, car l'égalité des sexes constitue un moyen pour l'atteinte de développement. « Ensemble, nous pouvons briser le silence pour un monde plus juste et égalitaire », a-t-elle convaincu. Pour sa part, Adama Baye Racine Ndiaye, secrétaire général du ministère de

la Femme, de la Famille et de l'Enfance, a souligné que l'enfance est l'une des périodes les plus belles de la vie. M. Ndiaye a constaté, pour le regretter, la récurrence des mariages précoces et des mutilations génitales en Afrique.

Le secrétaire général du ministère de la Femme évoque qu'une fille sur trois est mariée au Sénégal avec de fort taux de prévalence, à Tambacounda, Kolda, Matam, etc. Par conséquent, des filles sont affectées avec de graves conséquences médicales, des difficultés d'entretien des bébés... Ce qui peut freiner le développement économique. A l'en croire, il faut assurer aux victimes des réponses efficaces, engager des réflexions sur la législation de l'âge légal pour le mariage.

Maréma Touré Thiam de l'Unesco Breda a fait remarquer qu'il y a une Afrique debout pour dire non à une contre-culture, l'excision, avant de rappeler le caractère sacré du corps de la femme. S'inscrivant dans la même dynamique, la chanteuse Coumba Gawlo Seck a interprété la chanson Malaïka, à la sonorité acoustique. « On doit laisser la femme continuer les études et arrêter toutes formes de violence », a invité la star. Un sketch joué par l'Espoir de la banlieue a montré que la fille est un projet de société qui doit participer aux instances de décision. « N'applaudissez pas ! Agissez !!! » a entonné, en chœur, la troupe.

Serigne Mansour Sy Cisse

BAMBEY

Déguepissement et désengorgement de la Route nationale N° 3

Toutes les extensions de boutiques ou de restaurants illégalement bâtis aux abords immédiats de la RN3 ont été détruites. L'opération a permis de désengorger l'artère principale de Bambey à quelques semaines du Magal de Touba durant lequel des milliers de pèlerins empruntent cette route.

La décision de déguepissement et de désengorgement a été mûrement réfléchie. Ainsi, la mesure la plus appropriée a été exécutée. Une série de rencontres entre conducteurs de moto « Jakarta », de charrette et de taxi, la mairie et la préfecture de Bambey a permis de commun accord à atteindre cet objectif.

De véritables dangers guettaient les piétons et les usagers de cette route à cause de l'occupation anarchique de cette voie. Selon Gana Mbaye, maire de Bambey, cette vaste opération de déguepissement et de désengorgement s'explique par un programme de restructuration de la commune qui vise à améliorer une meilleure circulation des personnes et des biens au sein de la commune, dont cette première phase est entamée avec grand succès. Les usagers de cet espace commercial qui ont illégalement augmenté la surface at-

tribuée par la municipalité ont vu leurs gargotes et leurs tentes détruites. Plusieurs abris ont été démolis. Avant l'entame des travaux de déguepissement, des commerçants et autres vendeuses citoyens ont respecté les avis administratifs, les mesures conservatoires et les sommations du préfet de Bambey pour ôter leurs affaires et désengorger la Route nationale N°3 très fréquentée du reste. En présence des responsables de services techniques, des forces de l'ordre et de sécurité présentes, le travail s'est effectué sans incident ni heurts. Mieux, les déguepissements ont permis de rejoindre l'arrière cour des restaurants qui se trouve en face de la voie ferrée pour occuper des espaces aménagés afin de poursuivre leurs activités commerciales. Une situation bien revenue à la normale sur cette Route nationale N°3.

Mamadou Aïcha NDIAYE

JOURNEE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Ban Ki-Moon plaide pour des retrouvailles entre Palestiniens et Israéliens

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, renouvelle son appel de paix à entre Israël et la Palestine, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien célébrée ce 29 novembre.

L'été dernier, pendant 50 jours, le monde a été témoin d'une guerre sans merci à Gaza, la troisième du genre en six ans, s'est ému Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. Nous venons de vivre une nouvelle année de tristesse et de désolation pour les Palestiniens, les Israéliens et tous les militants de la paix, a-t-il souligné. Il condamne les attaques à la roquette du Hamas, qui ont frappé sans discernement les civils israéliens et ont eu pour seul effet de « semer la souffrance de tous les côtés ». Ban Ki-Moon réitère également ce qu'il a dit en Israël, à savoir « l'ampleur des destructions commises par l'armée israélienne, a soulevé des interrogations

profondes sur le respect des principes de distinction et de proportionnalité ». Elle a été telle que de nombreuses voix se sont élevées pour demander qu'Israël rende compte de ses actes. Il faut faire bien davantage pour protéger les civils et respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire, a-t-il dit.

Il plaide pour la fin de l'occupation des terres palestiniennes. En cette journée de solidarité, nous sommes de tout cœur avec les nombreux Palestiniens réfugiés à Gaza et ailleurs. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient demeure vital pour des millions de personnes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, mais aussi en Jordanie, au Liban et en Syrie, a af-



firmé Ban Ki-Moon. « Je suis vivement préoccupé par la situation à Jérusalem et en Cisjordanie. Des deux côtés, les extrémistes imposent leurs priorités. Je demande à toutes les parties de leur résister, de faire preuve de retenue et de respecter le statu quo qui s'applique à ces lieux saints », a par ailleurs indiqué le Secrétaire général de l'Onu.

Liés par la géographie, Israéliens et Palestiniens ont un destin commun. Il n'est pas question de faire disparaître les uns ou les autres. « Seule une solution politique négociée et juste, fondée sur les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, peut mettre fin au conflit », a-t-il dit. Néanmoins, Ban Ki Moon dit craindre fort que les habitants de la région ne s'éloignent un peu plus

chaque jour les uns des autres et ne perdent le sens de leur humanité et de leur avenir commun ».

Aujourd'hui, en cette Journée internationale de solidarité, « je demande à toutes les parties de ne pas tomber dans l'abîme. Le cycle infernal des destructions insensées doit faire place au cercle vertueux de la paix », a-t-il vivement appelé.

Oumar BA

POURSUIVI POUR VOL DE 20 BIDONS D'HUILE Moussa Diallo et Babacar Tounkara acquittés après 5 ans de détention

Après cinq longues années de privation de liberté, Moussa Diallo et El Hadj Babacar Tounkara ont été libérés. La Cour d'Assises de Kaolack a, en effet, estimé que les charges n'étaient pas suffisantes pour qu'elle entre en voie de condamnation.

Hier, devant la cour d'assises, les deux quidams l'ont échappé belle. Les faits qui ont conduit Moussa Diallo et Babacar Tounkara devant la Cour d'Assises remontent au 12 août 2009. Ce jour-là, Lamine Fall et Marabout Fall, des commerçants établis à Hamdalaye (en Gambie), mais résidant à Karang (Sénégal), dirent aux gendarmes de Karang qu'ils ont été victimes la veille, dans la nuit, d'un cambriolage. Cependant, ces deux commerçants portaient des soupçons sur Moussa et Babacar. Et l'une des victimes d'expliquer que cette nuit-là, le gardien qui était engagé pour assurer la sécurité du magasin avait été bloqué dans le village par une forte pluie qui s'abattait sur Hamdalaye. Profitant de cette situation, les deux compères creusèrent un trou pour ac-

céder au magasin et y soustraire une vingtaine de bidons d'huile. Au cours de l'enquête qui s'en est suivie, Moussa et El Hadj Babacar reconnaissaient finalement le vol. Hier devant la cour d'assises, ils n'ont pas nié, expliquant jusque dans les détails le déroulement de l'opération.

C'est leur avocat, Me Assane Dioma Ndiaye, qui viendra à leurs secours en soulignant que ses clients ne devaient nullement être envoyés aux assises pour un vol sans violence de 14 bidons d'huile. A son avis, c'est le tribunal correctionnel qui aurait dû être saisi pour ce genre de délit. Mais voilà que ses clients ont passé cinq longues années à attendre un jugement en assises. Il a, par conséquent, plaidé l'acquittement.

Mamadou CISSE

Une délégation de six imams et oulémas sénégalais a séjourné en Israël

Une délégation composée de six imams membres de l'Association des imams et oulémas du Sénégal est arrivée à Dakar après avoir séjourné en Israël, selon un communiqué, signé par le service presse de l'ambassade d'Israël.

Ce voyage, initié par son excellence Dr Eli Ben Tura, ambassadeur d'Israël à Dakar, s'est déroulé du 22 au 28 novembre 2014. C'est la deuxième du genre qui, après celle des représentants de confréries religieuses l'année dernière, entre dans le cadre du dialogue interreligieux et le raffermissement des liens entre le Sénégal et Israël.

D'après la même source, la délégation a été reçue par le chef de l'Etat hébreu, Reuven Rivlin, entre autres ren-

contres avec des officiels israéliens, juifs et arabes.

En outre, la délégation, conduite par le secrétaire général de l'Association des imams et oulémas du Sénégal, El hadji Oumar Diène, a visité des sites agricoles, des kibboutz et effectué des prières avec leurs confrères arabes à Acre, Tel Aviv et Haïfa. Les membres de ladite délégation ont par la même occasion pu effectuer un pèlerinage dans le site sacré de la Mosquée d'Al Aqsa, ainsi que d'autres sites religieux.

« Israël se félicite de cette initiative et invite les musulmans du Sénégal à se rendre à Jérusalem pour effectuer le pèlerinage », a conclut le communiqué.

Serigne Mansour Sy CISSE

NSIA ASSURANCES **NSIA ASSURANCES Vie**

NSIA au Sénégal certifié ISO 9001:2008

ISO 9001
BUREAU VERITAS
Certification

BUREAU VERITAS
1828

33 889 60 60/20
www.groupensia.com

Certifié ISO 9001:2008

CYAN MAGENTA JAUNE NOIR

Enjeux et Débats OUVERTURE DU XV^e SOMMET DE L'OIF

Forte affluence au banquet de la Francophonie

Le XV^e Sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif) démarre aujourd'hui. Pendant deux jours, les chefs d'Etat et de gouvernement chercheront des solutions aux défis de nos pays et trouveront

un successeur à l'actuel Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif), Abdou Diouf. Déjà, de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement sont arrivés depuis hier.



Le XV^e Sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif) s'ouvre aujourd'hui. Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en partage le français, vont plancher sur les défis de l'heure, notamment ceux qui assaillent les deux couches les plus importantes de nos pays : les jeunes et les femmes, « acteurs de paix et vecteurs de développement », comme le soulignait le ministre sénégalais des Affaires étrangères à la fin de la conférence des ministres francophones, avant-hier. Il s'agit des défis de l'éducation, de la formation, du chômage, de l'alphabétisation, de l'accès à la terre, du leadership, de l'autonomisation des femmes... La liste est loin d'être exhaustive.

Il s'agira également de renforcer davantage

l'action de l'Oif dont le programme quadriennal et le budget 2015-2018 ont été adoptés au cours de la réunion des ministres. Le challenge est énorme pour la Francophonie. Car, cet espace représentant 14 % de la population mondiale, soit 700 millions d'êtres humains et plus de 20 % des échanges globaux, comprend certes des pays riches mais aussi et surtout des pays parmi les plus pauvres du monde et qui concentrent le plus grand nombre d'opérations de maintien de la paix des Nations unies sur le plan universel.

Les problématiques qui se posent donc à l'organisation concernent tous les secteurs : développement durable (environnement avec le changement climatique), croissance économique, gouvernance démocratique, paix

et sécurité avec le terrorisme qui sévit notamment dans le Sahel, sans oublier la santé avec l'épidémie du virus Ebola.

Durant ce Sommet, les chefs d'Etat et de gouvernement devront aussi trouver un successeur à l'actuel Secrétaire général et ancien président de la République du Sénégal, Abdou Diouf qui, après avoir passé 12 ans à la tête de l'organisation, a décidé de se retirer. La tâche ne sera pas simple puisqu'il faut choisir entre cinq candidats au profil intéressant, cela, par consensus. Même si le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall, est optimiste, il y aura du travail pour éviter la division qui pourrait compromettre l'avenir de l'organisation.

Daouda MANE

MACKY SALL A FRANCE 24 SUR LA SUCCESSION DE DIOUF

« Nous trouverons une personnalité capable de relever les défis »

Dans un entretien exclusif accordé à la chaîne France 24, le président Macky Sall est revenu sur la question de la succession d'Abdou Diouf à la tête de l'Oif, sur la transition politique au Burkina et le refus de son prédécesseur de participer à la cérémonie d'ouverture...

Vous allez passer beaucoup de temps à essayer de trouver un successeur au Secrétaire général sortant de l'Oif, Abdou Diouf. Sa succession est délicate, n'est-ce pas ?

La succession d'Abdou Diouf est délicate, parce que pendant son passage à la tête de l'Oif, il a réussi à élever le niveau de représentation, et l'Organisation est devenue une Francophonie institutionnelle. Au-delà de la langue, de la culture, il y a eu des valeurs communes. Aussi, l'implication et la visibilité de l'Oif a donné un contenu, un rayonne-

ment international tel qu'au moment où il part, le souci pour tout le monde, c'est de trouver une personnalité qui soit à son niveau, capable de poursuivre ce qu'il a mis en place et d'assurer des missions nouvelles, lesquelles seront économiques. Bref, ce qui a été pris en compte à Dakar dans nos plans d'actions pour la Francophonie économique. C'est la raison pour laquelle nous pensons que sur les cinq profils qui se dégagent, nous trouveront une personnalité tout à fait capable de relever ces défis.

suite en page 14



Et c'est parti !

• Par Ibrahima MBODJ

Aujourd'hui, s'ouvre, à Dakar, le 15^e Sommet de la Francophonie, rassemblant une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Pendant deux jours, le Sénégal sera le centre diplomatique du monde francophone, ce qui offre à notre pays une exposition médiatique mondiale. Pendant deux ans, les préparatifs ont été menés tambour battant et, à l'arrivée, le défi de l'organisation a été relevé de fort belle manière. Un centre international de conférences ultra moderne doté de tous les équipements nécessaires a été construit en moins d'un an et le comité d'organisation a su mener à bien les différents colloques d'avant sommet et toutes les commodités sont disponibles pour que la presse travaille sans souci.

Au-delà de certaines opinions divergentes qui se sont interrogées sur l'opportunité ou l'utilité d'un tel sommet, la majorité des Sénégalais, insensible aux mauvaises nouvelles, comprend qu'il faut se mobiliser derrière le président Macky Sall pour que le Sénégal réussisse son sommet. Qui plus est, c'est un grand Sénégalais, le président Abdou Diouf, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif), depuis 12 ans, qui passe la main et sera honoré pour le travail qu'il a accompli. Ce sera aussi l'occasion de se souvenir d'un des pères fondateurs de la Francophonie, le défunt président Léopold Sédar Senghor qui a joué un grand rôle dans le développement de cette communauté linguistique et culturelle.

Aujourd'hui, dans un monde mouvant et plein de défis, les pays francophones doivent réfléchir pour trouver des solutions aux problèmes que génère cette situation. Les turbulences géopolitiques commandent de se pencher sérieusement sur la sécurité des Etats, d'autant plus que certains d'entre eux sont confrontés à des groupes terroristes. L'actualité récente avec la révolution burkinabé qui a chassé le président Compaoré ne peut laisser également indifférent la Francophonie qui doit promouvoir la démocratie, le respect de la volonté des peuples et la paix civile. Le secrétaire général sortant de l'Oif, le président Abdou Diouf, s'est d'ailleurs attaché, au cours de sa présence à la tête de l'institution, à lui faire jouer un rôle politique plus actif.

La plupart des pays francophones étant pauvres et sous-développés, il faudra, comme le recommande Jacques Attali, donner à la Francophonie un contenu économique plus poussé afin que les immenses ressources que recèle cet espace puissent être valorisées pour le bien-être des peuples. Sans oublier les jeunes et les femmes, thème de ce sommet. Les enjeux des Tic doivent pousser également les pays francophones à une plus grande présence de la langue française sur le Net (sans oublier les langues nationales) mais aussi rendre leurs systèmes éducatifs performants tout en favorisant la mobilité des étudiants et des chercheurs dans l'espace francophone.

Enfin, sans être exhaustif sur les questions qui interpellent la Francophonie, la maladie à virus Ebola présente, depuis dix mois en Afrique de l'Ouest (parmi les pays touchés la Guinée), retiendra l'attention des dirigeants du Sommet de Dakar et devrait faire l'objet d'une résolution de lutte.

Enjeux et Débats

MACKY SALL A FRANCE 24 SUR LA SUCCESSION DE DIOUF
« Nous trouverons une personnalité capable de relever les défis »

suite de la page 13

Visiblement, personne ne fait l'unanimité parmi les cinq candidats. Ne risquez-vous pas de perdre du temps à trouver ce consensus pour remplacer Abdou Diouf ?

Le fait que personne ne fasse l'unanimité n'enlève rien à la valeur intrinsèque des candidats. Il y a simplement que plusieurs pays ont présenté la candidature de personnalités exceptionnelles qui pourraient absolument tous assumer la charge de secrétaire général de l'Oif. Bien entendu, nous devons être patients pour trouver le consensus, et je ne désespère pas qu'avant le 30, à l'heure du choix, nous pourrions arriver à un consensus et désigner le successeur. Mais, d'ici là, nous avons un menu assez important sur les questions de l'heure, et je pense que les chefs d'Etat et de gouvernement s'attèleront à cela.

Est-ce imaginable que le Sommet se termine sans secrétaire général de l'Oif ?

Non, il n'est pas possible que nous sortions de Dakar sans un secrétaire général. Si le consensus n'est pas trouvé, il sera question certainement de procéder à un vote, mais je ne pense qu'on en arrivera là. Nous trouverons un successeur à Abdou Diouf ; c'est certain.

Ce Sommet va être, en partie, dominé par les questions liées à la démocratie et à la gouvernance. Vous avez été l'un des médiateurs de la crise au Burkina Faso qui a désormais un président civil et un Premier ministre militaire. Cela n'est-il pas un compromis un peu bancal ?

Ce compromis est dynamique. Il est important de permettre au Burkina de poursuivre sa transition politique et de revenir à l'ordre normal dans un an. Chaque pays à ses particularités, a un Adn politique. Le Burkina a la particularité d'avoir une armée qui est très politique par la contribution de ses officiers, puis elle est très intéressée par les questions patriotiques et nationales. Aujourd'hui, il n'y a pas eu de coup d'Etat en vérité, c'est le président Blaise Compaoré qui a démissionné. Le gouvernement a été dissout. Donc, nous étions devant un vide absolu. La seule force organisée pour prendre le pouvoir était l'armée. Ce qui a été fait. Mais nous avons été formels avec elle : il n'est pas possible que la transition soit dirigée par un militaire.

Aujourd'hui, un président civil a été désigné ; il sera d'ailleurs à Dakar pour le Sommet dans le but de représenter son pays. De la discussion au sein du peuple burkinabé, à travers la société civile, les partis politiques, les autorités coutumières et religieuses, un consensus s'est dégagé pour faire du lieutenant-colonel Zida le Premier ministre. A partir du moment où c'est un consensus global, nous avons souhaité que la communauté internationale accompagne le Burkina dans le processus de transition, tout en restant vigilant.

A la lumière de ce qui s'est passé au Burkina, est-ce que vous êtes favorable à la limitation des mandats présidentiels ?

Oui. Au Sénégal, nous avons réglé cette question puisque notre Constitution de 2001 limite le nombre de mandats à deux. Moi-même j'ai été élu sur la base d'un septennat, mais pour revenir à une norme de deux mandats de 5 ans, j'ai décidé de réduire mon propre mandat. Je suis fa-

vorable à la limitation des mandats.

Comment expliquez-vous que beaucoup de vos pairs, en Afrique francophone, aient du mal à quitter le pouvoir ?

Je ne sais pas et ne peux pas me prononcer outre mesure sur cette question. Comme j'ai eu à le dire, les situations peuvent être différentes. Un pays comme le Sénégal, qui a connu le multipartisme avant son indépendance, des élections pluralistes avant son indépendance et ses premières communes en 1887, évidemment, avec un tel pays, vous ne pouvez pas trouver des situations pareilles. L'évolution de notre pays fait que s'agripper au pouvoir n'est pas possible. Dans d'autres cas, je pense que la maturité démocratique n'est pas au même niveau. Et c'est pourquoi, parfois, tout en respectant les principes universels, il faut essayer de voir ce qui se passe dans chaque cas. On ne peut pas appliquer un principe uniforme partout et en même temps.

Vous avez invité votre prédécesseur, Me Abdoulaye Wade, à participer à la cérémonie d'ouverture du Sommet de la Francophonie, il a refusé. Cela vous a-t-il surpris ?

Non, cela ne m'a pas surpris. J'ai fait mon devoir, c'était de l'inviter. Je pense que feu le président Senghor, s'il était sur terre, aurait été heureux d'être aux côtés du président Abdou Diouf et moi-même. Il a choisi de ne pas venir, c'est sa liberté. Je ne fais pas de commentaire là-dessus.

Vous regrettez ce refus ?

Bien sûr que je le regrette, parce qu'il aurait été bien, quels que soient les divergences et les problèmes qui peuvent exister entre nous, qu'à un moment aussi important où nous voulons rendre hommage à son prédécesseur, que tous les chefs d'Etat sénégalais vivants puissent être présents. Mais, s'il n'est pas là, ce n'est pas un problème.

On a l'impression que votre mandat actuellement se résume à un bras de fer avec votre prédécesseur. Ce n'est pas inquiétant pour la démocratie sénégalaise ?

Pas du tout. Mon mandat ne saurait être réduit à des échanges épistolaires ou de paroles ou encore à des meetings. Ce qu'il faut voir, c'est ma décision de réduire mon mandat de 7 à 5 ans. Cela n'existe nulle part au monde. J'ai voulu donner un exemple, parce que les exemples, il faut se les appliquer si on veut être crédible. Avant mon élection, mon prédécesseur a voulu avoir un troisième mandat ; ce qui avait entraîné le Sénégal dans une situation de tension. C'est pourquoi j'ai dit qu'il faut prendre le contrepied et montrer qu'il est possible de remercier les électeurs en renonçant à des années de pouvoir qui ont été légitimement et légalement acquises.

Donc, ma présidence se fait sur le sceau de la transparence et de la bonne gouvernance. Avec les notes que le Sénégal vient d'obtenir dans le Doing Business et dans l'Indice Mo Ibrahim, la perception globale sur la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance, la démocratie, la prise en charge des préoccupations des populations à travers les politiques sociales de protection et de soutien, etc., je serais très malheureux si on résumait notre gouvernance à des débats de circonstances.

Elhadji Ibrahima THIAM (Avec France 24)

Macky Sall sur TV5 Monde, dimanche

Le XVe Sommet de la Francophonie qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation internationale de la Francophonie a lieu, ce week-end, à Dakar. A cette occasion, annonce un communiqué, l'émission « Internationales » de TV5 Monde et Rfi reçoit le président de la République du Sénégal, Macky Sall. Dimanche à 11h 10 (Temps universel), il répond sur TV5 Monde et Rfi aux questions de Philippe Des-saint (TV5 Monde), Martine Jacot (Le Monde) et Sophie Malibeaux (Rfi). Entre autres sujets, détaille le docu-

ment : « Quel bilan politique et économique dresse-t-il de son mandat, deux ans après son élection, Quelle est la place du français au Sénégal ? Quelles sont les relations entre la France et son pays ? »

Le document précise que le président Sall dira tout ce qu'il attend de ce Sommet de la Francophonie qu'il organise dans son pays. Il évoquera également la menace du virus Ebola en Afrique de l'Ouest ainsi que les risques terroristes dans les pays voisins.

E. M. FAYE

Éditorial

Grande mobilisation pour un succès éclatant

SUITE DE LA PAGE UNE

Par Cheikh THIAM

Le ballet des nombreux chefs d'Etat et de gouvernement en atteste déjà et qui, depuis jeudi soir, commencent à fouler le sol sénégalais. Le record d'affluence sera certainement battu par Dakar, dans le palmarès du sommet.

Pour beaucoup d'observateurs, cette forte mobilisation de délégations conduites par des chefs d'Etat et de gouvernement n'est point une surprise, eu égard au pays organisateur, pays de naissance du secrétaire général sortant, le président Abdou Diouf qui a conduit avec brio, les destinées de la Francophonie depuis maintenant quatorze années. Cette terre d'accueil de la présente grande messe francophone est aussi la contrée de Léopold Sédar Senghor, l'une des figures les plus marquantes de la promotion et de la défense de la langue française, en tant que poète émérite et premier africain admis à l'Académie française,

Enfin, le leadership du président Macky Sall qui a pris le pari de réussir cette rencontre au sommet a sonné la mobilisation de ses pairs, convaincus que la rencontre de Dakar constituera un tournant stratégique important pour la Francophonie. Depuis le sommet de Kinshasa en novembre 2012, rencontre au cours de laquelle le Sénégal avait été retenu pour abriter le 15ième sommet, le chef de l'Etat Macky Sall s'est engagé, avec le gouvernement, dans une dynamique de réussite de cette rencontre qui place Dakar, comme capitale de la Francophonie sur une semaine durant.

La mise en place de la Délégation générale à la Francophonie dirigée par Jacques Habib Sy et du Comité scientifique piloté par El Hadj Hamidou Kassé ont aussitôt suivi, avant que la course contre la montre ne fût lancée pour concevoir, trouver le financement et construire ce joyau qu'est le Centre International de Conférence de Dakar dans des délais assez courts.

La pertinence du thème général du sommet centré sur les jeunes et les femmes, la carrure politique du secrétaire général sortant à qui il faudra trouver un successeur de qui il attend un engagement aussi vaillant, le pays d'accueil du sommet qui s'est illustré en Afrique et dans le monde comme un modèle de démocratie pacifique et ouvert, l'autorité du président Macky Sall qui s'affirme comme un chef d'Etat écouté et respecté pour son humanisme, sa grande capacité d'écoute, ses qualités de négociateur et d'homme pondéré, constituent les fondements de cet engouement des pays membre pour le sommet de Dakar, une ville qui s'est mise dans ses plus beaux atours pour accueillir ses hôtes.

Et depuis lundi dernier, les signes sont évidents que le tournant de Dakar va marquer indubitablement l'avenir de la Francophonie. La fête a démarré avec l'ouverture officielle, par le premier, Ministre Mohamed Ben Abdallah Dionne, et l'Administrateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Clément Duhaime, du village de la Francophonie, un espace ouvert et multiculturel de rencontres, d'échanges et d'exposition, qui a donné un vrai cachet populaire à ce sommet.

Toujours en amont du XVe Sommet de la Francophonie, la 30e session de la Conférence ministérielle s'est tenue au Centre International de Conférence de Dakar sous la présidence de Mankeur Ndiaye, Ministre des Affaires étrangères, ainsi que les travaux de la 93e session du Conseil permanent de la Francophonie. Les délégués des pays membres ont planché sur les différents dossiers de l'organisation que les chefs d'Etat et de gouvernement vont valider aujourd'hui et demain, pour finir par une cérémonie de clôture qui sera marquée par la « Déclaration de Dakar ». Fidele à la Téranga sénégalaise, la belle presque ille inscrira sans nul doute son nom dans le livre d'or de la francophonie.

Pourtant, à deux semaines de l'ouverture du sommet, beaucoup de supputations s'étaient élevées lorsque des partis de l'opposition avaient manifesté le souhait de tenir un meeting à la célèbre place du monument de l'Obélisque, sous la conduite de Maître Abdoulaye Wade. Beaucoup avaient appréhendé le pire. Mais, à l'arrivée, certaines craintes n'étaient pas justifiées. Le meeting s'est tenu, normalement, comme il est de bon ton dans un pays de démocratie comme le Sénégal. Ceux qui soutenaient fermement que cette rencontre politique de l'opposition allait impacter négativement le Sommet ont du revoir leurs certitudes. Me Wade n'est plus cette foudre de guerre qui haranguait les foules en grand tribun. Les sénégalais, très matures dans leur grande majorité, ont suivi ses différentes sorties, convaincus que le leader du PDS a fait son temps. Et Dakar a ensuite renoué avec son atmosphère de fête, à la veille de ce Sommet dont le succès va surement renforcer l'aura du président Macky Sall, en Afrique et dans le monde.

PROMOTION DE LA LECTURE CHEZ LES FILLES

16.000 livres pour les bibliothèques publics du Sénégal

L'Association pour la diffusion internationale francophone de livres, ouvrages et revues (Adiflor), en relation avec celle « Lire en Afrique », a organisé, jeudi, une cérémonie de remise de livres pour les bibliothèques publics du Sénégal. Une initiative qui s'inscrit dans la promotion de la lecture chez les jeunes filles.

« Allez les filles ! », « Allez les filles » ! Ce slogan que l'Association pour la diffusion internationale francophone de livres, ouvrages et revues (Adiflor) et celle « Lire en Afrique » se sont choisis n'est pas fortuit si l'on sait les objectifs qui sont les leurs : « sensibiliser le jeune public à l'intérêt de la lecture, facteur de maîtrise du français et de réussite scolaire, favoriser l'ouverture de ces dernières sur le monde et la diversité culturelle et leur maintien à l'école ». Créée en 1985 par Xavier Deniau, ancien ministre, et présidée par Louis Duvernois, sénateurs des Français établis hors de France, Adiflor est une association à but non lucratif.

Elle compte mettre à la disposition des jeunes filles en âge de scolarisation 16 000 livres neufs répartis sur l'en-

semble des bibliothèques publiques que compte le territoire sénégalais. « L'enseignement du français est la clé de voûte de cette politique, c'est pourquoi « Allez les filles ! » s'adresse aux « nouvelles générations de votre pays, très conscientes des enjeux fondamentaux du XXI^e siècle et déterminées à favoriser et à soutenir le développement d'un environnement culturel francophone accessible au grand public », a indiqué le président qui s'est rappelé de sa première visite sociale au Sénégal à l'occasion du centenaire de la naissance de Léopold Sédar Senghor avec la distribution, à l'époque, de 40 000 livres, toujours avec l'Association « Lire en Afrique ».

Labellisée par la Délégation générale à la Francophonie, Adiflor entend promouvoir la langue française,

langue de près de 250 millions de locuteurs, sixième langue la plus parlée au monde derrière le chinois, l'indi, l'anglais, l'espagnol et l'arabe. Le directeur du Livre et de la Lecture, Ibrahima Lô, a, au nom du ministre de la Culture et de la Communication, adressé ses vifs remerciements aux initiateurs pour ces « ouvrages de qualité » qui s'adressent à une couche aussi sensible que sont les filles. « Notre souci est de toujours travailler à développer la lecture publique avec les moyens et les ressources dont nous disposons », a-t-il dit, non sans réaffirmer que ces actions recourent et renforcent la volonté des autorités de promouvoir la lecture. Puisque « l'objectif première de notre département est de voir les jeunes fréquenter les bibliothèques et en profiter pour renforcer leurs compétences et d'avoir, par la même occasion, une bonne ouverture dans le monde », a-t-il fait savoir.

Mouhamadou Lamine DIOP (stagiaire)

SOMMET DE L'OIF

L'Aims fera partie de la délégation du Premier ministre canadien

L'Institut africain des sciences mathématiques (Aims en anglais), qui prône l'enseignement des Stim (Science, technologie, ingénierie et mathématiques), participera au Sommet de la Francophonie. Il sera dans la délégation du Premier ministre du Canada, Stephen Harper.



L'Institut africain des sciences mathématiques vise à transformer l'Afrique sur le plan technologique.

Le Sommet de l'Oif qui s'ouvre aujourd'hui verra la participation de l'Institut africain des sciences mathématiques (Aims). Dans un communiqué, cet institut a annoncé, hier, qu'il fera partie de la délégation du Premier ministre canadien, Stephen Harper, au Sommet de la Francophonie, à Dakar. Depuis 2003, l'Aims-Next Einstein Initiative, litan dans le document, contribue à la transformation de l'Afrique en exploitant le potentiel de ce continent dans le domaine des mathématiques pour le bénéfice de la société tout entière.

« L'Afrique devient de plus en plus un acteur mondial de premier plan, malgré de nombreux défis, surtout

que la croissance économique du continent continue de dépasser toute attente », a déclaré Thierry Zomahoun, président et directeur général de l'Aims-Next Einstein Initiative. « En collaboration avec nos partenaires stratégiques comme le gouvernement canadien, nous nous assurons qu'à travers l'investissement dans la science, la recherche et les sciences mathématiques en particulier, l'Afrique se transforme sur le plan technologique et socio-économique. Dans le cadre de la délégation du Premier ministre du Canada à la Francophonie à Dakar, nous nous concentrons à souligner, à travers le modèle de l'Aims-Next Einstein Initiative, que les femmes et les jeunes

en Afrique peuvent être des acteurs de changement et de développement pour le continent et au-delà », a-t-il dit.

Avec cinq centres d'excellence dans différents pays d'Afrique, l'Aims-Next Einstein Initiative a mené 731 étudiants (dont 30 % de femmes) jusqu'à l'obtention de leur diplôme. Après leur cursus dans le cadre de l'Aims, plus de 80 % de ces étudiants ont rejoint des programmes de Master et de Doctorat dans d'excellentes universités, en Afrique et à l'étranger. D'anciens élèves de l'Aims sont actuellement enseignants dans des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur en Afrique, influant sur de futures générations d'apprenants.

Fondé en 2003, l'Aims est un réseau panafricain de centres innovants pour l'enseignement de troisième cycle universitaire, la recherche et l'action éducative. Le premier centre Aims a été ouvert en 2003, en Afrique du Sud. L'organisation, qui gère actuellement des centres supplémentaires au Sénégal, en Tanzanie, au Cameroun et au Ghana, contribue, de manière considérable, au développement des capacités scientifiques et techniques en Afrique. L'Aims-Next Einstein Initiative a pour objectif de piloter la transformation de l'Afrique grâce à une formation scientifique innovante, des progrès techniques et des découvertes majeures, pour le bénéfice de la société. L'organisation s'efforce de former des penseurs indépendants, des personnes capables d'apporter des solutions et des innovateurs, pour permettre l'autonomie scientifique, pédagogique et économique.

Aliou KANDE

Génération

AGENDA DE DEVELOPPEMENT POST 2015

Plaidoyer pour une prise en charge spécifique des préoccupations des femmes

L'agenda de développement pour l'après 2015 doit donner une place prépondérante à des questions telles que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, etc. C'est le vibrant plaidoyer fait, jeudi dernier, par des organisations de la société civile.

Dans l'agenda de développement post 2015, les femmes veulent une réelle prise en compte de leurs préoccupations. Avant-hier, lors d'un forum organisé par les organisations internationales non gouvernementales, Mme Kafni Adjamagbo-Johnson l'a affirmé avec vigueur. « Le cadre de développement post 2015 doit être fondé sur les principes de droits humains et droits des femmes qui vont au-delà de la croissance économique et doit prendre en compte la dynamique sociale et politique qui présente des inégalités structurelles tant verticale qu'horizontale », a-t-elle dit au nom des femmes. « Des domaines prioritaires tels que l'accessibilité de l'enseignement primaire universel et le renforcement de l'enseignement post primaire, la santé des femmes et l'éradication de la violence à l'égard des femmes et des filles, les droits de propriété des femmes et des filles, l'accélération de l'autonomisation économique de la femme, la gouvernance, la paix et la sécurité ont été identifiés pour le nouveau cap de développement », a-t-elle fait savoir.

Malgré les avancées notées dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (Omd), les participants au forum ont noté, avec amertume, que les discriminations persistent encore à l'égard des femmes et des jeunes. Aussi, souhaitent-ils, une prise en charge spécifique et effective de leurs préoccupations.

Pour ce faire, les femmes ont affiné leur vision, a indiqué Kafni Adjamagbo-Johnson, soulignant que celle-ci a été partagée dans les divers espaces qui ont jalonné le processus post 2015, notamment lors de la rencontre régionale préparatoire de la 58^e session de la Commission des Nations unies sur la condition des femmes. Lors de cette réunion, a précisé Mme Johnson, la recommandation a été faite au comité de haut niveau de l'Union africaine sur le développement post 2015 de faire figurer, dans le texte de la position africaine commune, la question de l'égalité des sexes, l'autonomisation et des droits des femmes.

Malgré ce plaidoyer, les participants ont prôné la vigilance et la mobilisation. Ils ont également appelé à une appropriation de cette vision. Toutefois, ils ont salué leur implication dans le processus.

Mamadou GUEYE

5^{EME} FORUM CARAVANE DES DIX MOTS

Des participants réclament une Francophonie des peuples

A Daniel Sorano, sous la présidence de Magnick Ndiaye, ministre de la Culture et de la Communication, la caravane des dix mots s'est arrêtée à Dakar pour sa grande soirée spéciale après 10 jours de séjour dans la capitale. Entre concerts, spectacles et autres activités, les différents participants ont montré leur attachement à la Francophonie des peuples.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, quand Léopold Sédar Senghor apparaît dans le film en son honneur, la salle composée, pour l'essentiel d'enfants, applaudit, pour saluer la mémoire de cet homme. Il est vraiment immortel le fils de Gnilane. Plus tard dans ce documentaire, on aperçoit le couple Lemoine (Lucien et Jacqueline) qui déclame des proses de Senghor. Tout y est, diction, aisance et... mélancolie. Senghor est en eux, il est mort avec eux. Dans la salle, l'ambiance est bon enfant, avec pour l'essentiel des garnements bien bruyants qui avaient fait le déplacement, pour recevoir leurs prix. Dans son propos, Thierry Auzer, président de la Caravane des dix mots, a plaidé pour une francophonie traversée par l'humanité. Pour lui, l'Oif doit militer pour le réveil des énergies dormantes, en rapport d'avec la théorie de Senghor en ce sens.

Mme Annick Girardin, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères français, a soutenu que ce sommet était une occasion de prendre des décisions politiques importantes. De son avis, cette langue est une opportunité pour se former, se distraire et, « nous devons travailler à avoir cette Francophonie des peuples ». D'un autre côté, Mme Irma Tor, directrice de la langue française et de la diversité linguistique à l'Oif, a salué le projet des 10 mots, comme le reflet de la diversité au sein de l'organisation. Évoquant le poète-président Léopold Sédar Senghor, Mme Tor a souligné que ce dernier, n'a eu de cesse de jeter des ponts entre le nord et le sud, avec sa conception de la civilisation de l'universel. C'est pourquoi Mbagnick Ndiaye, ministre de la Culture et de la Communication, a plaidé pour que la Francophonie des peuples soit « une réalité ». Du côté de l'animation, le public a pu suivre une prestation du rappeur Matador et de Gaël Faye, auteur compositeur-interprète franco-rwandais.

A. M. NDAW

ARRIVEE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT



S.E. M. François Hollande, Président de la République de France



S.E. M. Idriss Deby, Président de la République du Tchad



S.E. M. Joseph Kabila, Président de la République démocratique du Congo



S.E. M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger



S.E. M. Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi



S.E. M. Jose Mario Vaz, Président de la République de la Guinée-Bissau



S.E. M. Yayi Boni, Président de la République du Bénin



S.E. M. Ali Bongo, président de la République du Congo

Photos : Ousmane NDIAYE, Naffa BARRO (Présidence) et Ameth SECK (Primature)

ARRIVEE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT



Monsieur Charles Michel, Premier ministre belge



S.E. M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de la Guinée Equatoriale



S.E. M. Paul Biya, Président de la République du Cameroun



S.E. M. Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo Brazzaville



S.E. M. Ibrahima Boubacar Keita, Président de la République du Mali



S.A.S Robert II Prince de Monaco



S.E. M. Didier Burkhalter, Président de la Confédération Suisse



S.E. M. Alassane Ouattara, Président de la République de la Côte d'Ivoire

Photos : Ousmane NDIAYE, Naffa BARRO (Présidence) et Ameth SECK (Primature)

ARRIVEE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT



S.E. M. Hery Rajaonarimampianina, Président de la République de Madagascar



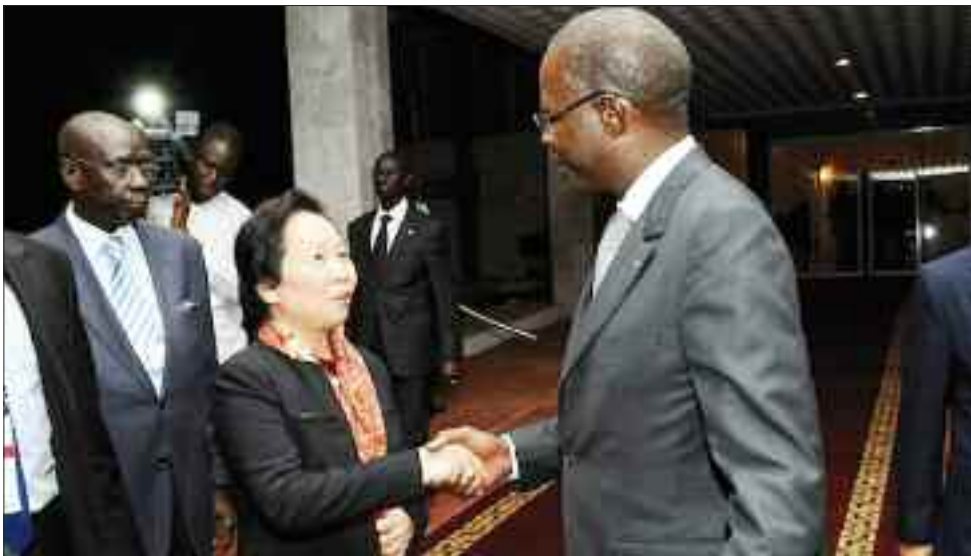
S.E. M. Michel Kafando, Président de Transition de la République du Burkina Faso



S.E. M. Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République islamique de la Mauritanie



Arrivée du Président de la République Maurice



Arrivée de la Vice-présidente de Vietnam



Le Premier ministre du Canada



Le Premier ministre de la Tunisie



Premier ministre du Québec, S.E. M. Philippe Couillard et S.E. M. Rudy Demotte, ministre-président, Wallonie-Bruxelles

Photos : Ousmane NDIAYE, Naffa BARRO (Présidence) et Ameth SECK (Primature)

Identités et Diversité

LAUREAT DU PRIX DES CINQ CONTINENTS DE LA FRANCOPHONIE

« Meursault contre-enquêtes »,
des mots en or pour Kamel Daoud

Le lauréat 2014 du Prix des Cinq continents de la Francophonie a reçu, hier, sa distinction au cours d'une cérémonie folklorique avec de belles prestations des artistes comédiens.

Primé pour son ouvrage « Meursault, contre-enquêtes », Kamel Daoud a reçu son Prix, hier, au Grand Théâtre, des mains du Secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, au cours d'une cérémonie folklorique. Le lauréat a remercié la Francophonie pour cette distinction. « Les mots m'ont permis de transformer un livre en un voyage fabuleux à partir d'une histoire douloureuse », a-t-il dit. Il ajoute : « les langues ne divisent pas le monde mais les partagent ».

« Meursault, contre-enquêtes » est le premier roman de Kamel Daoud. Il a obtenu les prix François-Mauriac (Aquitaine-France) et Escales littéraires d'Alger. Journaliste au Quotidien d'Oran, Kamel Daoud est l'auteur de plusieurs récits dont certains ont été réunis dans le recueil *Le Minotaure 504*, distingué par le prix Mohammed Dib du meilleur recueil de nouvelles en 2008.

Lors de la cérémonie de remise du prix des cinq continents de la Francophonie, le public, surtout jeune, a répondu massivement à l'invitation des organisateurs. La cérémonie a commencé par une prestation des finalistes de l'émission « Sen P'tit Gallé ». Interprétant « Wango », une chanson de



Le Secrétaire général de l'Oif, Abdou Diouf et le lauréat au milieu des invités.

Baba Maal, ces chanteurs en herbe ont gratifié le public de belles chorégraphies surtout les deux plus jeunes du groupe. Thione Seck accompagné d'un groupe de jeunes danseurs a chanté son fameux tube n°10 dédié au président Abdou Diouf où il loue les qualités d'homme d'Etat du Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie. Puis, c'est autour du comédien Ousseynou Bissichi, « le spécialiste des pourcentages », d'égayer le public avec ses chiffres sur les hommes et femmes qui trompent leur conjoint, le répertoire téléphonique des hommes, les policiers, les sénateurs maliens et les bougies des Sénégalais.

Le Secrétaire général de la Francophonie, à l'instar du public, a beaucoup apprécié. Abdou Diouf a beaucoup ri. Le comédien Cheikhou Guèye, originaire de Thiès, connu sous le nom d'artiste « Sa-

neux », avec sa troupe du Soleil Levant, dans une mimique presque parfaite, a joué le rôle du Secrétaire général de la Francophonie faisant ses adieux. Magic Système de la Côte d'Ivoire a chauffé la salle avec des chansons à succès comme Premier Gaou.

La seule fausse note à la cérémonie a été l'absence d'envergure et de prestance de la solennité lors de la remise du prix au lauréat. Alioune Badara Ndior, chercheur rattaché à Lisec, après avoir reconnu la valeur et l'importance de l'organisation du sommet à Dakar pour rendre hommage au président Abdou Diouf et de la forte mobilisation surtout des jeunes, a déploré le manque de solennité de la remise du prix. Il aurait aimé que celle-ci se déroule sur la scène avec une mise en valeur du lauréat. Malgré tout, la bonne humeur a prévalu avec de belles prestations des artistes comédiens.

Mamadou GUEYE

SPECTACLE

« Sous la belle étoile » promeut
l'éducation à travers le conte

Dans le cadre des activités culturelles et d'animation du Village de la Francophonie, la styliste Oumou Sy va présenter le spectacle « Sous la belle étoile ». Une réadaptation de celui qu'elle avait offert lors de la Semaine internationale de la mode de Dakar (Simod) au mois de mai dernier.

« Sous la belle étoile », c'est le spectacle de conte, de danse et de chants que la styliste Oumou Sy va présenter demain, dernier jour du Sommet de la Francophonie. Ce spectacle qui avait été joué lors de la Semaine internationale de mode de Dakar (Simod) au mois de mai sera présenté, cette fois-ci, à la sauce Francophonie pour mieux coller au contexte du Sommet de Dakar. Au lieu de 54 enfants portant des costumes traditionnels africains représentant chacun un pays du continent noir, le spectacle de dimanche sera encore plus grand puis qu'il prend en compte les 77 pays membres de la Francophonie. « Avec la Simod, les enfants étaient disposés de telle sorte qu'ils forment la carte de l'Afrique. Et maintenant que le spec-

tacle a été retenu dans le cadre du Sommet de la Francophonie, j'ai augmenté le nombre d'enfants, ils sont maintenant 77, soit autant que d'États et de gouvernements membres de la Francophonie », a dit la styliste de renommée internationale, hier, au cours d'une conférence de presse dans son atelier de couture sis au Grand Théâtre.

Au-delà du symbolique que ce spectacle qui sera riche en son et en lumière charriera, il a été conçu, avant tout, pour passer un message fort : celui de l'éducation des enfants par le conte. « Auparavant, l'éducation des enfants passait par les contes, cela contribuait à leur ouverture d'esprit, à l'éveil de leur conscience, pour développer leur mémoire une fois à l'école. En faisant ce spectacle, j'ai

voulu rappeler cet état de fait. J'invite le ministère de l'Éducation nationale pour que l'éducation par le conte soit intégrée dans les écoles », a dit Oumou Sy. Et de renchérir : « A travers les contes, on peut inculquer de nombreuses valeurs aux enfants, il n'y a pas meilleure approche que les contes pour y arriver. C'est ce message que notre spectacle veut véhiculer ». C'est l'histoire de Cendrillon qui a été reprise, mais teintée, cette fois-ci, d'une forte dose d'africanité.

Pour monter tout cela, Oumou Sy, qui a toujours fait de la scénique pour avoir été la première costumière de cinéma et de théâtre et avoir travaillé avec d'autres cinéastes et metteurs en scènes, n'a pas eu trop de soucis. D'autant plus qu'elle a préféré élargir en invitant Jean-Michel Leurs qui a été le vrai maître d'œuvre. Ousmane Noël Cissé a fait la chorégraphie, elle s'étant chargée de tout ce qui est son, musique, paroles et textes.

Elhadji Ibrahima THIAM

PROMOTION DE LA LECTURE

Les acteurs du livre s'engagent

Dans une déclaration intitulée « L'Appel de Dakar sur l'édition et la diffusion du livre », l'Association internationale des libraires francophones (Ailf), l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (Aiei) et Afrilivres, s'engagent dans la promotion du livre et de la lecture. Selon eux, le livre demeure un outil unique et incontournable dans l'histoire de l'humanité.

L'Association internationale des libraires francophones (Ailf), l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (Aiei) et Afrilivres s'engagent, dans une déclaration dite de Dakar, à agir ensemble pour la promotion du livre et de la lecture. Dans un communiqué, ils soutiennent que le livre demeure un outil unique et incontournable dans l'histoire de l'humanité et est nécessaire à la création d'espaces des imaginaires.

Ils ajoutent à l'endroit des gouvernements et des institutions réunis à l'occasion du XV^{ème} Sommet de la Francophonie, qu'il n'y a pas de développement social, économique et culturel sans la lecture. « Le livre et la lecture sont fondamentaux dans la construction de l'individu, de la pensée et de la langue, nécessaires à l'apprentissage, à l'éveil de tout citoyen du monde et à toute vie démocratique »,

fait-on encore remarquer dans le communiqué.

Les acteurs de la chaîne du livre ont également plaidé pour la bibliodiversité, gage selon eux de liberté d'expression, d'indépendance d'esprit, d'universalité des textes. Ils ont exhorté les dirigeants politiques à mettre en place des politiques publiques du livre et de la lecture en concertation avec les collectifs de professionnels du livre et la société civile.

Cette déclaration de Dakar est le énième jalon posé par les acteurs du livre pour la promotion de la lecture. Outre le X^{ème} anniversaire de la Caravane du livre et de la lecture en 2014 à Dakar et les Assises internationales de l'édition indépendante, il y a eu l'Assemblée générale d'Afrilivres qui a vu la mise en place d'un nouveau bureau en 2014.

D. SARR

THEATRE « LES INDEPENDAN...TRISTES »

Lumière sur les dictatures, guerres
et conflits tribaux en Afrique

L'Association Nitthéâtre, de concert avec la Compagnie théâtrale Multikulture, ont présenté, mardi, la pièce « Les indépendan...tristes » au Grand théâtre national. Cette activité s'inscrit dans le cadre des festivités du village de la Francophonie.

C'est une pièce de haute facture, bien écrite, du reste, comme c'est d'usage quand il s'agit de transformer en pièce théâtrale, les écrits de l'écrivain franco-guinéen, William Sassine. On est dans la Francophonie, a dit Abdel Kader Diarra, le metteur en scène, à la fin du spectacle. Il fallait, à son avis, « produire un spectacle beau tant dans le texte que dans la traduction de celui-ci sur les planches ». Abdel Kader Diarra pense que cette pièce permet « d'exorciser



l'Afrique et, en même temps, le blanc qui nous hante toujours, car pour ce qui est des ressources naturelles et autres, nous devons toujours nous tourner vers l'extérieur pour demander de l'aide. À quand notre liberté !!! ».

Toute l'histoire se déroule dans une gare, avec le train, moyen de transport, qui crée des liens entre les peuples. En effet, des populations qui ne se connaissent pas, se retrouvent dans une gare d'Afrique, avec l'espoir de fuir ce continent en proie à la guerre. Malheureusement, le train n'arriva jamais, et ce fut une bonne occasion pour ces 5 acteurs de se familiariser. C'est ainsi que parmi eux, l'on retrouve un fils de dictateur, de missionnaire, de militaire etc. Chacun, parmi ses joueurs de mots qui ont des messages assez atypiques et piquants, raconte ses peurs, ses angoisses, ses rêves.

Le discours est parfois panafricaniste. On y sublime cette Afrique profonde, peuplée de villages verdoyants et d'une campagne avec une beauté sans égal. Aussi, on évoque le malheur né de la sécheresse chez les ruraux qui finit par envoyer beaucoup d'entre eux dans la ville. Le charme de cette pièce réside également dans le monologue de Peterson Paul. Une bonne diction et des propos crus, qui frisent l'insanité ; mais ses mots ont une double consonance. Ils ont le don d'agir comme une thérapie de choc pour réveiller les Africains et sont aussi le reflet de la société.

Les différents acteurs ont pu jouer, avec en sourdine, l'exquis son du saxo qui remplaçait les bruits de mitraillettes que l'on entendait à foison. Peut-être pour montrer, comme le souligne un acteur, la musique doit être belle et bonne, elle est incantation et sublime l'être.

Cette pièce a permis à Momar Thioune (le fils de dictateur), Yacine Sané (la mère de l'Afrique), Peterson Paul (le Haïtien enfant d'Afrique), Sadibou Manga (le rebelle), Jérémie Delafosse (Renard Le Blanc, le missionnaire), Marie Dione, Madiaw Ndiaye (Saxo) de montrer leur savoir-faire.

A. M. NDAW

Entreprendre et Réussir **UNE COMMUNAUTE QUI PESE 16 % DU PIB MONDIAL**

La Francophonie économique, un défi à relever

Les pays francophones font 274 millions de personnes et pèsent jusqu'à 16 % du Pib mondial et 20 % du commerce de la planète. La Francophonie réunit des pays riches et des pays très pauvres. D'où la nécessité de transformer cette communauté en réalité économique.

« La Francophonie peut générer un million d'emplois », lançait, sur les ondes de Rfi, l'économiste français Jacques Attali. Ce dernier a déjà produit un rapport sur la Francophonie comme « moteur de croissance durable » qui a été remis au président français, François Hollande, en août dernier. Devenir une réalité économique, c'est là tout le défi de cette communauté qui a en commun la langue française. Même si l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif) s'est dotée d'une direction de la Francophonie économique, beaucoup d'efforts restent à faire. Pourtant, l'espace francophone peut constituer un potentiel marché de taille puisque 274 millions de personnes dans le monde parlent la langue de Mo-

lière. Ce chiffre pourrait même atteindre 770 millions de personnes à l'horizon 2050, espère l'Organisation. Réunis, les pays francophones pèsent 16 % du produit intérieur brut mondial et 20 % du commerce de la planète. Mais, il leur manque quelque chose : « les conditions d'une coopération dynamique afin que chacun puisse tirer profit du potentiel que représentent les 77 Etats », a estimé le ministre des Affaires étrangères, Mankeur Ndiaye.

Des opportunités à exploiter

La Francophonie rassemble des pays développés, qui maîtrisent la technologie et disposent de ressources humaines de qualité, mais elle a aussi en son sein des

pays sous-développés, dont certains font partie du peloton des plus pauvres de la planète, regorgeant toutefois de matières premières et cherchant à s'industrialiser, donc à capter les investissements et la technologie. Des débouchés naturels pour les uns et les autres. Selon l'économiste sénégalais Moubarack Lô, « d'abord, la diversité géographique des pays membres de l'Oif est un facteur de compétitivité internationale dans le nouvel environnement de la mondialisation. Car elle développe la curiosité et pousse à rechercher une meilleure connaissance des marchés régionaux qui sont en train de se constituer dans toutes les sphères du globe. Ensuite, un pays francophone donné, exploitant opportunément les affinités dérivées du partage d'une langue et de l'appartenance à une organisation internationale commune, possède, à priori, dans un autre pays francophone, toutes choses égales, par ailleurs un avantage compétitif par rapport à un pays

tiers non francophone, dans la concurrence pour l'accès au commerce et à l'investissement ».

Dans son entretien à Rfi, M. Attali met en exergue le potentiel économique considérable que peut représenter l'espace francophone. A son avis, la Francophonie, « c'est une zone économique puisque avec seulement une petite part de la population mondiale, 4 % pour l'instant, elle représente 16 % du Pib mondial et 15 % des réserves mondiales. Et avec un potentiel considérable du commerce entre eux, puisqu'on sait que les gens qui parlent la même langue font 70 % de plus d'affaires entre eux que des gens qui ne parlent pas la même langue ». Le continent africain, où vivent près de 55 % des francophones (37 % sont en Europe), pourrait jouer un rôle de choix dans cet espace économique, de même que les pays développés francophones peuvent répondre davantage aux besoins en investissements des pre-

miers. Jacques Attali a soutenu que « les Français peuvent inverser la tendance en faisant d'abord comprendre aux Chinois et aux Japonais que la meilleure façon d'aller en Afrique, c'est de passer par la France, parce que c'est en français qu'on peut le mieux commercer et investir en Afrique ». La langue peut être le socle dans le développement des affaires entre pays francophones, à l'instar de l'anglais.

Sans doute, toutes ces questions seront soulevées lors du premier Forum économique de la Francophonie qui se tient à Dakar, du 1er au 2 décembre. Ce sera l'occasion de discuter d'ouverture des frontières entre pays francophones, de mise en place d'un cadre juridique pour favoriser les échanges économiques au sein de l'espace francophone, d'entrepreneuriat, de partenariat public-privé, etc.

Malick CISS

Galerie des Créateurs **EXPOSITION «LUMIERES D'AFRIQUE»**

Normand Blouin veut montrer une autre image du continent

Le photographe de presse, Normand Blouin, a présenté, avant-hier, une exposition photo « Lumières d'Afrique » au Monument de la renaissance africaine. Il veut montrer une autre Afrique, belle et différente de ce qu'on présente souvent dans les médias.

Les images sont belles, saisissantes et montrent des scènes de vie des populations sénégalaises. C'est la prouesse du photographe de presse Normand Blouin, à travers l'exposition « Lumières d'Afrique ». Pour la réalisation de ces œuvres, il ne s'est pas limité à Dakar. Il a fait le Sénégal des profondeurs pour rencontrer d'autres populations, d'autres panoramas. Sur près de 22 tableaux, il a montré les Sénégalais dans leurs activités professionnelles, culturelles. Dans un tableau, on voit un charbonnier sirotant une tasse de café qu'il a photographiée à Castors devant un camion. Il n'a pas manqué d'immortaliser le Magal des deux raakas à Saint-Louis en mettant le nez sur l'espace réservé aux femmes.

Il s'est également intéressé aux séances d'entraînement des jeunes sur les plages, mais aussi aux inondations, etc. Un accent particulier a été mis sur les jeunes et les femmes. « A travers mon travail, j'ai effectué des missions à l'intérieur du pays. J'ai fait beaucoup de photos. Aujourd'hui, je présente cette exposition qui figure dans un livre « Lumières d'Afrique » qui a été écrite par ma conjointe, Sophie Langlois qui était, à l'époque, correspondante de Radio Canada en Afrique. Elle a fait le texte et moi les photos », a déclaré M. Blouin lors du vernissage de l'exposition.

Il a voulu coller au thème du Sommet qui porte sur les jeunes et les femmes. « Le thème du Sommet, ce sont les femmes et les jeunes. J'ai fait une sélection spéciale pour montrer une belle Afrique, différente de ce qu'on voit à la télévision (l'Afrique des catastrophes, de la misère). J'ai voulu montrer qu'il y a des gens heureux, souriants qui se battent tous les jours pour un monde meilleur. C'est ce qui a orienté ma sélection photographique », a expliqué le photographe. Ayant séjourné pendant deux au Sénégal, ce canadien de 59 ans, dit avoir été marqué par la lumière, le fait de voir des jeunes qui s'entraînent sur les plages pour devenir lut-

teur, le climat, la vie. « J'ai beaucoup apprécié le temps que j'ai vécu ici. Cela m'a marqué », a-t-il dit. Sur le titre de l'exposition et de l'ouvrage, Normand Blouin explique que lui et Sophie Langlois cherchaient un titre qui correspondait bien à leur objectif. « Nous avons trouvé que les Africains étaient lumineux et qu'ils méritaient mieux que l'image qu'on montre de leur continent avec la guerre, la corruption. On voulait montrer quelque chose de beau, lumineux. C'est pourquoi nous avons donné le titre de « Lumières d'Afrique », a-t-il dit.

« La qualité des photos est remarquable. C'est un photographe professionnel qui a pris un certain nombre de scènes de vie de Sénégalais en nous



offrant un panorama extraordinaire de nos populations dans leurs activités de tous les jours, qu'elles soient professionnelles, de réjouissance, de loisirs », s'est félicité Rémy Sagna, directeur de cabinet du ministre de la Culture et de la Communication. « C'est remarquable. Il a fait le tour du Sénégal puisqu'il nous montre des scènes de Saint-Louis, Dakar, Popenguine. Ces photos montrent qu'il a parcouru notre pays et qu'il cherche à rendre ce qu'il a pu voir et remarqué. Les lumières sont vives avec

de belles couleurs. On sent la vie, la beauté des populations sénégalaises », a ajouté M. Sagna. « Dans cette exposition, Normand Blouin nous montre la vraie vie. On voit des gens dans leur quotidien. Il faut aimer le Sénégal, l'Afrique pour faire des photos comme celles-là. C'est merveilleux. La photo, c'est un art extraordinaire. Il montre combien il aime le Sénégal », a noté, pour sa part, Clément Duhaime, administrateur de l'Oif.

Aliou KANDE

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION : « LES ICONES DES ARENES SENEGALAISES »

La lutte dans ses plus beaux atours

Une exposition spécialement dédiée à la lutte sénégalaise est organisée par le musée Théodore Monod d'art africain de Dakar, en partenariat avec la Fondation Sococim. Prévus du 26 novembre 2014 au 30 avril 2015, cette exposition rend hommage aux premiers lutteurs sénégalais.

Ils ont écrit les plus belles pages de la lutte sénégalaise. En mettant en exergue leur corps, leur sportivité, leur force, leur fair-play et leur sens de la culture. Ils proviennent de diverses ethnies du pays, avec pour objectif de départ de faire connaître la culture de leur lointaine contrée. Ils sont Wolofs de Dakar, sérères de Sine, lebou issus de la petite côte ou encore des peuls. Mouhamed Ndiaye dit « Robert », Doudou Baka Sarr, Abdourahmane Ndiaye « Falang », Moussa Mbarodi, Treize Ndir, Mbaye Guèye ou encore Manga II sont autant de figures emblématiques de la lutte sénégalaise célébrées à travers une exposition intitulée « les icônes des arènes sénégalaises ». Les photos souvenirs de tous les grands lutteurs de l'histoire du Sénégal sont exposées au musée d'Art africain Théodore Monod de Dakar. Une manière, pour l'université de Dakar, en partenariat avec la Fondation Sococim, de célébrer ces héros, devenus, au fil des temps, des icônes.

Hamady Bocoum, le directeur du patrimoine et représentant du ministre de la Culture, Mbagnick Ndiaye, a remercié la Fondation Sococim pour avoir permis au musée Théodore Monod d'organiser cette exposition, tout

en rappelant l'action bienfaitrice de cette structure en faveur du musée.

L'administratrice de la Fondation Sococim, Patricia Diagne montre l'importance d'une telle exposition sur la lutte. « Cette exposition, a-t-elle indiqué, est un rempart contre l'oubli de ces grandes figures de la lutte, à savoir les lutteurs, les cantatrices, les promoteurs... Elle permettra certainement aux plus jeunes de découvrir et se réapproprier leur immense héritage, contribuant ainsi à leur construction ».

Au-delà d'être une simple discipline sportive, la lutte traditionnelle sénégalaise est devenue un facteur de paix, parce qu'elle permet un échange fructueux avec les différentes ethnies du pays. C'est pour cela que l'administratrice de la Fondation Sococim estime que l'exposition cadre parfaitement avec le thème du XVème sommet de la Francophonie qui met en exergue la jeunesse. « La lutte traditionnelle a aussi joué un rôle fondamental pour l'éducation à la paix et la formation des jeunes hommes », a-t-elle ajouté.

Plusieurs anciennes gloires de la lutte sénégalaise étaient présentes à cette exposition, de même que la cantatrice Khar Mbaye Madiaga. Au cours de ce vernissage, un film documentaire réalisé par le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Cesti) a été projeté. Ce qui a permis aux acteurs de la lutte de retracer l'histoire de la lutte et de rappeler les hauts faits qui ont marqué l'histoire de cette discipline.

Maguette NDONG



Edité par la Société Sénégalaise de Presse et de Publications
ISSN 0850-0703
Route du Service Géographique
Hann-Dakar (Sénégal)
BP 92
Tél. : 33 859 59 59
Fax : 33 832 08 86

Directeur général
Directeur de la Publication
Cheikh THIAM

Coordonnateur général des rédactions
Ibrahima MBODJ

Rédacteur en chef central
Daouda MANE

Coordonnateur de l'édition
Elhadj Abdoulaye THIAM

ont participé
Mamadou GUEYE
Maguette NDONG
Diégane SARR
Elhadji Ibrahima THIAM
Aliou KANDE
Amadou Maguette NDAW
El Hadj Massiga FAYE
Samba Oumar FALL
Omar NDIAYE
Babacar Bachir SANE
Amadou DIOP
Babacar DIONE

Photos
Sarakh DIOP
Pape SEYDI
Mbacké BA
Habib DIOUM
Ndeye Seyni SAMB
Assane SOW

Mise en page
Mohamed Fadel NIANG
Insa DEMBA

Correction
Amadou DIALLO
Cardo BA
Bemba KONATE
Moussa TRAORE

OSTREICULTURE DURABLE

Enda Energie apporte une nouvelle technologie aux femmes de Palmarin

L'ostréiculture ou exploitation des huîtres a été toujours menée de façon traditionnelle par les femmes de Palmarin. Aujourd'hui, avec la technologie introduite pour une ostréiculture durable par l'Ong Enda Energie, ces femmes pourront facilement exploiter et de façon durable les huîtres sans porter préjudice à la mangrove.

Deux villages, Diakhonor et Ngoundoumane, ont démarré cette nouvelle expérience la semaine dernière avec la pose de deux parcs de guirlandes dans les eaux de Palmarin en présence d'une délégation d'Enda Energie et du maire de Palmarin, Louis Seck. Les souffrances des femmes de Palmarin qui s'investissent dans l'exploitation des huîtres vont être bientôt un mauvais souvenir. A Palmarin,

deux groupements de femmes de Diakhonor et de Ngoundoumane viennent de bénéficier du soutien de l'Ong Enda Energie pour l'expérimentation d'une technologie qui va leur permettre d'exploiter facilement et de façon durable les huîtres. La nouvelle technologie initiée pour ces femmes consiste à installer des parcs de guirlandes aux abords de la mangrove pour capter les huîtres. Les guirlandes

sont attachées sur des perches soutenues par des pieds. Avant l'installation des parcs de guirlandes à laquelle ont participé les femmes, les membres d'Enda Energie et le maire Louis Seck, les femmes des deux groupements ont été initiées à cette nouvelle technique. Selon Ousmane Gning de l'Ong Enda Energie, l'ostréiculture durable entre dans le cadre d'un projet qu'on appelle « Alliance Ecosystème » qui a des objectifs pour l'amélioration des revenus des populations. Au-delà de cette augmentation de revenus, a-t-il dit, le projet cherche à régénérer les écosystèmes de mangrove et à promouvoir l'économie verte.



Les femmes dans la mangrove expérimentant la technologie introduite par Enda Energie pour une ostréiculture durable.

MARAÎCHAGE SUR LE LITTORAL

Les horticulteurs des Niayes engagés à créer des milliers d'emplois

Le président de l'association des unions maraîchères des Niayes, Maseye Diongue, a réitéré l'engagement indéfectible des producteurs de cette zone maraîchère comprise entre le Gandiolais et le littoral du Cap-Vert à créer plus de 2000 emplois, si l'Etat les aide à disposer du volume d'eau dont ils ont besoin pour irriguer leurs parcelles à partir du canal de Birkilane.

En marge d'un atelier de la Coopérative fédérative des acteurs de l'horticulture du Sénégal (Cfhas), Maseye Diongue a rappelé que le conduit de Birkilane, long de 14 km, a été réalisé depuis deux ans par le ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural, par l'entremise du Pdmis et avec un financement de la Banque Mondiale et de l'Agence de coopération canadienne pour le développement international (Acdi). M. Diongue, par ailleurs vice-président de la Cfhas, a précisé que ce conduit doit irriguer les parcelles des zones maraîchères de Gorom, Beer, Bayakh, Dène, Mbeuteu, Keur Séga, Dara, qui doivent disposer, chacune, d'un compteur d'eau.

Agé de 66 ans, Massèye Diongue, domicilié à Gorom 1, une localité de la commune de Bambylor, située dans le département de Rufisque, se consacre au maraîchage depuis une cinquantaine d'années. Il invite le gouvernement à tout mettre en œuvre pour les aider à disposer en même temps de l'électricité en vue de faire fonctionner les cinq forages qui leur permettront d'irriguer leurs champs. Si toutes les conditions sont réunies, les producteurs maraîchers de cette zone des Niayes pourraient créer, à coup sûr, plus de 2.000 emplois. Par la voix de M. Diongue, ils exhortent les ministères de l'Agriculture et de l'Hydraulique à les aider à disposer

aussi de semences, de l'engrais et du matériel agricole dont ils ont besoin pour mener leurs activités maraîchères et contribuer efficacement à la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent.

Dans le même sens, le président de la Cfhas, Cheikh Ngane, a rappelé que cette coopérative, mise en place depuis 2010, est très sensible aux problèmes d'eau et d'électricité évoqués par les producteurs des Niayes.

Cette coopérative, qui tient son deuxième atelier après celui de 2012, a jugé nécessaire d'organiser cette grande rencontre dans la capitale du nord, qui a permis à une soixantaine d'experts en horticulture, des maraîchers de notre pays, des responsables des services régionaux de l'administration déconcentrée et autres partenaires de plancher sur les performances et les difficultés notées dans le secteur de l'horticulture. M. Ngane s'est réjoui de la présence à leurs côtés du secrétaire d'Etat à l'Accompagnement et à la Mutualisation des organisations paysannes, Moustapha Lô Diatta, avant de demander avec déférence au gouvernement de mobiliser toutes les énergies en vue d'effacer la dette des producteurs maraîchers estimée globalement à près de 3 milliards de FCfa, et d'apporter les solutions les plus adéquates à l'ensemble des problèmes des filières horticoles.

Mbagnick Kharachi DIAGNE

KAOLACK

Aminata Touré offre des moulins à mil aux ressortissants du Saloum

L'ex-Premier ministre du Sénégal, Madame Aminata Touré, vient une nouvelle fois de s'illustrer dans le social, en offrant à l'association des Saloum-Saloum de Dakar des moulins à mil destinés aux femmes de Nioro, Tawa, Dar Salam, etc. Créée en 2010, l'association des Saloum-Saloum résidant à Dakar, outre la préservation des liens d'amitié et de fraternité qu'elle veut susciter entre ses membres, s'active énergiquement dans la revalorisation du patrimoine culturel et artistique du Saloum. Dans ce cadre, elle compte plusieurs manifestations à Dakar et à Nioro. Aujourd'hui, consciente des difficultés que rencontrent les femmes Saloum-Saloum dans leur terroir, notamment les durs labeurs, nous apprend le président de la structure M. Kébé Bâ, l'association veut s'orienter vers les actions de développement et les activités d'allègement des travaux de la femme. C'est dans ce cadre que Madame Aminata Touré qui est allée leur rendre visite aux Parcelles Assainies leur a offert des moulins à mil, avant d'accepter de parrainer les journées culturelles et de développement qu'elle compte organiser le 23 janvier prochain au Cices. Mamadou CISSE

Fours améliorés

Dans le cas précis de l'ostréiculture qui fait partie du volet « Activités génératrices de revenus », a-t-il dit, Enda Energie est en train d'appuyer ses groupements de Palmarin à pratiquer une ostréiculture durable. Selon lui, ces dernières ont accepté cette initiative d'Enda Energie parce qu'elles trouvent leurs intérêts dans cette nouvelle expérience. Pour Chaque village, a-t-il fait savoir, un parc de 16 mètres a été installé pour leur permettre de faire une bonne récolte d'huîtres sans toucher à la mangrove. Pour les villages qui s'investissent dans le domaine du fumage de poisson, Ousmane Gningue a souligné que dans le cadre de ce projet-là, ils sont en train de vulgariser ce que l'on appelle les fours améliorés permettant d'utiliser moins de bois. Pour réduire la consommation de

bois, a-t-il fait noter, Enda Energie a proposé un modèle de four amélioré qui permettent non seulement d'économiser le bois mais aussi d'avoir un produit de qualité que les femmes pourront vendre très facilement. La trésorière du groupement des femmes de Diakhonor, Mme Henriette Faye, et la présidente du groupement des femmes de Ngoundoumane, Mme Marcia Ndème, ont vivement remercié l'Ong Enda Energie qui va leur permettre, à travers cette technologie, d'alléger leurs tâches dans le domaine de l'exploitation des huîtres. Après avoir assisté à l'installation des parcs de guirlandes dans les eaux, le maire de la commune de Palmarin, Louis Seck, a tenu à remercier cette Ong pour son soutien et l'appui qu'elle vient de donner aux populations de Palmarin, notamment celles de Diakhonor et de Ngoundou-

mane. Selon l'ancien ministre des énergies renouvelables, cette expérience est extrêmement importante pour le développement de la commune. Aussi, avec cette technologie apportée par Enda Energie, non seulement ce sera une exploitation facile pour les femmes, mais c'est une exploitation qui va permettre d'avoir de façon durable des huîtres au moment voulu sans porter préjudice à la mangrove. Mme Alice Sarr, présidente de la commission « Entrepreneuriat féminin, genre et développement communautaire », s'est réjouie de l'action de cette Ong tendant à alléger les souffrances des femmes qui s'investissent dans l'exploitation des huîtres avant de demander à Enda Energie d'accompagner encore ces femmes. Aussi a-t-elle plaidé pour l'octroi d'un matériel plus sophistiqué aux femmes.

Oumar Ngatty BA

EN PLUS DU CONTROLE DE LA CHARGE A L'ESSIEU ET DU PTAC, DEMARRAGE DU CONTROLE DU GABARIT



Largeur hors tout	Véhicule de transport sous température dirigée	2,60 mètres
	Autres véhicules	2,55 mètres
Longueur hors tout	Véhicule à moteur isolé	12,00 mètres
	Remorque non compris le dispositif d'attelage	12,00 mètres
	Semi-remorque (entre le pivot d'attelage et l'arrière)	12,00 mètres
	Véhicule articulé	16,50 mètres
	Train routier << véhicule porteur + remorque >>	18,75 mètres
Hauteur hors tout	Train double pour transport de voiture	18,00 mètres
	Autre train routier et autre train double	22,00 mètres
	Tous véhicules	4,00 mètres

HAUTEUR AUTORISEE = 4 METRES



CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LE CONTROLE DE LA CHARGE A L'ESSIEU ET DU GABARIT



MARCHE POUR LA LIMITATION DES MANDATS AU TOGO

Pas de mobilisation « massive » contre le régime

Lomé (AFP) - Quelques milliers de manifestants ont participé, hier, à une marche dans la capitale togolaise, Lomé, pour réclamer une réforme de la Constitution qui barrerait la route à un nouveau mandat du président Faure Gnassingbé en 2015.

L'opposition et la société civile avaient appelé à une mobilisation "massive" pour engager "un bras de fer" avec le pouvoir, dans un contexte africain marqué par le récent changement de régime au Burkina Faso.

Mais cette nouvelle manifestation a finalement été moins suivie que la marche similaire qui avait été dispersée, vendredi dernier, par les forces de l'ordre à coup de gaz lacrymogène. Le président Gnassingbé, au pouvoir depuis près de 10 ans, a déclenché la colère de l'opposition, cette semaine, en affirmant, lors d'une visite au Ghana, que la Constitution en vigueur au Togo, qui ne fixe aucune limite au nombre de mandats présidentiels, serait "rigoureusement respectée".

Une manière de laisser entendre qu'il pourrait briguer un troisième quinquennat l'année prochaine.

Les manifestants, qui s'étaient réunis au carrefour de la Colombe de la paix, dans le centre de Lomé, ont marché jusqu'au quartier d'Hanokopé, un fief de l'opposition, dans une ambiance beaucoup plus calme que la fois précédente. "Faure Gnassingbé a intérêt à renoncer à un troi-



sième mandat pour éviter des problèmes à ce pays", a déclaré Zeus Ajavon, coordinateur du collectif "Sauvons le Togo", une des trois coalitions d'opposition togolaise.

50 ans pour le père et le fils

Le leader de l'opposition, Jean-Pierre Fabre, qui avait promis, cette semaine, de "maintenir la pression sur le pouvoir", a de nouveau affirmé, vendredi, que pour l'opposition, et selon "la volonté du peuple togolais", la question d'un troisième mandat de M. Gnassingbé "ne se pose même pas". Mais, il s'est dit prêt à dialoguer à nouveau avec le président, qu'il a déjà rencontré la semaine dernière.

Lors de la marche de vendredi dernier, les forces de l'ordre avaient tiré des gaz lacrymogènes contre

les manifestants qui brandissaient des pancartes comme "50 ans pour le père et fils, ça suffit !" ou "deux mandats, ça suffit !" Porté au pouvoir par l'armée à la mort de son père, le général Gnassingbé Eyadéma, qui a gouverné le Togo d'une main de fer pendant 38 ans, Faure Gnassingbé a remporté, en 2005 et 2010, des scrutins présidentiels dont les résultats avaient été contestés par l'opposition.

Gnassingbé Eyadéma avait modifié la Constitution en 2002 pour supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels. L'opposition togolaise réclame de longue date que la Constitution soit révisée afin d'y réintroduire une limitation des mandats, mais ces réformes ont été rejetées en juin par le Parlement, dominé par le parti au pouvoir.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL

PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
ET À L'ENTREPRENARIAT RURAL
(PADAER)

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Dénomination du marché : Sélection d'un Cabinet Opérateur Maître d'œuvre chargé du suivi et du contrôle de la réalisation des infrastructures hydro-agricoles du PADAER dans la région de Matam.

Date d'ouverture des soumissions: 17 octobre 2014

Date d'ouverture des plis financiers : 05 novembre 2014

Liste restreinte des candidats :

- Groupement SACI/CAFEC
- Cabinet Hydroconsult International
- Cabinet West Ingénierie

Attributaire	Montant HTVA
Cabinet West Ingénierie	142 753 500

La publication du présent avis est faite en application de l'article 83 du code des marchés publics. Elle ouvre un délai de recours gracieux auprès de la personne responsable du marché en vertu de l'article 88 dudit code ; puis d'un recours auprès de l'ARMP en vertu de l'article 89 du code susmentionné.

Le Coordonnateur du PADAER
Ngagne MBAO

GUINEE-BISSAU

Le ministre de l'Intérieur limogé

Bissau (AFP) - Le président bissau-guinéen, José Mario Vaz, a limogé, hier, son ministre de l'Intérieur, selon un décret présidentiel.

Le ministre Botché Candé, ministre de l'Administration interne (Intérieur), "est relevé de ses fonctions", indique ce décret dont une copie a été transmise à l'Afp. Aucune raison officielle n'a été avancée pour justifier le limogeage de M. Candé, un haut responsable du parti au pouvoir, qui dirigeait le ministère de l'Intérieur depuis juillet.

Le secrétaire d'Etat à l'Ordre public (en charge de la Sécurité publique et de la Protection civile), Dominico Sanca, assure l'intérim au ministère de l'Intérieur, indique le même décret. Selon des observateurs, le président Vaz reprochait à son ex-ministre son manque de fer-

meté. Son limogeage serait lié, selon eux, à un récent incident survenu dans le nord du pays, près de la frontière avec le Sénégal. En tournée dans cette partie du pays, le convoi de M. Candé avait été stoppé, puis bloqué par des éléments du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (Mfdec), la rébellion armée qui lutte, depuis 1982, pour l'indépendance de cette région du sud du Sénégal, et qui disposerait de plusieurs bases armées dans le nord de la Guinée-Bissau.

A la suite de cet incident, M. Condé n'avait pu poursuivre son chemin et était retourné à Bissau, selon des sources concordantes.

NIGERIA

92 morts dans un double attentat-suicide à la grande mosquée de Kano

Kano (AFP) - Au moins 92 personnes ont été tuées et plus de 160 blessées, hier, dans un double attentat-suicide à la grande mosquée de Kano, dirigée par l'un des plus hauts dignitaires musulmans du Nigeria, qui avait appelé à prendre les armes contre Boko Haram.

Il y a d'abord eu deux attentats commis par des kamikazes devant la grande mosquée de Kano, la principale ville du nord du pays, au moment de la prière hebdomadaire, a déclaré à l'Afp le porte-parole de la police nigérienne, Emmanuel Ojukwu, puis "des hommes armés ont ouvert le feu sur ceux qui tentaient de fuir". La mosquée est accolée au palais de l'émir de Kano, Mohammed Sanusi II, le deuxième responsable musulman le plus important du Nigeria. On ignorait, pour l'instant, où se trouvait l'émir au moment des explosions.

Des témoins avaient dit dans un premier temps avoir entendu trois explosions dans l'enceinte de la mosquée et dans une rue adjacente, vers 14H00 (13H00 Gmt). Sur une quin-

zaine d'hommes armés, quatre ont été tués par la foule en colère et les autres ont réussi à s'enfuir, a précisé la police. Au moins 92 corps ont été comptés à la morgue d'un seul hôpital, selon un journaliste de l'Afp.

C'est dans la grande mosquée de Kano que l'émir avait appelé, la semaine dernière, la population du nord du pays à prendre les armes contre les islamistes de Boko Haram. Il avait fustigé l'incapacité de l'armée à défendre les civils face aux insurgés, qui commettent presque chaque jour des attaques dans leur fief du Nord-Est, mais aussi au-delà. Il est exceptionnel que des dignitaires religieux prennent publiquement position sur les questions politiques et militaires, mais de nombreux Nigériens s'attendaient à ce que Sanusi Lamido Sanusi --son nom à la ville-- défie les conventions et s'implique dans le débat, depuis son accession à ce poste prestigieux.

Boko Haram accuse les dignitaires musulmans nigériens de trahir la religion en se soumettant à l'autorité du gouvernement nigérian.

MAURITANIE

Le président Aziz annonce une hausse des salaires des fonctionnaires

Nouakchott (AFP) - Le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, a annoncé une hausse de 30 et 50 % des salaires des fonctionnaires, une mesure applicable à partir de janvier 2015, a-t-on appris, hier, de source officielle. "Nous avons décidé une augmentation considérable des salaires", a déclaré le président Aziz, dans un discours publié, hier, à l'occasion du 54e anniversaire de l'indépendance.

Ces augmentations sont de "50 % du salaire de base pour les travailleurs qui perçoivent des sommes inférieures ou égales à 100 mille ouguiyas (250 euros) et de 30 % du salaire de base pour ceux dont les salaires dépassent les 100 mille ouguiyas", a dit M. Aziz.

Appliquées "à partir du mois de janvier prochain", elles "sont le reflet de l'amélioration conti-

nuelle de notre situation économique et de notre volonté sincère de permettre à tous les Mauritaniens de tirer profit de cet essor économique", a-t-il expliqué. Le président Aziz, élu une première fois en 2009 et réélu en juin pour un nouveau mandat de cinq ans, a indiqué que son premier quinquennat avait été axé sur le renforcement des capacités de son armée "pour défendre nos frontières et garantir la sécurité de nos citoyens" face aux groupes jihadistes.

"Aujourd'hui, il n'y a plus de place parmi nous pour les adeptes de l'extrémisme sous toutes ses formes, ni pour ceux qui distillent les messages de haine", a-t-il dit.

Le dirigeant mauritanien a promis de consacrer son deuxième quinquennat "aux secteurs vitaux, comme la santé, l'enseignement et les infrastructures".

le soleil Week-end

Zoom sur... PROTECTION DE LA LANGUE, VULGARISATION DES RITES...

Ces nouveaux défis qui interpellent la communauté des Baïnuks

Des maisons réparties de façon circulaire à la place publique cèdent la place à des habitats disposés sans alignement derrière l'estrade d'une tribune. L'architecture et la répartition spatiale des concessions s'intègrent harmonieusement dans le rideau des espèces végétales. Dialogué, l'un des premiers villages de la Casamance, est à la confluence du repli et de l'ouverture sur le monde extérieur. Sous l'ombre des fromagers, des manguiers, des septuagénaires livrent le combat de la préservation du patrimoine culturel de l'ethnie autochtone de la verte région de la Casamance : les Baïnuks.

Juste à la sortie de Bignona, sur la route de Ziguinchor, voici l'embranchement des routes menant vers Niamone et Affignam. La voiture engage la route latéritique. Elle roule. Les lianes des Saba Senegalensis et d'autres espèces végétales embrassent les peuplements de kaïcédrats, des palmiers et des anacardiens. Par endroit, les branches forment une voûte de verdure. A la sortie du hameau de Guirina, une palmeraie annonce une dépression. Les rizières ressemblent à des rivières. Il a plu des cordes la veille. Une odeur de verdure et serre emplit le trajet. Après Guirina, voici Diengue. Le chemin est entrecoupé par des vallons à la hau-



Reportage de Idrissa SANE, Maguette NDONG (textes) & Assane Sow (photos)

teur des rizières où les femmes perpétuent la riziculture. Après quelques minutes, entre l'intersection de la route menant à Affignam, une colonie de Technona grandis plus connue sous le nom de Teck déploient ses feuilles. A gauche, les zincs des premiers habitats de la capitale des Baïnuks sont visibles à travers le houpiller des manguiers, des fromagers. A la place publique, des maisons sont réparties en cercle. Elle est vaste. A partir de cet endroit, les concessions avec des maisons en terre bâties couvertes de zinc s'isolent sous des manguiers, des fromagers. Un homme âgé, vêtu d'une tenue de couleur rouge, coiffé d'un bonnet,

nous accueille à bras ouvert. « Vous êtes venus à la bonne source. C'est ici, la capitale des Baïnuks », nous souffle-t-il. La lutte entre la modernité et la tradition se lit à travers l'architecture de l'habitat. Les maisons en banco narguent les constructions en dur. Elles sont éloignées les unes des autres. Et de part et d'autre, une végétation luxuriante, des fromagers, des kaïcédrats, des palmiers et quelques rôniers forment un rempart vert de protection. Il y a un rapport particulier avec la nature. Ici, personne ne prend le risque d'avancer la date de la fondation du village. « Nous sommes en train de faire des recherches pour connaître la date exacte de la fondation du village, mais nous pouvons dire, que son histoire commence

avec l'histoire de la Casamance. J'aimerais vous rappeler que les Baïnuks, ce sont les populations autochtones de la Casamance », raconte l'un des notables du village Seckou Coly, la tête enturbannée. Derrière les premières lignes des demeures, d'autres concessions sont à la lisière des bosquets.

Les concessions s'intègrent harmonieusement dans la nature. Les reliques de forêts régulent la vie et participent à la protection du patrimoine culturelle. « Ici, nous parlons uniquement baïnuks. Ce n'est que lorsque ceux qui habitent ici sortent qu'ils échangent dans d'autres langues. Ce n'est qu'actuellement que nous entendons nos enfants parler d'autres langues, dans le village », regrette

Seckou Coly. Les personnes âgées luttent pour que leurs descendants parlent sans complexe leur langue. Dialogué, c'est la capitale. Elle est séparée par des bosquets de sept autres villages peuplés par 7 familles, Coly, Sambou, Biagui, Diémé, Cabou, Diatta et Bassène. Le droit d'aïnesse est de vigueur. Le respect des règles établies par les ancêtres est un impératif. La capitale Dialogué n'est pas si éloignée des autres quartiers, qui sont sous son protectorat. Depuis des siècles, ces quartiers qui sont en réalité des hameaux dépendent entièrement du pouvoir central des Baïnuks, qui est à Dialogué. « Dialogué est la capitale. Les 6 autres quartiers sont gouvernés par l'actuel chef. Cela était ainsi depuis des siècles et jusqu'ici, personne n'a enfreint à cette disposition », raconte Seckou Coly.

De l'endogamie à l'exogamie

Chaque quartier a sa vocation. Chaque quartier a un pan de l'histoire de la communauté baïnuks. Mais entretemps, des descendants des guerriers pacifiques ont abandonné certains legs des ancêtres. « Auparavant, il était formellement interdit à un Baïnuks de se marier à une personne d'une autre ethnie. Même si un Baïnuks épousait aussi une femme d'une autre ethnie, si cette dernière décédait, elle ne sera pas enterrée dans le Niamone. Aujourd'hui, tout cela est abandonné », rappelle Seckou Coly.

La femme au premier plan

Sur la piste menant vers les rizières, des jeunes filles de forte corpulence pilent le riz paddy, dans des mortiers. Elles affichent fièrement leur attachement à leur terroir. Elles offrent gracieusement la confiture des fruits de Saba senegalensis appelé « Made » en wolof. La femme n'est pas en arrière-plan dans cette communauté. Elles sont associées à toutes les instances de prise de décisions. Derrière ce bosquet, nous voici dans les rizières inondées qui bordent le bras de fleuve qui courent jusqu'au barrage d'Affignam. Des femmes repiquent du riz. Des vieilles sont nostalgiques du passé. « La remontée de la langue salée a entraîné un effondrement de la production. Il y a une trentaine d'années, nous ne parvenions pas à récolter toute la production. Nous n'achetions pas le riz », s'exprime une vieille mère. Beaucoup d'eau a coulé sur ce bras de fleuve qui sépare le Niamone des villages de Balingor, Bagaya, Mandégane.

IDRISSA COLY, MAIRE DE LA COMMUNE DE NIAMONE « Le "Koumpo" a une fonction de régulation sociale »

La danse du "Kumpo" a une fonction de régulation sociale. C'est ce que révèle le maire de la commune de Diamone, Idrissa Coly. Au cours de cet entretien, il a dégagé les pistes de préservation de la culture baïnuks.

La protection de la culture est un défi pour la communauté. Qu'est-ce que vous êtes en train de faire pour sauvegarder votre culture ?

« Nous organisons des réunions pour dérouler des stratégies. Nous avons conscience que c'est par les manifestations culturelles que nous pouvons transmettre cet héritage. Il y a une forme d'organisation en cours pour voir comment le sauvegarder. »

Quelle place occupent les femmes dans votre communauté ?

« Les femmes sont associées à toutes les prises de décision. Elles ne sont pas marginalisées. Elles participent à tous les travaux dans les rizières. Elles assument un grand rôle. Ce n'est pas une personne qui s'occupe des affaires de moindres importances. »



Quelle signification pouvez-vous donner à la danse du "Kumpo" ?

« La danse du "Kumpo" obéit à des prédispositions. A travers la danse, nous cherchons à transmettre la discipline. Parce que chaque personne qui vient assister respecte la procession. Le "Kumpo" danse lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes. C'est un régulateur social. »

PATRIMOINE BAÏNUK

Une richesse culturelle symbolisée par le « Koumpo »

Dans la richesse des avoirs culturels des peuples du Sud du Sénégal, l'ethnie baïnuks a fait une grande contribution à travers le « Koumpo ». Un patrimoine qui est bien entretenu à l'heure actuelle et qui fait sa fierté.

Dans les rites et coutumes ancestraux encore préservés par certaines ethnies du Sud du Sénégal, les diolas peuvent se prévaloir du « fambondi », les mandingues du « kankourang ». Mais le « Koumpo », ce masque mystique qui sort de la forêt pour protéger les populations est à inscrire dans le patrimoine baïnuks. Peuple autochtone, reconnu comme les premières populations de la Casamance, les Baïnuks ont su valoriser le « Koumpo », jusqu'à amener le gouvernement sénégalais à le classer comme patrimoine national. « Le "koumpo" est une force mystique qui sort plusieurs fois dans l'année. Il peut sortir du bois sans avertir et pour attaquer les forces maléfiques comme il peut venir s'associer aux réjouissances et danser avec les habitants du village », souligne Moussa Bala Sabary Coly, un habitant de Niamone, village

baïnuks situé dans le département de Bignona. Dans la période de circoncision qui a lieu tous les 30 à 35 ans, le « Koumpo » sévit pour protéger les nouveaux initiés du Bois sacré. Aujourd'hui, ce patrimoine est jalousement gardé par les habitants qui continuent à le perpétuer. Ceci, en dépit des influences des autres ethnies telles les diolas. Balingore, Mandégane, Diatock, Affignam sont tous des villages diolas qui entourent Niamone. « Nous cohabitons pacifiquement avec les diolas », relève Moussa Bala Sabary Coly. Mais cela n'en fait pas moins des Baïnuks un peuple « guerrier et combattant » comme signifie le mot Niamone.

Intransigence face à la menace

Prônant partout le culte de la non-violence et de la tolérance, les Baïnuks se montrent toujours intransigeants

face à une quelconque menace sur leur territoire. Une fierté avec laquelle vivent les Baïnuks depuis les temps immémoriaux. D'après certaines confidences, l'ancien roi des Baïnuks, Gana Sira Bana Biaye qui avait pour base Birkama, une localité située vers la commune de Goudomp, leur avait recommandé de migrer vers « l'autre rive ». « Vous serez le peuple le plus fort, le peuple le plus courageux, le plus noble, le plus enraciné, le plus puissant et vous ferez la fierté de ma race si vous traversez l'autre rive de mon territoire (...) », leur avait dit le roi. Aujourd'hui, cette traversée a mené les Baïnuks à Niamone, considéré comme le sanctuaire de tout le peuple baïnuks. Tous les Baïnuks de la sous-région reconnaissent aujourd'hui cette partie du Bignona comme leur capitale.

Portrait KAMEL DAOUD, LAURÉAT DU PRIX DES 5 CONTINENTS

Journaliste engagé, écrivain modéré

Kamel Daoud, c'est comme une pièce de monnaie. Côté pile, c'est un journaliste engagé aux écrits acerbes, côté face, c'est un écrivain modéré à la plume trempée dans l'encre de l'ouverture et de l'universalité.

Par
Elhadji Ibrahima THIAM

« Celui qui n'a pas fait d'enquête, n'a pas droit à la parole », nous disait, à l'école de journalisme, un de nos professeurs. Cette boutade s'applique bien à Kamel Daoud, lauréat du Prix littéraire des 5 continents 2014 de la Francophonie pour son roman « Meursault, le contre-enquête » (Editions Barzakh, Alger, novembre 2013). Cette contre-enquête, même si elle est imaginaire, a permis, aujourd'hui, à ce journaliste-écrivain algérien de se faire un nom dans la littérature francophone voire même au-delà puisque cet ouvrage a été traduit en 15 langues. « "Meursault, la contre-enquête" est partie d'une idée très simple. Dans le roman "L'Etranger" d'Albert Camus, le personnage, Meursault, tue un arabe. Il est arrêté, jugé et condamné à la peine de mort plus pour avoir « mal » enterré sa maman décédée que pour avoir tué quelqu'un. Partant de ces éléments, j'ai décidé de raconter l'histoire de l'Arabe assassiné et de lui donner un nom et une vie », explique Kamel. Pour faire plus clair, dans ce récit imaginaire qui s'inspire de ce roman classique d'Albert Camus, Kamel Daoud propose au lecteur non pas d'en savoir plus qu'il ne sait déjà sur Meursault, mais plutôt de mettre un nom et de dé-

couvrir le quotidien de l'Arabe qu'il avait assassiné. Pourquoi donc une telle démarche pour le moins originale ? « Parce que personne ne l'a fait avant moi, et je me suis dit qu'il serait extraordinaire de rendre hommage au mort, pas au meurtrier. Je voulais m'amuser en donnant un nom au mort, imaginer une vie pour lui, qui permettra tout à la fois de parler du passé colonial de l'Algérie mais aussi du présent, du désenchantement des indépendances. Car, en fait, mon personnage fait le procès du passé colonial mais aussi le procès de l'indépendance », poursuit-il.

Procès de l'indépendance

On est jeudi nuit et c'est dans un restaurant huppé du centre-ville que Kamel Daoud donne rendez-vous. Le lendemain vendredi, il doit recevoir des mains du Secrétaire général de la Francophonie, son Prix. Lequel va, sans doute, booster la carrière littéraire de ce journaliste à la plume engagée et dont les diatribes à l'endroit du régime de Boutéflika sont devenues le fil conducteur de la chronique qu'il tient, toutes les semaines, dans quotidien Oranais. Et pourtant, à première vue, l'homme n'a pas la bouille d'un justicier et d'un re-

dresseur de tort qui, à travers ses écrits, défend la veuve et l'orphelin. On lui donnerait le bon Dieu les yeux fermés. Forte corpulence, cheveux poivre et sel, Kamel est du genre beau gosse. L'homme soigne, jusqu'à son port vestimentaire, son image. Une veste sombre tombe sur un tee-shirt immaculé qui cache mal une adiposité naissante.

Kamel Daoud a vu le jour il y a 44 ans dans un petit village dans les environs d'Oran, la deuxième plus grande ville d'Algérie. Dans ce bled où l'illettrisme atteignait à l'époque des sommets haut comme les montagnes de la Kabylie, Kamel réussit pourtant à sortir du lot. En y repensant, il s'estime être un miraculé. « J'étais le premier à faire des études dans ma tribu », dit-il. Le collègue, puis le lycée, Kamel décroche un bac en mathématiques mais pourtant fait une Licence en langue française avant d'embrasser le journalisme plus par accident de l'histoire que par vocation. On est au début des 1990 et l'Algérie est plongée dans une guerre civile meurtrière et les pisses-copies n'étaient pas épargnés. Ils meurent sous les balles par dizaines. « On a tué jusqu'à 75 journalistes par an, durant cette période », se souvient-il. Les rédactions sont dégarnies et il y a un besoin de recruter. Kamel s'engouffre dans la brèche. Dans un pays en guerre, il devient reporter de guerre. Sur le terrain, il découvre l'horreur et à force de s'en offusquer dans ses papiers, il devient un analyste politique respecté.



« Ce qui m'a marqué à l'époque, c'est la fragilité de la frontière entre la norme et la barbarie. On pouvait être dans un village calme et paisible où les gens vivent dans l'harmonie et le lendemain ces mêmes gens s'entretuent. C'est extraordinaire. Quand on ne la vit pas, on n'a pas idée de cette situation. Cela m'avait frappé et a forgé mon caractère engagé », raconte-t-il.

L'engagement chevillé au corps, Kamel se veut « porteur de responsabilités ». Pour lui, la moindre responsabilité, c'est d'être témoin de son époque, « raconter pour que si cela ne serve pas le présent que cela puisse servir aux générations futures ».

Servir les générations futures

Cette image de navigateur à contre-courant, il le cultive même dans le champ religieux même s'il faut passer aux yeux de certains pour un athée. « Pour moi, le grand mal du monde arabe, c'est la religion. Mon engagement est anti-religieux parce que j'estime que la religion est un choix individuel, cela ne doit pas être un choix du régime ou un mode de vie imposé aux autres. On en souffre et on en fait souffrir le reste du monde ». Les barbus apprécieront. Même sur la question palestinienne, Kamel adopte une position que l'on peut qualifier d'anti-conformiste dans le monde arabe et musulman. « J'ai écrit une chronique il y a quelques mois et qui m'a valu beaucoup de problèmes avec comme titre « Ce pourquoi je ne suis pas solidaire à la Palestine ». J'ai dit que si la solidarité c'est sur la base de la race, de la religion, je ne suis pas solidaire. Maintenant, si c'est une solidarité sur la base de la justice et de l'anticolonialisme, je suis partant », argue-t-il.

Mais là où Kamel Daoud s'est fait le plus connaître, c'est dans ses réquisitoires contre le système Boutéflika, lequel, selon lui, freine toute initiative privée et donc le développement de l'Algérie, un pays riche de son sous-sol et de ses ressources humaines. Pour lui, avec ses critiques à l'endroit du régime en place, il ne s'agit pas d'une opposition politique, mais plutôt d'une opposition pragmatique. « Nous avons un régime politique qui freine l'initiative, le développement économique, la libre entreprise. Pourquoi un pays dont la population est jeune à 70 % a un prési-

dent qui a plus de 70 ans et la moitié des ministres plus de 70 ans ? Ce n'est pas normal et c'est contre-productif pour l'économie du pays. On est un pays jeune, alors qu'on laisse les jeunes gouverner. Ceux qui ont libéré ce pays, on leur dit merci, mais on leur dit aussi laissez-nous diriger ce pays ». Kamel Daoud ne compte pas dévier de ce chemin qu'il pense être le plus juste pour essayer de changer les choses en Algérie. Cela, même s'il sait que sa vie est en danger dans un pays où, parfois, il n'est pas toujours bon de faire entendre ses idées. « Je reçois régulièrement des menaces de mort, des insultes, mais je reste serein. J'ai deux options, soit je prends ma valise et je m'installe en Europe, j'aurais sauvé ma vie mais j'aurais tué mon âme. Alors qu'en Algérie, je risque ma vie mais je sauve mon âme. En Algérie, je me sens vivre, je me sens utile. C'est dangereux certes, mais j'ai besoin d'avoir des ennemis pour écrire », avance Kamel.

Consécration

Celui qui a toujours voulu être écrivain prend sa consécration au Prix des 5 continents comme une invite à continuer à persévérer dans la voie qu'il a empruntée depuis près d'une vingtaine d'années. Contrairement dans ces chroniques, Kamel Daoud revendique une littérature postcoloniale pas du tout revendicative et contestataire vis-à-vis de l'ancien colonisateur. « On ne doit plus être dans une littérature d'affirmation, c'est dépassé. On doit raconter des histoires qui intéressent le monde entier. On est aussi le centre du monde. Je revendique aussi l'universel ».

Fort de cette conviction, Kamel Daoud trouve injuste les critiques adressées à la Francophonie et à la langue française. Pour lui, le français est un butin de guerre qui lui appartient. Et donc il en usera pour s'enrichir. « Pourquoi cracher sur une langue qui m'apporte la culture, qui m'apporte l'universalité, un patrimoine mondial incroyable ? Qu'est-ce que les gens qui rejettent le français et la Francophonie me donnent en échange ? Rien. Donc je refuse, je défends la Francophonie et la langue française, parce que cela m'enrichit », assène-t-il avant de renchérir : « Le français, comme l'arabe, je ne leur appartiens pas, ils m'appartiennent », conclut-il.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL

PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
ET À L'ENTREPRENARIAT RURAL
(PADAER)

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Dénomination du marché : Sélection d'un Cabinet Opérateur Maître d'œuvre chargé du suivi et du contrôle de la réalisation des infrastructures hydro-agricoles du PADAER dans la région de Tambacounda.

Date d'ouverture des soumissions: 10 octobre 2014

Date d'ouverture des plis financiers : 30 octobre 2014

Liste restreinte des candidats :

- MSA
- IDEV
- SETICO

Attributaire	Montant HTVA
IDEV	180 940 000

La publication du présent avis est faite en application de l'article 83 du code des marchés publics. Elle ouvre un délai de recours gracieux auprès de la personne responsable du marché en vertu de l'article 88 dudit code ; puis d'un recours auprès de l'ARMP en vertu de l'article 89 du code susmentionné.

Le Coordonnateur du PADAER
Ngagne MBAO

Actualités

ANNONCE DE LA FERMETURE DE L'AITV
Les agents réclament un moratoire

Face à la presse, hier, des agents de l'Agence internationale d'images de télévision (Aitv), à travers leur délégué syndical, ont plaidé en faveur de l'annulation de la fermeture de leur entreprise par France télévisions. Ils veulent profiter du XV^{ème} sommet de la Francophonie pour mener un plaidoyer auprès des décideurs afin que la mesure soit annulée.

Un moratoire, c'est ce que réclament les travailleurs de l'Agence internationale d'images de télévision (Aitv), à travers leur délégué syndical, face à la décision de la Direction de l'information de France télévisions, le 12 septembre dernier, annonçant son intention de supprimer la rédaction de cette chaîne. En conférence de presse hier, au siège du Syndicat des professionnels de l'information et de la communication (Synpics), ces agents ont fait part de leur intention de profiter du XV^{ème} sommet de la Francophonie pour sensibiliser les décideurs sur l'impact de cette décision sur les télévisions africaines, les reportages consacrés au continent, mais aussi en termes de conséquence sur le plan social. L'entreprise spécialisée dans le suivi de l'information africaine emploie 28 journalistes en France et une trentaine de correspondants repartis sur le continent africain. L'Aitv est une rédaction de France télévisions qui existe depuis 30 ans. Elle fournit aux télévisions nationales africaines, dans le cadre d'un accord de coopération, à travers Canal France international (Cfi), des reportages commentés en français et en anglais. Cette décision dont la

mise en œuvre est prévue le 1^{er} décembre est la conséquence de la réduction, en France, du budget alloué au secteur public. Pour le journaliste Didier Givodan, délégué syndical de Aitv, la démarche consiste à inscrire les travailleurs dans un plan de départs volontaires, lequel a été homologué le 19 mai 2014. « Ce texte unilatéral qui n'a pas été signé par aucun syndicat de l'entreprise ne prend pas en compte le sort de la trentaine de correspondants africains de la chaîne », a-t-il fait comprendre.

Soutien

Cette leçon de solidarité entre travailleurs du Nord et ceux du Sud a été saluée par le secrétaire général du Synpics, Ibrahima Khaliloulah Ndiaye. Selon lui, cette fermeture, si elle est effective, serait une hérésie dans un contexte particulièrement marqué par l'offensive de la langue anglaise, mais aussi des chaînes arabes et chinoises. « Les décideurs doivent agir pour ne pas perdre cet outil d'intégration », a-t-il laissé entendre.

L'annonce de la fermeture de l'Aitv a suscité de nombreuses réactions à travers des personnalités africaines, des représentants d'Ong, des associations de

défenses des droits de l'Homme. Les Synpics, l'Union de la presse francophone (Ufp) et la Fédération internationale des journalistes (Fij) viennent aussi de s'engager aux côtés de leurs homologues de l'Association internationale d'images de télévision. « Début octobre, 33 personnalités francophones, africaines dans leur majorité, ont adressé une lettre ouverte au président du Sénégal, Macky Sall, lui demandant d'intervenir dans ce dossier en tant que président du pays hôte du Sommet de la Francophonie », a informé Didier Givodan, ajoutant que si Cfi ne revient pas sur sa décision, les télévisions africaines ne recevront plus le service Aitv à compter de ce lundi. « Conçu sans concertation, ce projet de fermeture dresse contre lui les correspondants africains de l'Aitv, les télévisions nationales africaines bénéficiaires de ce service, les personnels parisiens et, d'une manière générale, celles et ceux qui considèrent que l'actualité n'est pas « hors sujet » sur les antennes de France télévisions », a tenu à préciser M. Givodan.

D'après lui, il urge que toutes les parties concernées par ce dossier entament un dialogue pour trouver la formule qui permettra de concilier les contraintes budgétaires françaises, la recherche de synergies entre opérateurs, l'approvisionnement en images des chaînes africaines et françaises, le transfert de compétences et la préservation de l'expertise des équipes africaines et parisiennes de l'Aitv.

Ibrahima BA

A Saint-Louis, Benjamin Valfroy a lancé la vidéo « Halte aux grossesses précoces »

De nombreux mélomanes de la capitale du Nord ont répondu à l'invitation du président de l'association Saint-Louis/Compil, Benjamin Valfroy, célèbre pianiste, compositeur et arrangeur établi en Europe, qui procédait au lancement d'un vidéo-clip sur les grossesses précoces.

C'était en présence du directeur du Centre culturel régional, Moustapha Ndiaye Och, et de sa grande sœur Marie, Madeleine Valfroy Diallo, comédienne et journaliste de la Rts à la retraite.

Selon Benjamin Valfroy, ce produit a été réalisé par son association avec l'appui de la jeune chanteuse Louise Diop et l'Unfpa (ex-Fonds des Nations unies pour la population, Fnuap). Intitulé « Halte aux grossesses précoces », il permet de bien sensibiliser les populations sur les conséquences des mariages précoces, de tous les dangers liés à ce fléau.

Moustapha Ndiaye Och a rappelé que les Valfroy sont issus d'une très grande famille d'artistes qui ont une



renommée internationale. Il s'est réjoui de la promptitude de Benjamin Valfroy à aider les jeunes talents de la musique sénégalaise à se produire, à parfaire leurs connaissances dans le domaine de la musique écrite et de la création de nouveaux genres musicaux.

Le directeur du Centre culturel régional de Saint-Louis n'a pas manqué de souligner que ce compositeur est le benjamin des frères Valfroy (le guitariste Albert, le batteur Marc,

etc.) qui ont mis en place, depuis une trentaine d'années dans la capitale du Nord, le groupe de musique « Afro Walo ».

Benjamin et Marie Madeleine ont mis à profit cette cérémonie pour visionner un autre vidéo-clip sur l'excision et les mutilations génitales féminines réalisées en 2013 par l'association Saint-Louis/Compil, en étroite collaboration avec la chanteuse Mama Sadio et l'Unfpa.

Mbagnick Kharachi DIAGNE

CINÉMA « CONGO, UN MÉDECIN POUR SAUVER LES FEMMES »
Angèle Diabang raconte les souffrances et espoir des victimes de viol

Ce jeudi 27 novembre avait lieu la projection du documentaire « Congo, un médecin pour sauver les femmes » à l'Institut Goethe de Dakar. A travers ce 4^{ème} film, la jeune réalisatrice sénégalaise Angèle Diabang dénonce l'usage du viol en République démocratique du Congo (Rdc) comme arme de guerre. Elle était présente pour expliquer son projet.

Déjà sorti en France et salué par la presse, le film « Congo, un médecin pour sauver les femmes » dresse le portrait du chirurgien et gynécologue congolais Denis Mukwege. Ce dernier a reçu le prestigieux prix Sakharov 2014. Dans son hôpital, il consacre sa vie à sauver des femmes victimes de viols dans la province du Sud-Kivu. Menacé de mort à plusieurs reprises, le « médecin qui répare les femmes » ne baisse pas les bras. En quinze ans, il a pris en charge plus de 40.000 de ses concitoyennes.

Au-delà de présenter avec pudeur l'incroyable et courageuse vocation du médecin, le documentaire lance au public le cri silencieux des femmes congolaises. Les témoignages de ces femmes, âgées de 16 à 55 ans, sont bouleversants tant l'horreur racontée est insupportable. Violées par les rebelles, humiliées dans leur intimité, isolées, contraintes d'accepter une souffrance physique et psychologique, c'est dans l'hôpital Banzi qu'elles trouvent refuge. Créé en 1999 par le docteur Mukwege, l'hôpital n'a pas pour unique vocation d'apporter un soin physique aux victimes. En effet, le film montre bien que suite aux opérations chirurgicales, une réparation psychologique est nécessaire, suivi d'une période de réinsertion. Les actes barbares commis par les groupes rebelles ont des répercussions sur tout le tissu social au Congo. Tout le pays en est fragilisé.

Bien que le film soit réalisé par une femme accompagnée d'une camérawoman, qu'il témoigne du combat de victimes congolaises et que 65% du personnel de santé à l'hôpital Banzi est féminin, il est adressé à tous les genres. Comme l'a exposé un confrère journaliste suite à la projection, les femmes dévoilées dans le documentaire pourraient être vos sœurs, mères, grand-mères, épouses.

De l'horreur aux perspectives

L'insupportable réalité de ces femmes victimes de viols est exposée au grand jour grâce à ce documentaire. Annie-Françoise, 17 ans, témoigne face à la caméra : « Je me sens perdue. Tout mon entourage me déteste parce que j'ai été violée par des militaires en rentrant de l'école. Mes amies ne me parlent plus à cause de ça. Tout me ramène aux souffrances qu'ils m'ont infligées. [...] Malheureusement, je suis restée en vie. Si j'avais pu mourir... ». Des histoires terribles, il y en a beaucoup d'autres. Les images, poignantes d'intensité soulignent l'injustice.

Ces femmes doivent continuer à vivre malgré tout. L'atrocité et la



blessure sont là, et pourtant, certains plans du documentaire nous laissent apercevoir avec pudeur des sourires, quelques rires ou encore des moments de d'expression collective. Tout au long du film, on suit la progression des patientes. Du traumatisme et de la peur renaissent peu à peu en elles confiance et moments de joie. Grâce au Maisons Dorcas, aux centres d'apprentissage et au personnel médical présent, les survivantes s'initient à un métier et reprennent goût à la vie. La réalisatrice Angèle Diabang tient à montrer cette touche d'optimisme. Elle souhaite éviter de montrer l'Afrique misérable, pauvre : « Je veux donner à voir ce que l'Afrique a de plus fort, de meilleur ».

Optimisme

L'espoir, la jeune réalisatrice le voit aussi à travers son public. Il propose une voie de partage et de diffusion de cette réalité congolaise. A la fin de la séance, on assiste à un tonnerre d'applaudissements, puis le silence. Il faut du temps pour digérer les images et les paroles que l'on vient de recevoir en plein visage. Le film ne peut laisser indifférent. Il pose de réelles questions de responsabilités : Tout d'abord, le documentaire se veut informatif : prendre conscience des conditions de vie d'êtres humains dans des pays voisins. Ensuite, le film vise à faire agir son public, même à petite échelle : s'interroger en tant que consommateur : par exemple, les montres fabriquées à partir de minerais congolais alimentent l'actuel conflit.

En décembre ou janvier prochains, la réalisatrice annonce une autre projection à Dakar. Elle a clairement exprimé son souhait de recevoir dans le public des personnalités politiques. Son film est engagé et au médecin Mukwege, il vise à faire agir la communauté internationale. Angèle Diabang envisage d'ores et déjà d'accueillir la Première dame sénégalaise, Mme Sall, à sa prochaine séance.

Cora PORTAIS (stagiaire)



LA RONDE DES MOTS N°13

Trouvez les mots à partir des définitions au milieu des grands cercles en commençant par les petits ronds au-dessus des flèches et en tournant dans le sens des aiguilles d'une montre. Pour vous aider, certaines lettres sont déjà inscrites.

A word search grid with 5 columns and 5 rows of large circles. Each circle contains a definition. Small circles with letters are placed at the top of some definitions. The definitions are:

- C'EST FOU
- PROBLEME CORSÉ
- FUTUR PROCHE
- GRANDE PARESSE
- CANARD DE MERS
- DE GRANDE DIMENSION
- IL ACCOMPAGNE L'APETIT
- DE LA LUNE PEUT ÊTRE
- RESTES DE CLOPES
- BORD DE MER
- REMIS EN DEMEURE
- GROUPE D'AMIS
- PRONONCER DE NOUVEAU
- NYPHPE DES MONTAGNES
- APPORTER
- FRERE D'ELECTRE
- EXPRIMER HAUT ET FORT
- PAS DE LA MEME DIMENSION
- DANS LES NUAGES
- COMME UN BON ARBITRE
- TRAITES AVEC MEPRIS
- LUI SEUL PEUT PORTER LA BARBE
- SE PAIGNE
- DE LA MOQUERIE
- ETTOFFE DE SOIE LÉGÈRE

Agenda

Spectacle Dakar-Dakar: Pikine, Fass et Ouakam en finale, samedi



La Place de l'Obélisque va accueillir, ce samedi à partir de 17h, la finale de la première course à vélo statique du Sénégal qui oppose les quartiers de Pikine, Fass et Ouakam. La manifestation, où est attendue le président François Hollande, est organisée par la célèbre compagnie de théâtre de rue, Royale de Luxe, basée à Nantes (France).

Plusieurs coureurs seront en compétition pour faire le tour du Sénégal tout en restant immobiles, d'après une idée originale du directeur et metteur en scène de la compagnie, Jean-Luc Courcoult

Royale de luxe considérée comme emblématique du théâtre de rue en France et dans le monde a lancé l'évènement Dakar-Dakar, samedi dernier.

Expositions : Un éventail d'œuvres au Village des arts

Le Village des arts de Dakar propose jusqu'au 10 décembre une exposition-vente, inscrite dans le cadre du XVème Sommet de la Francophonie. Cette 2ème édition du Salon du vil-

SORTIR CE WEEK-END...

lage des arts, soutenue par le collectif des espaces d'art à Dakar « Partours » offre aux artistes sénégalais visibilité, rencontres, et échanges. Ainsi, quotidiennement et jusqu'au 10 décembre, les visiteurs peuvent profiter, de 10h à 20h, d'un éventail d'œuvres originales créées par une cinquantaine d'artistes résidents au Village.

« Rétroiseur » de Ibou Diouf à la Bicis Prestige
Jusqu'au 10 décembre, l'artiste Ibou Diouf présente ses créations au niveau du hall de l'agence Bicis Prestige pour l'exposition de son oeuvre « Rétroiseur ».

Christophe Sawadogo à la Galerie Arte

Dans le sillage du programme « Partours », le peintre burkinabé Christophe Sawadogo présente ses œuvres à la Galerie Arte de Dakar ses œuvres autour du thème « Petits pas du matin ». Christophe est un artiste peintre burkinabé qui excelle dans l'art de l'aquarelle ; ses compositions sont aériennes et oniriques. Figuratives, elles sont traversées par des personnages flottants et racontent des bribes d'histoires qui donnent matière à interprétation. Abstraites, elles sont sillonnées de signes, d'écritures grattées difficilement déchiffrables qui nous invitent à la méditation plus qu'à la compréhension.



BLAGUE

■ C'est un mec qui rentre dans un bar. Il s'assied et demande au serveur :
- Bonjour, je prendrais un monocle.
Le serveur, un peu gêné, dit au client :
- Monsieur, ici vous n'êtes pas chez un opticien.
- Non, je vous demande un monocle !
Le serveur, s'énervant, lui demande :
- Qu'est-ce qu'un monocle d'après vous ?
- C'est un verre à l'œil !

SOLUTIONS LA RONDE DES MOTS N°41

A word search grid with 10 columns and 10 rows of large circles. Each circle contains a definition. Small circles with letters are placed at the top of some definitions. The definitions are:

- LA GLOSSINE
- TERRAINS DE PRODUCTIONS
- ARTICLE DE FOYER
- PLANTATION DE SEIGLES
- FOCON DE FAIRE
- MESURER LES CAPACITES
- EAU D'EUROPE CENTRALE
- C'EST UNE IDIOTIE
- DANS LES NUAGES
- UNE FOIS DE PLUS
- POETE SUEDOIS
- FAIT POUR CONNAITRE LE SEXE DES POUSSINS
- CALME ET REPOSANT
- PLUS QUE PARFAIT
- IL A DECOUVERT LE CHAMP MAGNETIQUE
- AFFAIRE COMMERCIALE
- MESURAGE DE SURFACE
- RÉCRIER
- OÙ SE DETENDRE AU GRAND AIR
- QUAND MEME AUTORISE
- DIALECTE SIBERIEN
- SONT DU COTE DE LA SOURCE
- PASSAGE ENTRE DES PORTES
- PAS DE LA MEME DIMENSION
- SE PASSE AVEC DES EPREUVES

agenda dakarois

MEDECIN DE GARDE
Dr Aristide AYTE
112, rue Marsat x Reims
Tel : 33 821.14.56

SAMU NATIONAL
15 15
33.869.82.52

S.U.M.A.
33 824 24 18

SUMA-MEDECIN
33 864 05 61 - 33 824 60 30

S.O.S MEDECINS
33 889 15 15

HOPITAUX
Principal : 33 839.50.50
Le Dantec : 33 889.38.00
Abass Ndao : 33 849.78.00
Fann : 33 869.18.18
HOGGY (ex-CTO) :
33 869 40 50

CENTRE ANTI POISON
818 00 15 15

EAU - SDE
Service dépannage
& Renseignements
800.00.11.11
(appel gratuit)

ONAS
Egoûts, collecteurs
NUMERO ORANGE
(appel gratuit)
81 800.10.12

SENELEC
Service Dépannage
33 867.66.66

TELEPHONE
Renseignements Annuaire :
1212
Service Dérangements :
1413
Service Clients :
1441

SECURITE
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18

TRANSPORTS
Société nationale de Chemins
de Fer du Sénégal (SNCS) :
33 823.31.40

Aéroport Léopold S. Senghor
de Yoff : 33 869.22.01 / 02
Port Autonome de Dakar
(24H/24) : 33 849.45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849.45.24
Pilottage : 33 849.45.45

HEURES DE PRIERES MUSULMANES
• Fadiar : 06H169
• Tisbar : 14H15
• Takoussan : 16H45
• Timis : 18H46
• Guéwé : 19H46

HEURES DE MESSE
• Cathédrale : 7H-18H30
• Martyrs de l'Ouganda :
6H30-18H30
• Saint Joseph : 18H30

le soleil

Quotidien national
édité par la Société
Sénégalaise de Presse
et de Publications (SSPP)
ISSN 0850-0703
Adresse :
Route du Service
Géographique
Hann - Dakar R.P. (Sénégal)
BP 92
Standard
Tél : 33 859.59.59

Directeur Général,
Directeur de la Publication
Cheikh THIAM

Secrétariat DG
Tél : 33 859.59.00

Coordonnateur Général
des Rédactions
Ibrahima MBODJ
Tél : 33 859 59 41
imbodj@hotmail.com

Rédacteur en chef central
Daouda MANE
Tél : 33 859 59 10
dmaneir@yahoo.fr

Rédacteur en chef central
adjoint
Mamadou DIOUF
Tél : 33 859 59 66
diouf@france24.com

Coordonnateur Rédaction Sports
Babacar Khalifa NDIAYE
Tél : 33 859 59 37
khalifandiaye44@yahoo.fr

Coordonnateur
Pool des Grands-reporters
Ibrahima MBODJ
Tél : 33 859 59 25
imbodj@hotmail.com

Département commercial
& Marketing
Tél : 33 859 - 59 09
33 859 - 59 - 44

Service commercial
Tél : 33 859 59 43
33 859 59 33

Abonnement :
33 859.59.33

Recouvrement :
33.859.59.03

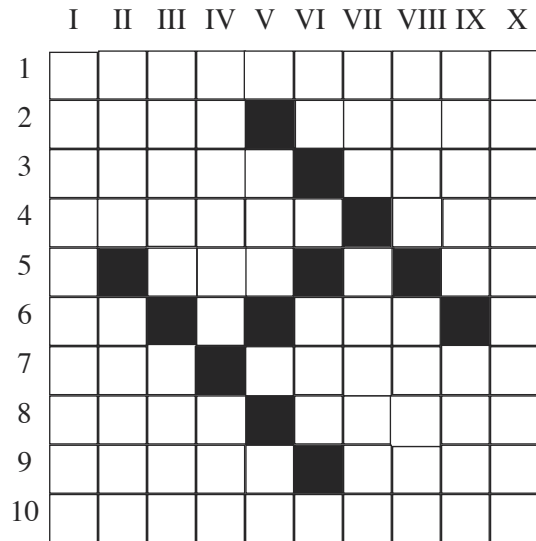
Télécopie - Fax :
33 832.08.86 - 33 859.60.50

Impression :
LE SOLEIL

Internet :
http://www.lesoleil.sn
Email : lesoleil@lesoleil.sn
Le Soleil est membre du MEDIAF
http://www.mediaf.org

mots croisés

• PAR DIEUMBE NDIAYE



PROBLEME N° 12.477

HORIZONTALEMENT : De la Méditerranée orientale. 2. Qui a vécu - Bout de sèche. 3. Une sorte - Se mouiller le corps. 4. Partie à l'est - Mot de Jésus sur la croix. 5. Roue creuse - De là. 6. Sigle cher aux Lions - Il y a à boire. 7. Je suis anglais - Font un travail écrasant. 8. C'est élégant - La potence. 9. On peut le donner en exemple - Affluent de la Seine. 10. Elles parlent bien.

VERTICALEMENT : I. Singe laineux. II. Ville au pied des monts Matra - Il connut une grande sécheresse. III. Arriver - Qui a une mauvaise vue. IV. Bien ventilées - Cuisinier en chef. V. Grande école - Plus ignoré. VI. Aux termes du trac - Un gros étranger. VII. Personnel après vous - Le voisin de l'est. VIII. Bien attaché - Jeu de devinette. IX. Cité lettre par lettre - Arbre d'Afrique. X. Boîtes pour apprendre aux oiseaux à chanter.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

HORIZONTALEMENT : 1. OLIGOPOLES. 2. MIDI - CREPU. 3. BE - NV - STOP. 4. RUE - OT - SUE. 5. NATAL - XR. 6. GF - AERES. 7. EUS - RI - ISO. 8. UTES - NO - AS. 9. SERAS - LICE. 10. ESTRAPASSE.

VERTICALEMENT : I. OMBRAGEUSE. II. LIEU - FUTES. III. ID - EN - SERT. IV. GIN - AA - SAR. V. VOTER - SA. VI. PC - TARIN. VII. ORS - LE - OLA. VIII. LETS - SI - IS. IX. EPOUX - SACS. X. SUPERPOSEE.

horoscope

BELIER



(21 mars - 20 avril)
Tout ira bien dans foyer. L'amour y régnera en maître et vous vous sentirez pleinement heureux (se). Profitez-en! Les choses pourraient bientôt se gâter un peu à cause d'un malentendu ridicule.
Couleur porte bonheur : Blanc
Affinités Astrales : Balance et Scorpion
Chiffres de chance : 8 6 1

TAUREAU



(21 avril - 21 mai)
Misez à fond sur la créativité et l'imagination. Ces deux atouts, vous les aurez au plus haut degré cette fois-ci. Vous pourriez même envisager un changement de métier.
Couleur porte bonheur : Gris
Affinités Astrales : Bélier et Verseau
Chiffres de chance : 3 4 9

GEMEAUX



(22 mai - 21 juin)
Vous aurez tendance à vous donner en spectacle. Prenez garde que ce comportement ne vous desserve et n'éloigne vos plus fidèles amis. Souvenez-vous que « qui s'exalte sera humilié et qui s'humilie sera exalté ».
Couleur porte bonheur : Jaune
Affinités Astrales : Vierge et Sagittaire
Chiffres de chance : 2 4 6

CANCER



(22 juin - 23 juillet)
Les bons influx ne se bousculeront pas dans votre ciel astral ! Patience, ça va revenir. En attendant, adoptez d'emblée une attitude plus conciliante et vous aurez des chances de voir l'horizon s'éclaircir.
Couleur porte bonheur : Gris
Affinités Astrales : Balance et Sagittaire
Chiffres de chance : 7 3 2

LION



(24 juillet - 23 août)
Précisez nettement votre objectif et poursuivez le jusqu'au bout avec ténacité, car vous commencez en ce moment à traverser une phase d'évolution positive. Ne prenez aucun risque superflu ou excessif.
Couleur porte bonheur : Violet
Affinités Astrales : Gémeaux et Vierge
Chiffres de chance : 8 9 4

VIERGE



(24 août - 23 septembre)
Vous avez juré de ne pas vous laisser prendre au piège trop souvent tendu par l'autre sexe dont l'infidélité est prouvée! Mais vous changerez d'avis aujourd'hui, après une rencontre qui vous laissera révéler (euse).
Couleur porte bonheur : Blanc
Affinités Astrales : Scorpion et Capricorne
Chiffres de chance : 7 3 6

BALANCE



(24 septembre - 23 octobre)
Vos craintes concernant les ressources matérielles seront ravivées. Pourtant ce n'est pas en vous lançant dans des placements à haut risque que vous vous mettrez à l'abri. Ne pensez pas à un avenir trop lointain.
Couleur porte bonheur : Violet
Affinités Astrales : Taureau et Cancer
Chiffres de chance : 4 2 1

SCORPION



(24 octobre - 22 novembre)
Vous aurez besoin de prendre l'air. Si certains travaux ou certaines obligations peuvent attendre, remettez-les sans façon à plus tard. Prenez du repos, évadez-vous: vous serez beaucoup plus efficace après.
Couleur porte bonheur : Indigo
Affinités Astrales : Sagittaire et Verseau
Chiffres de chance : 2 8 7

SAGITTAIRE



(23 novembre - 21 décembre)
Energie nettement en baisse. Ne cédez pas à la paresse si vous avez une tâche importante à terminer; cela tournerait bien vite à la lassitude, au découragement. Aussi, mettez de l'ordre dans vos idées et dans vos affaires.
Couleur porte bonheur : Gris
Affinités Astrales : Lion et Scorpion
Chiffres de chance : 3 2 9

CAPRICORNE



(22 décembre - 20 janvier)
Superbe équilibre affectif. Alors, ne compromettez surtout pas cette harmonie en adoptant une attitude méfiante à l'égard de votre bien-aimé(e). Vous pourriez le regretter bien amèrement.
Couleur porte bonheur : Bleu
Affinités Astrales : Taureau et Lion
Chiffres de chance : 6 4 7

VERSEAU



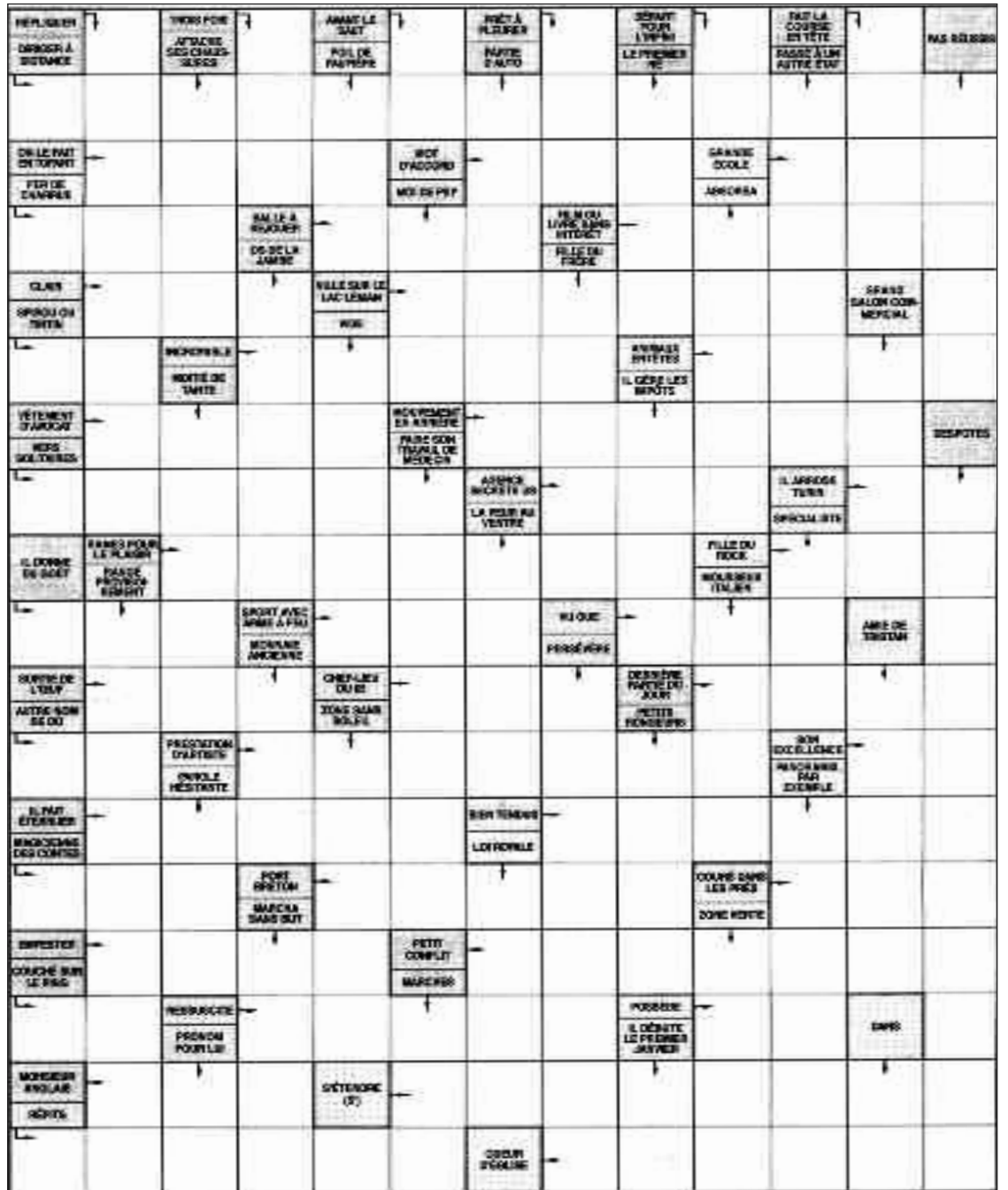
(21 janvier - 19 février)
L'ambiance planétaire amènera une certaine tension dans votre foyer. Mais une attitude un tant soit peu tolérante et réceptive arrangera vite les choses. N'élevez pas la voix et écoutez bien.
Couleur porte bonheur : Orange
Affinités Astrales : Vierge et Sagittaire
Chiffres de chance : 1 8 2

POISSONS



(20 février - 20 mars)
Votre efficacité fera l'admiration des personnes travaillant avec vous. Aussi ne refusez-elles pas de vous suivre si, tranchant délibérément avec un certain immobilisme, vous décidez d'aller de l'avant.
Couleur porte bonheur : Bleu
Affinités Astrales : Taureau et Vierge
Chiffres de chance : 2 3 4

mots fléchés N° 2518



Solution N° 2517



Pensée du jour

«En travaillant pour les seuls biens matériels, nous bâtissons nous-mêmes notre prison.»

(Antoine de Saint-Exupéry)

Visitez nos sites Internet :

<http://www.lesoleil.sn>

Le Soleil est membre du MEDIAF :

<http://www.mediaf.org>

7 erreurs




Solution du jeu N° 727 des 7 erreurs

1. La hauteur de la porte de la Direction.
2. Le bouton de manchette de l'homme au premier plan.
3. Le nombre de pages du journal de l'homme au premier plan.
4. Le placement de la souris de l'ordinateur de la femme.
5. La longueur du clavier de l'ordinateur de l'homme au premier plan.
6. Le sens des rayures de la cravate du Directeur.
7. Le nombre de boutons de la manche de l'homme assis près de la femme.

nécrologie

SOUVENIR
29 novembre 2013 - 29 novembre 2014
Un (1) an que nous a quitté



Amadou Moustapha CAMARA
Ancien Directeur des Sports

En ce jour anniversaire de son rappel à Dieu, vous qui l'aviez connu, ayez une pensée pieuse pour le repos de son âme.

Fatiha + 12 Ikhllass + Salatou Ala Nabi

(29 Nov / 1er Dec 14)

SOUVENIR
30 novembre 1996 - 30 novembre 2014
Voilà 18 ans
que nous quittait



Ndèye Anna DIOP

En ce jour, ton époux, Docteur Khadime Guèye, tes enfants et toute la famille, ainsi que tes amis et la famille de feu Barka Diop se souviennent et prient pour le repos de ton âme.

Al Fatiha + 11 Likhlass.

(29 Nov 14)

SOUVENIR
24 novembre 2013
24 novembre 2014



E. H. Abdou Karim NDIAYE

Un an déjà et le souvenir de cet homme exceptionnel reste toujours vivace dans nos esprits. Ton épouse Khadissatou Seck, tes enfants et tes proches ne pourront t'oublier.

Repose en paix, qu'Allah l'accueille en son paradis éternel.

Priez pour le repos de son âme.
Fatiha + 11 Likhlass
+ Ayatoul Koursiyou

(24 Nov.14)

SOUVENIR



Oumar NDIAYE
Ancienne gloire de l'équipe de foot-ball de la Saint-Louisienne

Son épouse Awa Gueye, ses frères et soeurs, ses enfants, gendres, belles-filles, petits enfants, parents et amis sont invités à prier pour le repos de son âme.

(24 Nov.14)

DECES

M. Antoine Pierre MOISE et famille, M. Jean Marie MOISE et famille, famille feu Alphonse Victor MOISE, M. Emmanuel-René MOISE et famille, les familles MOISE, CABRAL, GOMES, FORBIS, NAJIM, BOCANDE, FIDELIS, SAGNA, CARVALHO, BA, GOUDIABY, FERREIRA, LOPY, FONS, CABO, DRAME, BARBOZA, KHADRA, SADIO, parents et alliés ont l'immense tristesse de vous annoncer le décès de



Mme veuve Firmina Cabral de Almada MOISE

survenu à son domicile sis à Mermoz le 25 novembre 2014 à l'âge de 92 ans.

La levée corps aura lieu le mardi 2 décembre 2014 à 17 heures à la morgue de l'hôpital Fann.

L'enterrement aura lieu le mercredi 3 décembre 2014 à Ziguinchor.

(29 Nov 14)

40^{ème} JOUR



Modière SIDIBÉ dite Mame SIDIBÉ

Voilà 40 jours, en ce samedi 29 novembre 2014, que nous tournons sur nous-mêmes. Perdre sa mère, c'est perdre ses repères. Les jours ont passé et les éloges se ressemblent. Quelle fierté d'être tes enfants ! Certes, nous avons le cœur gros, mais grande est notre joie d'entendre les gens t'honorer. SANTA YALLA.

Ton élégance et ta prestance se distinguaient. Tu as toujours vécu au service des autres, dans la totale discrétion.

Tes enfants et petits-enfants te regrettent profondément et te disent «DIEUREUDIEUF» pour la généreuse, bienveillante et affectueuse Maman que tu as été.

Les familles Guèye, Sidibé, Sougou, Ngom, Soumaré, Sow, Diakhoumpa, Camara, Diallo, Diandy, Ndiaye Niang, Ndour, Sagna, Fall et Konaté vous convient à une communauté de prières à l'occasion du **40^{ème} jour de son décès.**

Fatiha + 11 Likhlass

(SPG)

télévision
TV5MONDE

SAMEDI 29 NOVEMBRE	13:43 SUR LA PLANCHE
04:17 FABRIQUES CULTURELLES	15:29 C KÉMA ?
04:32 OUTRE-Zapping	15:31 COMMISSARIAT DE TAMPY 3
05:00 TV5MONDE LE JOURNAL	15:57 COMMISSARIAT DE TAMPY 3
05:10 MÉTÉO	16:25 MERCI PROFESSEUR !
05:14 LE JOURNAL DE L'ÉCONOMIE	16:27 QUESTIONS POUR UN CHAMPION
05:19 ET SI... VOUS ME DISIEZ TOUTE LA VÉRITÉ	17:00 64' LE MONDE EN FRANÇAIS - 1RE PARTIE
05:33 LE JOURNAL DE RADIO-CANADA	17:23 TERRIENNES
06:00 MÉTÉO	17:26 MÉTÉO
06:03 VOYAGES AU BOUT DE LA NUIT	17:30 64' LE MONDE EN FRANÇAIS - 2E PARTIE
06:54 ARTISANS DU CHANGEMENT	18:00 64' L'ESSENTIEL
07:00 TV5MONDE LE JOURNAL	18:08 AFRIQUE PRESSE
07:15 MÉTÉO	18:53 ARTISANS DU CHANGEMENT
07:20 MADEMOISELLE ZAZIE	19:00 LE JOURNAL DE LA RTS
07:27 MADEMOISELLE ZAZIE	19:30 LE JOURNAL DE FRANCE 2
07:34 ZOUBABU	19:56 MÉTÉO
07:37 BRIGADE ANIMO	20:00 DES DROITS POUR GRANDIR
07:51 LA BANDE DES MINJUSTICIERS	20:02 WARI
07:59 LA PETITE GÉANTE	20:30 TV5MONDE LE JOURNAL AFRIQUE
08:11 LA PETITE GÉANTE	20:57 MÉTÉO
08:23 LANFEUST QUEST	21:00 FRÈRES D'ARMES
08:48 TEENAGER	21:03 HIER ENCORE
09:14 J'AIME LES MOTS	22:58 ACOUSTIC
09:17 7 JOURS SUR LA PLANÈTE	23:26 LE JOURNAL DE LA RTBF
09:45 DESTINATION FRANCOPHONIE	23:41 MÉTÉO
09:50 XVE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE	23:47 ON N'EST PAS COUCHÉ
12:44 PLATEAUX CEREMONIE OUVERTURE SOMMET FRANCOPHONIE	01:42 TV5MONDE LE JOURNAL
12:44 J'AIME LES MOTS	02:03 MÉTÉO
12:47 LE JOURNAL DE LA RTBF	02:06 ARTISANS DU CHANGEMENT
13:17 TV5MONDE LE JOURNAL	03:00 TV5MONDE LE JOURNAL
13:38 JEUNESSE, À VOS DROITS !	03:20 MÉTÉO
	03:23 REFLETS SUD

BULLETIN D'ABONNEMENT
A retourner sous pli à: SSPP le Soleil - Service Abonnements BP 93 Dakar RP
Tél: 33 899 50 93 Fax: 33 832 08 Mail: viathiam@gmail.com

OUI, je désire m'abonner au Quotidien le Soleil pour
1 an 58 000 FCFA 6 mois 30 000 FCFA 3 mois 16 000 FCFA
Je commande _____ exemplaire(s) soit un montant de _____ FCFA

Je désire recevoir une facture acquittée
Veuillez trouver ci-joint mon règlement à l'ordre de le SSPP le Soleil d'un montant de _____
(Veuillez préciser en chiffres et en lettres la somme à payer)

MES COORDONNEES
STRUCTURE _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
TEL _____ FAX _____ Email _____

DATE: _____ CLIENT _____

• Office réservée aux abonnés du Sénégal, autres pays : contacter notre Service Abonnements
• Conditions en vigueur susceptibles de changement

petites annonces

RADIO COMMUNICATION

ICOM L'autre façon de communiquer...

TERRESTRE - MARINE - AVIATION



IC M508 Fixe Marine
AIS Intégré - Compatible NINEA 2000

IC 5061 VHF Numérique

IC A 210 - Aviation

IC F8100 - HF Transceiver
125W - ALE + SELCALL

Sté HUSSEIN AYAD & Cie
76, Av. G. Pompidou - Tél. 33 821 65 25 - E-mail : hayad@orange.sn

IMMEUBLE

Immeuble 2K PLAZA,
Suite B5, Route du Méridien Président,
Quartier des Almadies, Dakar Sénégal

Type : Bureaux
Surface : 245 m²
Location : Sous location
Disponibilité : Immédiate
Prix : A discuter après la visite.



APPELEZ DES MAINTENANT SERVICE COMMERCIAL ET MARKETING
77 740 35 99 - 77 099 15 48

Publi 28 27 OCTOBRE 2014

Montpellier Business School

***1ère** des Grandes écoles françaises en Insertion professionnelle (Classement Challenges Déc.2013)

***6ème** en France au Classement Challenges Déc. 2013

***32ème** Master International au Classement mondial (Financial Times 2014)

Vous êtes titulaire d'un Baccalauréat ou d'un Bachelor

Vous voulez étudier dans l'une des meilleures Grandes écoles de Commerce de dimension internationale

INSCRIVEZ-VOUS AU CONCOURS de Montpellier Business School

Critères d'admission basés uniquement sur le mérite (mention souhaitée, qualité du dossier, rang dans le concours) avec soutiens financiers possibles

Renseignements: 33 868 31 17 / 77 629 64 44

• AGENCE COMMERCIALE
Pompidou «Le Soleil»
Passage Nehmé
Tel : 33 821 07 52

petites annonces

EDUCATION



Institut Polytechnique Panafricain



L'ECOLE DES BÂTISSEURS

Architecture - Ingénierie civile

Co-diplomation
联合学位

LUNDONG UNIVERSITY & SHANGHAI NORMAL UNIVERSITY




RENSEIGNEMENTS: 33 860 60 13 / www.ippdakar.com



CLIMATISATION

Sté H. AYAD & Cie
76, Av. Georges Pompidou
Tél. 33 821 65 25 / 33 22 38 80

Climatisation DE 1 A 7CV
50 ans d'expérience qui font la différence



Split, window, cassette, allège, armoire
Climatisation centrale sur demande
Tropicalisé, Purificateur d'air, Super silencieux, Système intelligent.

 **WESTPOINT**

IMMIGRATION

ACCÈS CANADA Immigration
Plus de 35 000 Visas remis

Avec Accès Canada, l'immigration ça marche depuis 19 ans dont 13 à Dakar

ET C'EST PROUVÉ.

4, av Léopold Sédar Senghor
Résidence Excellence 2ème étage
(place de l'Indépendance),
Dakar, Tél: 33 849 6446
www.accescanada.com

Vous pouvez contacter

L'Agence Commerciale POMPIDOU «Le Soleil»

Passage Nehmé

25, Avenue Georges Pompidou

Tél :
33
821
07
52

FORMATION

DÉCROCHEZ DES DIPLÔMES FRANÇAIS TOUT EN RESTANT AU SÉNÉGAL



IPAC FRANCE SCHOOL OF MANAGEMENT

Possibilité de Bourses

- ✓ BACHELOR EN MANAGEMENT : (BAC+3)
- ✓ EXECUTIVE BACHELOR : (BAC+3) en formation continue pour Bac+2 en activité
- ✓ MBA : Master in Business Administration (BAC+5)
 - Marketing □ Finance □ GRH

www.ipac-france.com

Diplômes Français délocalisés à l'Université Internationale de Dakar
Route des Almadies Tél : 33 820 24 80 / 77 745 01 25

Pour faire de **BONNES AFFAIRES** réservez, vos espaces

- SHOPPING chaque mercredi
- RESTAURAMA chaque vendredi
- LES BONNES ADRESSES chaque samedi dans «Le Soleil»

Pour bien VENDRE et bien ACHETER, faites CONFIANCE au «Soleil»

SERVICE FACTURATION
«Le Soleil»
33 859 59 38

FOOTBALL CAN 2015

Vers un record de sélectionneurs étrangers



Alain Giresse (Sénégal)



Avram Grant (Ghana)



Hervé Renard (Côte d'Ivoire)

Sur les 16 équipes qualifiées pour la Can 2015, 13 sont aujourd'hui entraînés par des sélectionneurs étrangers. C'est un record dans l'histoire de la Coupe d'Afrique des nations. « Les Européens ont le droit d'être mauvais et les Africains, non », estime Joseph-Antoine Bell, ancien portier international du Cameroun.

5 Français, 2 Belges, 2 Portugais, 1 Allemand, 1 Polonais, 1 Espagnol, 1 Israélien et seulement 3 Africains. S'achemine-t-on vers un record de sélectionneurs étrangers en phase finale d'une Coupe d'Afrique des nations (17 janvier-8 février) ? Ils sont désormais 13 « sorciers blancs » attendus en Guinée équatoriale, suite à la nomination de l'Israélien Avram Grant à la tête de l'équipe du Ghana, avant-hier. Du jamais vu. Le Congolais Florent Ibenge, le Sud-Africain Ephraïm Mashaba et le Zambien Honour Janza risquent donc de faire figure d'exception lors du tirage au sort de la Can 2015, prévu ce 3 décembre à Sipopo. Le précédent record d'entraîneurs non-africains présents à la Can remontait à 2008, avec 11 étrangers. En moyenne, ils sont 9 ou 10 à chaque Can depuis 1996 et la première phase finale de Coupe d'Afrique des nations à 16 équipes. La dernière fois où il y a eu

une majorité de coaches locaux, c'était lors de la Can 2002.

Le phénomène n'est donc pas nouveau. Mais il constitue un échec. La victoire de l'équipe du Nigeria, en 2013, sous la houlette de Stephen Keshi, semblait aussi être celle des entraîneurs d'Afrique de l'Ouest, rarement prophètes en leur pays. Deux ans plus tard, rien n'a pourtant changé. Stephen Keshi en est le meilleur exemple. Vainqueur de la Can 2013, auteur d'un bon parcours en Coupe du monde 2014, le Nigérien a été écarté deux fois puis rappelé deux fois par sa Fédération lors des éliminatoires de la Can 2015. « Malgré tout ce qui est dit depuis de nombreuses années sur le sujet, le nombre d'entraîneurs étrangers ne cesse d'augmenter en Afrique, constate Joseph-Antoine Bell, ancien portier international du Cameroun. En Afrique, un Européen remplacera un autre Européen. Eux, ils ont le droit

d'être mauvais. Les entraîneurs africains, non. On le vire quand il a été mauvais, et parfois même lorsqu'il a été bon, pour prendre un Européen derrière. C'est donc un problème de mentalité. Et ce n'est pas un problème propre au football. Cette attitude-là, on la retrouve dans beaucoup d'autres domaines ».

Les techniciens africains subissent, en outre, la concurrence accrue des coaches étrangers. Depuis quelques années, de plus en plus de Cv venus d'Europe, d'Asie et d'Amérique, sont envoyés aux fédérations et clubs d'Afrique. « Il y a de plus en plus de personnes qui entraînent en Europe, explique Joseph-Antoine Bell. Depuis que la formation des cadres existe là-bas, il en sort à la pelle tous les ans. Ils peuvent se prévaloir de qualifications reconnues. Du coup, il y a beaucoup de monde sur le marché, alors qu'il y a toujours le même nombre de clubs. Il y a donc peu de places en Europe. Résultat, on se retrouve en Afrique avec les excédents de l'Europe ». Le Camerounais conclut : « Ces entraîneurs étrangers viennent de loin, ils ont la couleur de la peau pour eux et il y a toujours quelqu'un pour les engager. »

ALGERIE

Feghouli : « Aller jusqu'au bout »



A quelques semaines du coup d'envoi de la Can 2015, et après une année folle qui l'a vu s'imposer comme une valeur sûre de la Liga et disputer un 8e de finale de Coupe du monde avec l'Algérie, Sofiane Feghouli s'est confié à France football. Le milieu algérien de Valence, 24 ans, évoque notamment le statut de favori des « Fennecs » à la CAN, contrariés toutefois par la délocalisation du tournoi en Guinée équatoriale : « Dans nos têtes, on s'était préparé pour jouer au Maroc dans

un pays voisin et frère avec des conditions similaires, et la possibilité d'avoir nos supporters en masse. Il est vrai aussi que les conditions climatiques et la qualité des pelouses auraient été un plus certain pour notre style de jeu. On ira en Guinée équatoriale avec un état d'esprit de conquérant pour pouvoir aller jusqu'au bout. » Il revient également sur son choix de porter les couleurs de l'Algérie, sur la génération dorée des « Fennecs », ainsi que sur ses statistiques individuelles.

CHAMPIONNATS EUROPEENS

ESPAGNE

Le Real Madrid pour un record, le Barça avec son recordman

Le Real Madrid, leader du Championnat d'Espagne, a l'opportunité aujourd'hui à Malaga d'améliorer la meilleure série de victoires de l'histoire du club, tandis que le Fc Barcelone va défier Valence demain pour la 13e journée, avec son buteur record Lionel Messi comme talisman.

Le programme (en heures Gmt) : Hier Real Sociedad - Elche 3-0 **Aujourd'hui 15h00** Getafe - Athletic Bilbao ; **17h00** Espanyol Barcelone - Levante ; **19h00** Malaga - Real Madrid ; **21h00** Celta Vigo - Eibar **Demain 11h00** Atletico Madrid - Deportivo La Corogne ; **16h00** Séville - Grenade ; **18h00** Cordoue - Villarreal ; **20h00** Valence - Fc Barcelone **Lundi : 19h45** Almeria - Rayo Vallecano

ITALIE

Programme de la 13ème journée (heure Gmt) : **Aujourd'hui 17h00** Sassuolo - Hellas Vérone ; **19h45** Chievo Vérone - Lazio Rome **Demain 14h00** Cagliari - Fiorentina ; Cesena - Genoa ; Empoli

- Atalanta Bergame ; AC Milan - Udinese ; Palerme - Parme ; **17h00** Juventus Turin - Torino ; **19h45** AS Rome - Inter Milan **Lundi 20h00** Sampdoria Gênes - Naples

FRANCE

Le programme de la 15ème journée : Hier Marseille - Nantes 2-0 **Aujourd'hui 16h00** Paris SG - Nice ; **19h00** Caen - Montpellier ; Lens - Metz ; Reims - Bastia ; Rennes - Monaco ; Toulouse - Lorient **Demain 13h00** Bordeaux - Lille ; **16h00** Evian-Thonon - Guingamp ; **20h00** Saint-Etienne - Lyon

ALLEMAGNE

Le programme de la 13e journée (en heures Gmt) : Hier Fribourg - Stuttgart 1-4 **Aujourd'hui : 14h30** Schalke - Mayence ; Leverkusen - Cologne ; Augsburg - Hambourg ; Hertha Berlin - Bayern Munich ; Werder Brême - Paderborn ; **17h30** Hoffenheim - Hanovre **Demain : 14h30** Wolfsburg - Mönchengladbach ; **16h30** Eintracht Francfort - Dortmund

COUPE DE LA CONFEDERATION

Séwé-Ahly, une finale aller qui promet

« Nous aimerions remporter le trophée pour rentrer dans l'histoire. A nous d'aller le chercher... A nous de jouer ». Rigo Gervais, l'entraîneur de Séwé Sports de San Pedro est bien conscient de ce qui attend son équipe cet après-midi en finale aller de la coupe de la Confédération. Car, en face, se dresse rien moins qu'Al-Ahly du Caire, multiple vainqueur de la Ligue africaine des champions mais qui, cette année, doit se contenter de la seconde compétition continentale des clubs. Éliminés en huitièmes de finale de la Champions League, les « Diables rouges » égyptiens ont reporté toute leur énergie sur cette Coupe de la Confédération, le seul trophée qui manque à leur impressionnant palmarès. Chez eux, les Ivoiriens

de Séwé Sports (qui pour l'occasion vont recevoir au stade Robert Champroux d'Abidjan, où l'entrée sera libre et gratuite) comptent bien réussir leur première grande finale africaine. Après avoir détrôné, ces dernières saisons, l'Asec et l'Africa Sports, les deux clubs phares d'Abidjan et de la Côte d'Ivoire, les gars de San Pedro veulent faire parler d'eux à l'international. Ce qui passe par un bon résultat aujourd'hui à domicile, en attendant la manche retour au Caire. C'est-à-dire, faire mieux que lorsque les deux équipes s'étaient croisées en phase de poules. Séwé n'avait su faire que nul (1 - 1) avant de s'incliner (0 - 1) au retour. Autant dire que les deux équipes se tiennent de très peu.

PAYS DISPOSANT DE 4 PLACES EN COMPETITIONS INTERCLUBS AFRICAINES

L'Afrique du Sud arrive, le Ghana sort

La Confédération africaine de football a communiqué la liste des 12 pays bénéficiant de 2 places dans chaque compétition interclubs. L'Afrique du Sud en fait désormais partie, alors que le Ghana en sort. Le parcours des Orlando Pirates jusqu'en finale de la Ligue des Champions 2013 profite à l'Afrique du Sud, qui intègre la liste des 12 pays bénéficiant de 2 places

dans chaque compétition interclubs. Le Ghana en sort dans le même temps, a annoncé hier la Caf.

Voici, du mieux au moins bien classé, les pays disposant de 4 places (2 en Ligue des Champions, 2 en Coupe de la Confédération) : Tunisie, Egypte, Rd Congo, Maroc, Nigeria, Soudan, Algérie, Mali, Cameroun, Congo, Afrique du Sud, Angola.

BRESIL

Pelé « répond aux antibiotiques » mais reste sous assistance rénale

(AFP) - La légende du football brésilien, Pelé, 74 ans, hospitalisé depuis lundi pour une infection urinaire à Sao Paulo, "va mieux" et "répond aux antibiotiques" mais reste sous assistance rénale en unité de soins intensifs, ont indiqué hier ses médecins. Son état demeure néanmoins préoccupant car la nature de son traitement indique que ses fonctions rénales sont au moins temporairement altérées, ce qui comporte un risque d'infection grave pouvant affecter d'autres fonctions vitales.

Pelé est un Dieu vivant au Brésil mais les informations sur son état de santé ne suscitent pas pour le moment une palpable émotion nationale. Les Brésiliens se sont habitués aux multiples pépins de santé de Pelé ces dernières années. Les journaux suivent de près la situation, mais accordent



plus d'importance à la nomination du nouveau ministre de l'Économie jeudi chargé de relancer une économie brésilienne en panne. Quelques fans font le pied de grue devant l'hôpital Albert-Einstein au milieu des journalistes brésiliens et étrangers. Pelé a reçu des messages de soutien d'anciens coéquipiers de la Selecao, mais aussi du président de la Fifa Joseph Blatter et de l'ancien international allemand Franz Beckenbauer.

BALLON D'OR

Le Real recadre Platini

En se prononçant en faveur d'un champion du monde pour l'obtention du prochain Ballon d'Or, Michel Platini a déclenché une forte réaction du Real Madrid qui voit Cristiano Ronaldo comme seul grand favori. De passage à Madrid mercredi, à l'occasion d'une réunion de l'institution du foot européen, le président de l'Uefa a déclaré que la logique, dans une année de Coupe du monde, veut que le Ballon d'Or revienne à un vainqueur de la compétition internationale. Voilà qui a dû faire plaisir aux Allemands, dont six sont en course pour la distinction du meilleur joueur de l'année. Le Français a tenu à souligner qu'il avait déjà affirmé ce point de vue il y a quatre ans avec l'Espagne mais la Maison Blanche ne s'est pas gênée pour contrer le champion d'Europe 1984 et soutenir plus que jamais Ronaldo. Après Alvaro Arbeloa et Carlo Ancelotti, montés au créneau pour s'insurger de la position du président de l'Uefa, le Real Madrid a publié hier un communiqué, manifestant sa "surprise par rapport aux déclarations réitérées sur ses préférences personnelles pour l'élection du vainqueur du Ballon d'Or, spécialement lorsqu'il s'agit du principal responsable du plus grand organisme du football européen, qui devrait faire preuve de la plus stricte neutralité". Le Real Madrid rappelle également que "le Ballon d'Or est une distinction individuelle qui récompense le meilleur joueur du monde", invitant les électeurs à en tenir compte. D'autant que Cristiano Ronaldo, poursuit le Real, "a réalisé la meilleure année de sa carrière à titre individuel", vainqueur de la Ligue des champions et de la Coupe du Roi, tout en étant Soulier d'or européen, meilleur buteur de l'histoire de la Ligue des champions sur une saison et meilleur buteur de la Liga. Pour tout ça, et parce qu'il a déjà inscrit 20 buts lors des 12 premières journées de la Liga cette saison, le n°7 du Real Madrid "mérite, plus que jamais, le Ballon d'Or", estime le club madrilène. Réponse, le 12 janvier prochain.

BASKET MBORIKA FALL, MEILLEUR ENTRAÎNEUR DE LA SAISON

« Ce n'était pas évident de succéder à Magatte Diop »

Mborika Fall, meilleur entraîneur de la saison nationale ! La distinction attribuée avant-hier par le Comité de normalisation du basket sénégalais (Cnbs) a, à première vue, de quoi surprendre. Même l'heureuse lauréate reconnaît qu'elle ne s'y attendait pas. « En fait, c'est ma première année comme titulaire sur le banc de l'équipe féminine du Duc, après 3 saisons passées à l'ombre de Magatte Diop », témoigne l'ancienne meneuse de classe internationale de l'équipe étudiante et des « Lionnes ». Mais avec 4 finales en fin d'exercice dont 3 victorieuses (championnat, coupe du maire de Dakar et trophée de l'Iam), elle a présenté des statistiques qui ont emporté l'adhésion du jury. Seule, en effet, la finale de la coupe du Sénégal a échappé à ses joueuses.

Une première année sur le banc particulièrement fructueuse donc pour la Saint-louisienne mais qui n'implique aucune pression à venir, selon Mborika Fall. « La pression ne saurait être plus forte que la saison passée. Car, d'abord, ce n'est pas évident de succéder à un monument comme Magatte Diop qui a tout gagné au plan national avec le Duc et en Afrique avec l'équipe nationale et qui, en plus, a été mon coach », argumente-t-elle. Mais, de savoir que son mentor serait toujours là pour l'aider en cas de besoin, l'avait quelque peu rassurée au tout



début. Sauf que Magatte Diop l'a « lâchée » après quelques matches, la responsabilisant à 100% en lui laissant le banc pour suivre les matches depuis les tribunes. « Ensuite, parce que ce n'est pas facile de diriger le Duc, une équipe en laquelle se reconnaît presque toute la communauté universitaire dakaroise. Surtout au moment de disputer une finale où tout peut arriver », ajoute Mborika Fall.

Heureusement qu'elle a superbement tiré son épingle du jeu. Ce qui lui a valu cet honneur de fin de saison qu'elle prend toutefois avec beaucoup d'humilité et de philosophie. « Je continuerai à apprendre auprès de grands entraîneurs qui m'ont tous apporté quelque chose : Birou de l'Ugb, Tapha Gaye, Ado Sano, Parfait Adjivon en plus de mon maître Magatte Diop. Tous sont de grands techniciens et

beaucoup d'entre eux ont décroché cette distinction avant moi. Ce qui ne les empêche pas d'être toujours présents à la base et de travailler comme si de rien n'était », confie l'ancienne meneuse et aînière des « Lionnes » qui compte bien suivre leur exemple. « Je donnerai toujours le meilleur de moi-même pour justifier la confiance placée en moi », promet Mborika Fall.

Après avoir été une très grande joueuse (Cf. par ailleurs), l'entraîneur des « Duchesses » entend se faire une aussi belle carrière depuis le banc. Mais, elle avoue que, contrairement à ce que l'on peut penser, la transition joueuse - entraîneur n'est guère évidente. « Quand on est sur le terrain, on est loin de s'imaginer combien c'est difficile d'être sur le banc. Et puis, moi qui étais meneuse voire aînière par moments, je ne savais pas grand-chose de ce que faisaient les pivots. En plus, gérer 18 à 20 joueuses dont certaines ont été mes coéquipières, avec des personnalités différentes, diriger les entraînements, préparer les matches et finalement choisir celles qui doivent jouer, ce n'est pas une sinécure », d'après Mborika Fall. Cependant, elle s'en est sortie comme un chef. Ce qui l'a aguerrie pour de bon, espère-t-elle, en tout cas. Le plus dur (c'est-à-dire la confirmation) est à venir. Mais, le défi ne l'effraie point.

B. K. N.

La meneuse aux multiples couronnes

Elle n'en est qu'à ses premiers pas d'entraîneur. Mais, si sur le banc, Mborika Fall réussit le même parcours jalonné de succès que sur le terrain, des lauriers, elle en glanera encore et encore les années à venir. Car, le coach du Duc a été une meneuse de classe internationale en plus de dépasser parfois avec bonheur comme aînière, autant avec les « Duchesses » qu'avec les « Lionnes ». Avec l'équipe nationale féminine, elle a remporté 3 championnats d'Afrique des Nations (et en a perdu une en Afrique du Sud face au Zaïre, actuelle Rd Congo), elle a pris part à deux championnats du monde et au tournoi olympique de 2000 à Sydney en Australie. Mborika Fall qui a été couronnée « Reine du basket » en 1992, a également à son palmarès 3 coupes d'Afrique des clubs champions remportées avec le Duc. Et c'est le cœur gros que l'ancienne meneuse regarde de loin les joutes continentales des clubs se disputer depuis quelques années sans les représentants du Sénégal. « C'est vraiment regrettable. Car, ces compétitions des clubs nous aidaient beaucoup autant pour les joutes nationales que pour les championnats

d'Afrique des Nations », note-t-elle avec nostalgie. En fait, dès après la fin de la saison nationale, les « Duchesses » des Ami Kane, Adama Diop et Adama Diakhaté qui régnaient alors sans partage sur le basket sénégalais (« nous sommes les seules à avoir réussi le grand chelem 5 saisons de suite », soutient-elle), enchaînaient au plan continental. Souvent avec succès. Et quand elles revenaient, elles étaient intenable, « car nous avions presque toujours 8 présélectionnées et 6 dans le groupe final ». Ainsi, elles tiraient la sélection vers le haut face à des adversaires qui avaient du mal à soutenir le rythme. « Et on allait presque toujours en finale », rappelle-t-elle. Aujourd'hui, tout cela est un lointain souvenir. « Actuellement, les joueuses passent toute l'intersaison sans compétition de haut niveau. Ce qui se répercute forcément sur les prestations de l'équipe nationale », constate cette voix autorisée. Pour elle, il faut revenir à ce qui avait fait la force du Sénégal en basket féminin : mettre les moyens et aider les clubs à disputer les épreuves continentales ».

B. K. N.

TAEKWONDO COUPE DU MONDE FRANCOPHONE

La Côte d'Ivoire encore sacrée, Gorome Karé sauve l'honneur

La 10ème Coupe du monde francophone de taekwondo se dispute à Dakar où les hostilités ont été ouvertes au stadium Marius Ndiaye. Une compétition encore remportée par les Ivoiriens devant la France et le Niger. Très attendus à domicile, les combattants sénégalais n'ont pas été performants avec des têtes d'affiche qui ont déçu.

Les combats disputés pour le compte de la Coupe du monde francophone de taekwondo ont consacré la suprématie des Ivoiriens qui conservent leur titre acquis l'année dernière au Vietnam. Ils devançant la France et le Niger qui complète le podium. Pays hôte de la compétition, le Sénégal est loin du compte qu'il s'était fixé en matière de médailles. Car sur les 8 combattants engagés, seuls 3 ont remporté des médailles ; ce qui les place la 5ème place du tournoi. La palme est revenue à Gorome Karé qui a remporté la médaille d'or dans la catégorie des -80kg. Moins performante, Aminata Cissé Diédhiou a perdu la finale des -67kg pour s'adjuger l'argent. Mbassa Sakho a permis à son équipe de glaner son autre médaille de la journée. Elle a perdu sa couronne, mais a remporté le bronze chez les +67kg. Le reste de la troupe est bredouille de cette journée, avec le premier combat de la com-



Bineta Diédhiou (casque bleu) n'a pu rien faire face à la Congolaise Masale Glody Mwaka. A l'image de nombre de ses coéquipiers qui sont passés à côté.

pétition qui devait donner le coup d'envoi de la domination sénégalaise et qui s'est avéré le plus chaotique. Avec l'entrée en lice de Balla Dièye, chef de file de l'équipe, le rêve a viré au cauchemar puisqu'il a été nettement dominé par

son adversaire, l'Ivoirien Othniel Peken Logbo dans la catégorie des -68kg. Bien entré dans sa partie pour avoir donné le premier coup, il a été cueilli à froid par son adversaire qui lui a donné un coup de pied par derrière qui l'a définitivement mis Ko et hors de course. Une blessure a également eu raison de son compatriote Amadou Gueye (+80kg) qui, après des débuts prometteurs et une victoire en 8ème de finale face à Evason Likinda de la Rd Congo, n'a pu disputer sa confrontation avec le Malien Karamoko Soumaré. La faute à une blessure alors qu'il tentait un coup à l'adversaire. Moustapha Kama (-58kg) n'a pas pu faire mieux puisqu'il a été sorti en quart par le Français Kylian Bonnet.

Les dames n'ont pas été mieux loties et cette quasi-hécatombe n'a pas épargné la meilleure d'entre elles, Bineta Diédhiou en -57kg. La quadruple championne du monde qui espérait conserver son titre à domicile n'a pas assuré face à la Congolaise de Kinshasa, Masale Glody Mwaka qui l'a dominée aux points (7-11). Sa compatriote Maimouna Diatta (-49kg) a connu le même sort face à une autre Congolaise qui a remporté le duel.

Ousseynou POUYE

FOOTBALL

KARIM SEYE, ANCIEN INTERNATIONAL SENEGALAIS
Mort d'un ancien buteur hors-pair

« C'était un buteur hors-pair », a dit Chérif Kandji de Karim Sèye, ancien international comme lui, décédé hier au Portugal où il vivait depuis plus de 20 ans. « Un vrai baroudeur, un véritable renard des surfaces », a renchéri Amadou Diop « Boy Bandit », son capitaine en équipe nationale dans les années 1980. Et pour cause, Karim Sèye, saint-louisien de naissance et fils de l'ancien footballeur et arbitre Abdoulaye Sèye Moreau, a toujours été une équation insoluble pour les défenseurs adverses. Formé à la Linguère de St-Louis, il s'est ensuite illustré à la grande Seib de Diourbel (devenue plus tard Sonacos puis Suneor) aux côtés de Chérif Kandji et autres Lamine Ndiaye. Deux fois meilleur buteur du championnat national au début des années 1980, il s'est ensuite envolé pour le Gabon où il a joué à l'Usm. Amadou Diop « Boy Bandit », entraîneur de l'équipe nationale de Beach soccer, qui a dans le même temps évolué au Fc 105 du Gabon, se souvient « d'un homme très serviable et honnête qui lui vouait un énorme respect ». En fait, en plus d'être son capitaine dans la grande équipe du Sénégal qui s'était qualifiée à la Can 1986 en Egypte, après 18 ans de traversée du désert, l'ancien joueur du Diaraf a fait le saut en même temps que l'ex-buteur de la Seib. « Après la Can 86, nous sommes allés tous les deux au Portugal, dans le club de Portimonense

qui alors jouait en D1. Nous y sommes restés 2 ans », témoigne « Boy Bandit ». D'après lui, c'est après que Karim Sèye est allé à Rio Ave.

Si l'ancien buteur de la Seib n'a pas eu la carrière internationale à la mesure de son talent, c'est, de l'avis de ses deux anciens coéquipiers, « parce qu'un autre grand avant-centre lui faisait ombrage, Jules Bocandé ». En effet, avec un Bocandé, titulaire, toujours présent, jamais blessé et souvent décisif, Karim Sèye son remplaçant direct et « avant-centre idéal » comme l'a décrit « Boy Bandit » était presque toujours collé au banc.

Mais, ceux qui l'ont côtoyé en club comme en sélection nationale retiennent de lui « un dur à cuire, un homme qui ne rechignait pas à la tâche » qui, malgré tout, entretenait de bons rapports avec tout le monde, partenaires comme adversaires.

B. K. N.

RUGBY COUPE D'AFRIQUE A VII

Les « Lions » visent une qualification au tournoi préolympique

L'équipe nationale de rugby à VII dispute, ce week-end, à Harare, la Coupe d'Afrique qui met en lice 12 équipes avec en ligne de mire une qualification au tournoi préolympique de 2015 en direction de Jo de Rio.

Le Sénégal entre en lice ce matin à 9h30 locales dans la Coupe d'Afrique de rugby à VII qui se dispute dans la capitale zimbabwéenne, Harare. Une entrée en matière qui s'annonce compliquée pour les « Lions » qui auront, en face d'eux, l'Afrique du Sud et qu'il faudra négocier afin de pouvoir poursuivre dans de bonnes conditions ce tournoi qui s'apparente à un marathon. Car, pour le premier tour, la bande au capitaine Amady Diallo doit disputer 5 rencontres dont 4 pour la seule journée d'aujourd'hui. Du coup, après les Sud-Africains, les Sénégalais vont se frotter à 11h40 à Madagascar, autre ténor du rugby continental et cité parmi les favoris du groupe. Après la pause, les « Lions » seront d'attaque pour la reprise avec comme adversaire le Botswana. Pour les fédéraux, cette rencontre est, sans nul doute, l'une des plus aisées au programme avec

comme mot d'ordre, la victoire pour écartier un adversaire potentiel au classement final du groupe. Puisque c'est avec cette équipe et la Zambie, son 4ème adversaire du jour, que le Sénégal se bat pour se positionner parmi les quatre premiers du groupe au terme du premier tour.

Une place dans le carré d'as qui garantit une participation « au tournoi préolympique de 2015, pour les Jeux olympiques de Rio où, pour la première fois, le rugby à VII sera sport officiel ». Pour boucler la phase de poule et se projeter sur le second tour, les « Lions » rencontrent, demain dimanche, la Tunisie qui est un autre gros morceau dans ce groupe. La poule A est, pour sa part, constituée du Kenya, du Zimbabwe, de la Namibie, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire et de l'Ouganda.

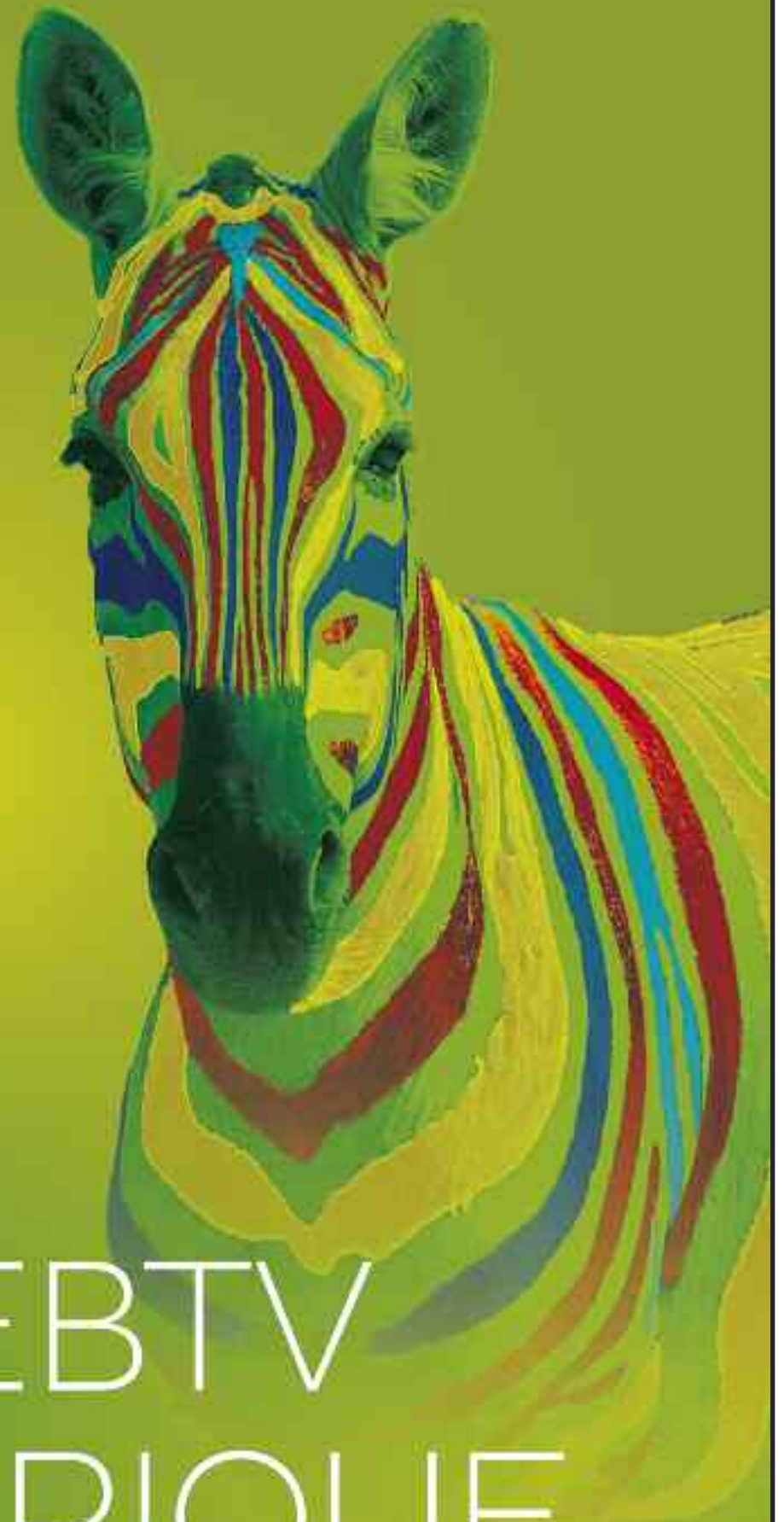
O. POUYE

CHAMPIONNATS NATIONAUX

La 2ème journée à XV au menu

Alors que les « Lions » sont engagés dans le tournoi continental, les championnats locaux à XV se poursuivent avec la 2ème journée du Top 12 et du championnat junior. Mais, pour ce week-end, c'est le service minimum, en particulier chez les séniors, puisque seules 2 rencontres sont prévues sur les 6 au programme. Il s'agit, pour cet après-midi, du match dans le groupe A entre les Tigres de Ouakam (3ème, 1 point) et Yeumbeul (2ème, 4 points) qui se joue au stade de Ouakam à 16 heures. L'autre rencontre a lieu demain à Bel-Air et oppose, à 14h30, les militaires de l'Asfa, 2ème du groupe B avec 4 unités, et S'en-Fout-le-Score qui occupe le 4ème rang avec 1 unité. A 16h30 se discutera la seule confrontation des juniors entre le leader (Requins, 5 points) et les Panthères de Yoff (3ème, 4 pts). Les autres matches comptant pour la journée sont prévus le week-end des 6 et 7 décembre prochain.

O. POUYE



LA WEBTV 100% AFRIQUE

TÉLÉCHARGEZ DÈS MAINTENANT
L'APPLICATION MOBILE 100% GRATUITE

www.tv5mondeplusafrique.com

 facebook.com/tv5mondeafrique

DISPONIBLE SUR
 Google play

TV5MONDE

www.tv5monde.com